

J'accuse

**Charest
et le
Réseau de la CIA**

Ce texte est un brouillon

Version du 27 juillet 2015

• Avant-propos	page 03
• Introduction	page 23
1. Charest primé pour son engagement public	page 25
2. Power Corporation et John Charest	page 29
3. Les bonnes relations	page 32
4. Ramifications économiques	page 35
5. Le trio mondialiste	page 39
6. Le désordre mondial	page 41
7. Détournement majeur	page 46
8. L'eau et le nucléaire	page 48
9. Pétrole et langue	page 50
10. L'éducation	page 52
11. Santé, économie et syndicats	page 54
12. Sécurité et manipulation	page 57
13. De la justice à l'AECG	page 59
14. Dogme	page 61
15. Ordre de Malte, CIA et ordre mondial	page 64
16. Satan pour adapter l'humain à Babel	page 66
17. Inversion	page 69
18. Initiation, mensonge et argent	page 70
19. Mort et socialisme planétaire	page 72
20. Conclusion	page 74
• Mot de la fin	page 92

Avant-propos

Traiter de politique se révèle particulièrement difficile. À chaque pierre qu'on soulève une pierre au nom d'une quête de la vérité, on découvre des vermines rampantes qui se placent aussitôt à l'ombre de l'économie, de la mondialisation, de la tempête économique et de la dette pour excuser leur gestion. Des raisons pour expliquer leurs taxes d'étranglements fiscales, leur incapacité à aller chercher des redevances minières qui seraient supérieurs aux pays en voie de développement ou à des dictatures, leurs aides financières à des entreprises boiteuses ou les mouchards sur des sites gouvernementaux qui acheminent des informations personnelles vers des réseaux étasuniens. Un univers mouvant de fadaïses et d'acointances inquiétantes qui s'amoncelle, à un point qu'il faudrait plusieurs vies pour dénoncer les sornettes, et cela, à la condition de figer le temps.

J'ai remué quelques roches en 2012 pour pondre le texte que vous retrouvez plus loin. Je suis depuis envahis par la vermine. Comme d'autres, je croyais que la Commission Charbonneau les exterminerait. Les insectes sont toujours ici. Ils sont devenu immunisés à la Justice. Pour prix, je ne suis pas certain de pouvoir afficher de l'empathie pour les bestioles si jamais j'apprenais qu'un ministre du Parti libéral du Québec (PLQ) aurait été chahuté. Ça pourrait être pire. Et ne croyez pas que je sois sans amour pour mon prochain. Au contraire, j'ai senti le bonheur m'envahir lors de crise étudiante de 2012 connue sous le nom de «printemps érable». Je me suis même esclaffé lorsque le gouvernement du PLQ semblait dire, entre ses maux, qu'il était interdit de se laisser séduire par les initiatives des trois portes paroles des étudiant qui étaient Léo Bureau-Blouin, Martine Desjardins et Gabriel Nadeau-Dubois, si on ne voulait pas devenir un indésirable.

Imaginez. Des gens à peine sortis de leur adolescence indisposent un gouvernement de blattes qui nous fait découvrir qu'en plus d'opter pour une économie de bradage des ressources naturelles et un démantèlement de l'identité québécoise, exploitent la cause des étudiants pour opérer un contrôle idéologique de l'information et des forces policières. Un enlèvement dans la boue de l'oppression qui fut loin de me surprendre puisque le PLQ avait pour chef Jean Charest.

En fait, il s'agit plutôt de John James Charest, selon Marc Bellemare, cet ex-ministre de la Justice au PLQ en 2003 et 2004 qui a connu quelques échauffourées devant la Justice à la suite d'accusations de trafic d'influence qui a porté contre Charest, à propos de la nomination des juges de la Cour du Québec ayant abouti à la Commission Bastarache en avril 2010.

John Charest est le point d'encrage de ce texte. Celui qui représente à lui seul le résultat de plus d'un siècle de déclin, d'opportunisme et de magouilles politiques. Je m'explique. Le PLQ est le plus vieux parti politique québécois. Il est né en 1867 du Parti des Patriotes pour lutter contre les Conservateurs devenus l'Union nationale (UN) en 1935. Lentement, le PLQ s'est nécrosé, transformé en parti canadien s'opposant à l'autonomie du Québec. Une tendance qui s'est officialisée par sa lutte contre la souveraineté lors du référendum de 1980 tenu par le Parti québécois (PQ) de René Lévesque (1922-1987) et celui en 1995 de Jacques Parizeau (1933-2015). Deux grands personnages qui éclipsent de loin les plus illustres chefs du PLQ des 50 dernières années et qui font ressembler l'illustre Jean-Marc Fournier à un camelot

légèrement radoteux de *l'Écho de Ville-St-Laurent*. Par la suite, le PLQ s'est rapproché de ce qu'il combattait jadis, en ressemblant de plus en plus au Parti conservateur canadien (PCC) tout en continuant à placer les intérêts des Canadiens anglais au dessus de ceux des Québécois.

John Charest signe ce renversement. Sous l'aile du premier ministre Brian Mulroney du PCC, il campe le rôle de «Monsieur Non» lors du référendum en 1995 et en 1998, celui du chef du PLQ. C'est ainsi qu'il devient un des pionniers du transfuge politique qui se multiplie depuis plusieurs années. John a aussi de belles qualités. En plus d'avoir un bon sens d'humour, il a une intrigue inégalée en tant que bourreau de la Cour. Tout au long de son règne de premier ministre entre 2003 et 2012, il m'a fait souffrir dans mes entrailles par ses propos et accusations en laissant l'impression qu'être un Québécois et un séparatiste c'est être un imbécile, un violent et un terroriste à être engagé. Le prétexte assuré pour entamer les rituels de mon euthanasie par le rétrécissement de mon espace public dédié à mes droits, mes racines, mon identité, ma langue et ma culture au point de ressembler à un animal battu appartenant à une tribu de francophones à qui on colle des étiquettes méprisantes depuis des siècles. Je souffre car je me lasse aussi d'être isolé dans le pays de John Charest qui me refuse. Le Canada me crache dessus. On aime ni ma langue, ni mon origine. Et si j'ose répliquer, je risque des sévices. Et encore, moi qui croyais que mon ennemi était le Canadien anglais aux propos racistes et haineux, ce fier héritier des orangistes qui s'émancipe en empruntant les déviances des pires républicains étasuniens, je découvre qu'il se compose maintenant d'une immigration qui emprunte le même comportement, la même culture, la même langue, le même mépris et cette même audace à utiliser mes impôts pour mener sa guerre contre moi au nom d'une liberté qu'il refuse à ceux qui ne cadrent pas avec son «idiocratie» féodale. Pour les aider, des élus incapables de me défendre et des seigneurs qu'on place aux commandes de nos institutions, pour les détruire de l'intérieur, les lapider ou opérer des privatisations qui enrichissent les amis de leur régime.

J'ai mal d'être un citoyen de deuxième classe au sein d'une population qui se compose d'environ 40 % de séparatistes qui veulent quitter le Canada, ce grand pays qui se comporte comme mon ennemi. Autant de personnes qui se sentent confortables et heureuses entre leurs rocheuses et la haute gastronomie de Ti-Motons. Pour prix, j'ai l'impression de m'enfoncer dans le n'importe quoi du tout, peu importe le prix. Pas d'avenir! Pas de projet! Pas le droit de diffuser ma culture dans le beau Canada. Pas de médias pour me représenter et pour prime, CIBL FM devenue une radio débilisant. Je dois accepter l'idée que le Québec est un fabricant de beignes dont les trous représentent le vide idéologique servant à me faire ingurgiter la pâte sucrée de la propagande. J'ai mal aussi de verser ma dîme quotidienne pour financer des usines à brouillard. Une brume dense et épaisse qui a servi à cacher le pire aux électeurs lors des 9 ans du règne de Charest: l'ajout de 59 G \$ au déficit, passé de 133 G \$ en 2003 à 192 G \$ en 2012, la lapidation des richesses naturelles, la vente de droits d'exploitation pétrolière à des amis, la révision de l'histoire à des fins de propagande. J'ai mal et encore mal, quand je constate qu'au Québec nous pouvons être un colonisé en même temps qu'un progressiste, même si ces deux univers sont incompatibles. Mal de constater que nous pouvons amalgamer ce que nous voulons, à la condition de transformer les mensonges en vérités. Un art magique d'opérer la multiplication des fadaises à faire jouir le peuple autant qu'une partouze d'enculage avec un accès illimité à de la gelée de pétrole, comme ce fut le cas avec cette «création de richesse» qui a attaqué le pouvoir d'achat des Québécois. Le prix de l'immobilier qui a grimpé en

flèche causant même le déménagement de commerces. Le bloc patrimonial d'électricité qui fut remis en question pour permettre des augmentations substantielles des tarifs d'électricité et de nombreuses autres bêtises qui se sont exprimées par cette phrase: appauvrir le peuple pour enrichir les amis du PLQ.

Mais encore, ma souffrance n'a fait que s'amplifier en constatant que l'économie locale tire le diable par la queue, particulièrement celle qui repose sur une volonté de se démarquer. Celle qui refuse de mettre plus de vide dans la pâte, plus de trous dans les beignes, pour nous faire croire qu'en ingurgitant onze beignes on se baigne dans l'eau de la réussite - l'océan de la mondialisation - alors qu'on nous noie. Un mal qui s'amplifie par l'Accord économique et commercial global (AECG) entre l'Europe et le Canada qui a permis de mettre sur la table des négociations un accès au marché public (sociétés gouvernementales) tout en renonçant à la souveraineté nationale du Québec.

Je souffre devant la récupération de l'actualité par John Charest. Cet art, j'ose dire, qu'il a pratiqué sans le moindre sens éthique. En fait, à part quelques Républicains étasuniens sans manière et des dictateurs, je connais peu de personnes qui ont indisposé l'Organisation des nations unies (ONU) comme l'a fait John avec sa Loi 78 qui interdisait les manifestations. Une loi opposée à la liberté d'expression qui allait contre la *Charte des Nations Unies* de 1948, le droit du public à l'information, en interdisant la présence de journalistes lors des manifestations. Et comme l'orgueil est souvent la principale qualité des conservateurs, John Charest n'a rien trouvé de mieux que demander à l'ONU de se mêler de ses affaires.

Une petite souffrance anodine pour certains qui prend un autre sens pour moi, puisque répondre à la critique par l'insulte me laisse l'impression d'un mépris de la démocratie. Mais encore, que ces réactions de John Charest révélaient ce qu'il pense vraiment des citoyens. De la viande à liquider au prix du marché qu'on attendit à coup de matraque. Et assurément, pour porter ce mépris, il faut aussi pouvoir se complaire dans des politiques haineuses qui attaquent ceux qui ont l'ambition de faire du Québec un pays souverain. À cette fin, le PLQ de Charest est devenu un spécialiste du clivage de la population. En 2012, il y avait d'un côté des groupes courageux et passionnés qui tenaient des discours flamboyants, qui traitaient d'autonomie, de solidarité et de rêves. De l'autre, nous retrouvions les amis du Parti qui tenaient souvent des propos haineux, au point d'excuser la violence au nom du droit de retirer les libertés à ceux qui ne pensent pas comme eux. D'un côté, des gens informés représentant l'avenir du Québec qui osaient confronter le PLQ de John Charest. De l'autre, des gens sans ambition, parfois peu informés, qui se ralliaient aux propagandes du PLQ et de médias. Bref, un portrait qui présente d'un côté, le Québec de la Révolution tranquille, et de l'autre les balbutiements d'une droite ancrée dans un totalitarisme marchand qui applaudit un PLQ pervers qui réussit à faire pire qu'hier.

Un droit à la souffrance garantie, en constatant que ce même clivage est devenue une recette pour tenter de gagner les élections du 4 septembre 2012. Comment? Des étudiants malveillants qui troublaient la paix. Des jeunes comparés à des terroristes agissant au nom d'un chaos, mais cette fois, en s'assurant de cataloguer d'indésirables ceux qui osaient marcher avec les étudiants. Une petite plat libéral, à faire gerber, qui fut à l'origine de cette propagande électorale télévisée du PLQ qui utilisait les images de la chef du PQ, Pauline Marois, frappant une casserole accompagnée de manifestants, pour en faire l'amie d'une méchante jeunesse trop

instruite pour voter pour le PLQ, la complice du chaos sociale à pendre sur la place publique pour faire jouir les morons.

Je souffre encore plus en comprenant que le réel ennemi des valeurs démocratiques et des droits sont rarement ceux que l'État place dans sa cible qu'ils soient des juifs, des musulmans, des étudiants ou des travailleurs syndiqués, mais ceux qui ont placé Hitler, Bush et Charest à la tête de l'État, pour ne prendre que ces trois exemples. Mais encore, je souffre en constatant que nous ne tirons pas de leçons de notre passé. Malgré les images des camps de la mort en Allemagne, des centaines de milliers de civils tués en Afghanistan et en Irak, les tortures de la *Central Intelligence Agency* (CIA), les lois répressives qui ont été imposées aux Étatsuniens suite au 11-Septembre et les manifestants québécois matraqués et arrêtés, un pourcentage important de citoyens revote, malgré cela, pour les mêmes dirigeants.

Au Québec, ces gens aiment assurément la grosse machine idéologique du PLQ qui a tourné à plein régime pour préparer le bradage de la Belle province, confronter des travailleurs syndiqués, des écologistes, des scientifiques, des journalistes, des enquêteurs, des enseignants et des étudiants. Alors que d'autres, comme moi, se sentent démembrés après trois mandats de John Charest. Comme si chaque parti de mon être ne pouvait plus communiquer avec ma conscience. Une impression que cet état d'être, cette perte de sens, m'a rapproché dangereusement d'un régime politique qui prépare la route d'un ordre totalitaire qui serait vu comme tel, par seulement un petit pourcentage de la population. Une oligarchie qui enlèverait les droits et privilèges aux individus qui refuseraient son hégémonie, le droit de frapper ces derniers au nom de l'ordre social et la sainte création de richesse, pour un jour nous retrouver devant des extasiés du «gros bon sens» libéral prenant le trône, le microphone et la caméra pour exprimer une haine des gens qui ont le potentiel pour diriger des grand projets. John Charest, le «grand bâtisseur» autoproclamé? Je pense ici à des personnes qui furent victimes de menaces de mort à cause de leurs rêves et passions. Et comme le hasard, souvent fédéraliste, sans rêve et ignorant, décide, ils étaient tous des souverainistes; ces indésirables dont le degré d'éducation est supérieur à celui des fédéralistes québécois et qui croient que le savoir, l'imagination et la créativité sont les leviers du développement économique, de loin en avant de l'exploitation des ressources naturelles.

Le 8 mai 1984, le caporale de l'Armée canadienne Denis Lortie s'est présenté à l'hôtel du Parlement avec des armes et des minutions appartenant à la Couronne britannique pour assassiner le premier ministre du Québec René Lévesque et les députés du PQ. En 2012, Gabriel Nadeau-Dubois, le chef de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), fut menacé de mort. Enfin, le 4 septembre 2012, quelques heures avant qu'Alexandre Cloutier, parlementaire péquiste de la circonscription Lac Saint-Jean et candidat à la course à la chefferie du PQ en 2015, soit admis à l'hôpital d'Alma après avoir contracté une méningite virale, Madame Marois fut victime d'une tentative d'assassinat lors de son discours de victoire au Métropolis de Montréal. L'auteur du crime, un anglophone de 62 ans, venait de tirer sur deux techniciens, dont un qui est décédé sur le coup.

Est-ce la conséquence à plus de quarante années marquées par des attaques séniles contre le PQ et à associer ses chefs à des calamités et à... Hitler? Des décennies à semer la haine des souverainistes doivent assurément finir par donner de mauvais fruits et de mauvaises personnes. Pour conséquence, une tendance lourde à frapper

sur les gens plus éduqués et à étendre la haine des syndicats et des jeunes étudiants dont les discours et le charisme ont éblouis des milliers de personnes. De le faire en toute liberté, car au Québec, les gens mauvais et méprisants sont rarement comparés à Hitler. Ils utilisent une vieille recette machiavélique qui fut mise en oeuvre par les nazis avant de s'étendre vers les services de renseignement et les Républicains étasuniens. Sous le régime nazi, cette recette fascisante fut concoctée lors de la Deuxième guerre mondiale pour étendre la haine des juifs sur les bases d'une idéologie raciale et eugénique. George W. Bush a joué la même carte pour étendre la haine des musulmans, suite aux attentats du 11 septembre 2001. Sous le régime de Hitler, la propagande réussit à lier les juifs à des ennemis de l'État qu'il fallait isoler et contrôler pour le mieux être de la nation allemande. Aux États-unis, la même recette fit en sorte que ceux qui s'opposaient aux interventions militaires en Afghanistan et en Irak deviennent les amis des terroristes, ou disons, les ennemis des États-Unis. Au centre de la cible, il y avait la France. La victime d'un spectacle pour attardés qui a transformé les *French Fries* en *Liberty Fries*, sans heureusement changer le taux de gras et de sel. Pour faciliter la lutte, une chasse aux symboles. L'étoile jaune à six branches cousues sur les vêtements des juifs pour les repérer facilement. Des vêtements et la barbe pour les terroristes musulmans. Au Québec, ce fut le carré rouge, symbole d'une solidarité à la cause étudiante qui fut lourdement exploité par le gouvernement Charest. Lié au saccage, au vandalisme, à la violence, au chaos et dont la simple vue pouvait provoquer des menaces. Un symbole qui décidait de l'arrestation de gens. Qui a comparé Charest à Hitler, malgré l'utilisation de stratégies similaires qui furent expérimenté sur les juifs? Qui a osé la comparaison entre la police du régime hitlérien à celle du PLQ de Charest qui avait le droit, sans réserve, d'arrêter des gens qui portaient le fameux carré rouge, sans qu'il ait commis un crime? Qui a accusé le gouvernement Charest de sanctionner les abus des forces de l'ordre et cette impressions que la Sûreté du Québec (SQ), la police provinciale, était devenue une police politique, comme je le cite au chapitre 13, en refusant de sévir en Justice contre ceux qui ont proférés des menaces de mort ou contre les abus des autorités.



Gabriel Nadeau-Dubois:
Trop charismatique pour être le copain de Charest

Jouer au ballon et torturer

Devant cette tendance à tenter d'atteindre la réputation des grands et à élever en un rang supérieur les êtres malveillants, je ne peux que me réjouir d'avoir la chance de calmer ma douleur en observant des joutes de ballon. Vous connaissez ? Un pays lance le ballon lors de négociations d'accords tels l'AECG servant à ouvrir des marchés

protégés. Et à chaque fois qu'un joueur frappe le ballon, il le marque de ses empreintes. Nous parlons ici de revendications nationales, d'une volonté de protéger des secteurs économiques, de la mise aux enchères de services, etc. Un autre niveau de joute consiste à opposer les autorités gouvernementales aux citoyens afin de récolter le maximum d'informations sur ces derniers. À cette fin, tous les coups sont permis. Une image, en 2012, présentant John Charest blanchi, afin de mesurer, sur les réseaux de communications, les réactions des électeurs devant le politicien auto sanctifié. Un site informatique hospitalier servant de mouchard pour des conglomérats étasuniens, comme nous le verrons au *Mots de la fin*, ou encore une carte magnétique compilant les achats à la Société des alcools du Québec (SAQ).

Et encore des ballons pour valoriser les gains d'entreprises étrangères dont la croissance exige un accès aux empreintes personnelles. Enfin, une autre joute de ballon s'organise entre le gouvernement et des gens réunis sous le chapeau d'organisations non gouvernementales (ONG) dont les vertus s'accompagnent d'idéologies partisans qui servent les intérêts nationaux et économiques de la main qui les finance. Des ONG dont une partie non négligeable se composent de membres cooptés qui se réunissent autour de philosophies et d'intérêts particuliers. J'en cite quelques unes, du Woodrow Wilson Institute en passant par le groupe Bilderberg et la Commission Trilatérale.

Mais ce qui ne fait réellement du bien c'est lorsque je me mets à rêver que je pourrais aussi torturer des gens. Comme John Charest, je pourrais me métamorphoser en ange blanc et afficher un sourire sadique en me penchant sur les personnes qui tiennent au PLQ et à ce fédéralisme canadien en sortant des mots tranchants qui transforment le confort en douleur excitante. Je pourrais faire battre mes ailes pour passer d'un ministère à une entreprise privée en ramassant ma prime, après avoir tourmenter John et ses amis et les avoir associé à une tribu d'ignares jetables après usage. Avoir le droit de faire exploser, à quelque centimètres de leur visage, leurs dogmes économiques qui divisent le monde en ces deux clans: les prêtres du libéralisme et ceux qu'on accuse d'avoir commis le péché capital. Les amis du PLQ qu'on sanctifie de primes et d'assouplissement de lois transformant l'illégal en droits acquis et ceux qu'on stigmatise lorsqu'ils refusent de participer à la grande communion en faisant obstacle à l'instauration d'un village global reposant sur un tout impersonnel qui place l'identité dans l'immondice des assiégés.

Et si ma séance de torture devait provoquer l'évanouissement des quelques bestioles victimes d'une mauvaise Constitution, je vous jure que je choisirais de les réveiller dans l'intention de leur faire vivre le moment présent avec intensité. Vous pensez que je devrais leur administrer des analgésiques? J'ai peur qu'en endormant leur douleur je puisse fabriquer des citoyens en plastique qui seraient condamnés à être figé toute leur vie. Des gens dont les traits et les mots n'exprimeraient pas ce qu'ils sont et ressentent réellement. Des citoyens en plastique, qui lorsque le vent change de côté, oublient leur passé de directeur de banque pour enfiler le vêtement rédempteur de celui qui critique le 1 % des gens qui contrôleraient l'économie mondiale, comme ce fut souligné en 2011 par les manifestants du mouvement *Occupy Wall Street*. Une personnes en plastique passant de souverainiste convaincu à fédéraliste sénile, en oubliant son passé. Et même si mes victimes agonisaient, je serai incapable de leur flatter la viande de bons mots pour l'attendrir. Ce n'est pas par méchanceté, je dois le dire, puisque je reconnais que l'expérience ultime proposée par le modèle sociétal et économique du PLQ est le cannibalisme, ou disons, l'art de manger son prochain. Un

droit reconnu au PLQ, que je servirai d'avarice, pour rappeler la vie quotidienne des Canadiens français hors Québec. Comment? En ne fournissant pas le verre de vin, les assiettes et les ustensiles. Donc, pour bouffer des syndiqués, des séparatistes, des pauvres, des artistes, des chômeurs, des malades, des enseignants, des écologistes, des personnes âgées, des intellectuels et la chair de jeunes étudiants qui prononcent des mots qui exigent l'utilisation d'un dictionnaire, je les invite à manger ailleurs.

Mais encore, je ne peux m'imaginer une bonne séance de torture en gardant le silence. Pendant que je fais mal, je dois dire à mes victimes qu'elles offensent mes sens et ma raison en s'aspergeant de revendications pour masquer l'odeur des macchabées et de rituels sociaux mortuaires. Mais attention, je ne dis pas qu'elles devraient éviter de parfumer leurs spéculations en servant de la soupe aux démunis la veille de Noël, en lavant leur voiture avec du savon biologique ou en militant pour l'avortement et le mariage gay. Le bon candidat à la torture doit préférablement respirer à plein poumon l'odeur de ses dispendieux billets pour assister au spectacle d'artistes anglo-saxons et excuser le piratage de sa culture locale par un manque d'argent. Il doit manifester contre les OGM et se procurer par la suite une caisse de bière Molbat et 500 grammes de jambon nourri au maïs transgénique. Il doit aussi parler de l'importance de la langue française en acceptant de se faire servir en anglais. Il doit passer sa vie à se soumettre en faisant l'apologie de la liberté. Il doit pouvoir traiter d'un texte sans l'avoir lu. Avoir le droit d'ignorer que le projet d'un port pétrolier dont il a autorisé la construction, se retrouve dans une pouponnière de béluga, une espèce en voie d'extinction. Le droit de se moquer des environnementalistes. Le droit de fabriquer des ennemis et des indésirables sans débattre des raisons, par autre chose que des arguments impersonnels répétés par des «lobotomiseurs» professionnels qui colonisent notre pensée. Tous les droits pour éviter que les gens s'informent objectivement et réfléchissent librement pour éviter que des citoyens plongent le Québec dans ce «chaos social» craint par John Charest avant les élections de 2012. Imaginez notre monde si nous refusions de lancer des pierres aux fous du village qu'on nous présente pour cibles, pour nous tourner contre le roi, ses valets et ses bourreaux?

La CIA

Ne rêvons pas. Nous sommes aux antipodes d'une réaction concertée de la population qui embarrasserait la confrérie qui parasite l'Assemblée nationale pour cette raison: le PLQ dirige avec l'assentiment de la CIA. Je sais que cette affirmation peut sembler ridicule. Pourtant, l'agence de renseignement étasunienne ressemble à un banque privée qui sécurise la planète afin de faciliter l'application de politiques étasuniennes servant les activités de multinationales, la croissance d'actions de fonds d'investissement, le contrôle de secteurs économiques et la diffusion de propagandes. Elle est aussi celle qui scrute des accords de libres échanges et finance des ONG qui organisent des offensives lorsqu'un gouvernement s'éloigne de la ligne directrice. Pour ce qui est de la Belle province, elle a tout le nécessaire pour attirer l'attention de la CIA en étant un endroit stratégique par ses ressources et sa géographie, dont le fleuve Saint-Laurent et son passage sur l'Arctique. Un lieu exceptionnel pour assouvir les ambitions de la CIA, à la condition que le Québec ne puisse devenir un pays qui nuirait aux objectifs de la CIA en ayant le plein contrôle sur son avenir.

Lorsque je traite du réseau de la CIA, je fais référence à des groupes, entreprises et fond d'investissements qui se réunissent autour d'une économie mondialisée dont les

obstacles aux gains sont pris en charge par la CIA. Comment? Il y a la bonne vieille méthode dure des menaces et des assassinats et celle plus douce, plus lente, mais d'une efficacité remarquable, qui consiste à utiliser le gouvernement de l'intérieur et à placer des agents dans des entreprises, des ONG et des médias pour camoufler des opérations clandestines. Pour prix, un PLQ fort placé à l'abri de la Justice et le Québec qui reste, comme à l'époque de Maurice Duplessis, l'endroit de rêve pour exploiter une main d'œuvre docile et de moins en moins exigeante, tout en recevant de l'aide de l'État pour barder des ressources. Mais encore, c'est aussi l'endroit de prédilection pour des expériences politiques et sociales. Un «laboratoire politico-sociologique» qui fut sous étroite surveillance dans les années 60, selon le livre de Claude Jean Devirieux cité plus haut.

Lorsque nous tentons d'approfondir la question, il y a de fortes chances que nos bons gouvernements occultent la vérité. Je pense ici à la saisie des copies d'un livre par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) trois jours après sa publication, pour éviter d'éclabousser la CIA. Il s'agit de *Conspiration* (1977) d'André Fontaine (1926-2005) qui fut présenté en quelques lignes dans les *Nouvelles de l'Interzone* d'octobre 2014. André Fontaine était un ancien journaliste de la Société Radio Canada (SRC) qui avait des relations privilégiées avec Cuba et la famille Kennedy. En mai 1966, Fontaine est incarcéré à Miami par la CIA, à la suite d'une demande d'arrestation et de déportation faite par la SQ. Le 22 juillet 1966, il est ensuite déporté au quartier général de la SQ, rue Mc Gill. À cet endroit, il s'effondre subitement pour se réveiller dans un hôpital le 27 juillet. Fontaine croit qu'il a été empoisonné par les deux agents de la CIA qui l'ont escortés en avion vers Montréal. Pour le personnel hospitalier, il s'agit d'un «suicide», mot très à la mode au Québec.

Retenons que pour André Fontaine, la «CIA a des ramifications partout. On me l'a affirmé et je le crois de plus en plus. On a même insinué en ma présence, que le ministre de la Justice du Québec serait membre de cette agence criminelle»¹. Ces propos, écrits en mai de l'an 1966, font références à ministre du PLQ Claude Wagner (1925-1979). Ce politicien ambitieux, dont le fils Richard Wagner fut nommé juge à la Cours suprême du Canada en 2012, a tenté, sans succès, de devenir chef du PLQ en 1970 et du Parti conservateur en 1976. En mai 1966, il occupe depuis bientôt un an le poste de ministre de la Justice sous le gouvernement de Jean Lesage (PLQ). C'est sous son règne que le journal *La Presse* publie une photo de «Moïse Darabaner en compagnie du premier ministre Jean Lesage au cours d'une tournée électorale»². Darabaner est le chef d'un réseau d'incendiaires criminels. À l'époque, la SQ se relève les manches pour enquêter sur ce réseau qui débouche sur l'arrestation de Darabaner et Louis Sicotte. Ce dernier est la victime de la brutalité policière qui implique des agents de la SQ.

Le ministre Wagner a-t-il eu un rôle déterminant à jouer dans ce débordement de la police provinciale? Je pose la question, car je crois que l'avis de déportation de Fontaine envoyée à la CIA par la SQ se serait décidé au bureau du ministre Wagner, ce membre de «l'agence criminelle» selon André Fontaine. Mais encore, l'histoire politique du Québec indique que le PLQ a su exploiter cette accointance pour nuire au PQ. Ainsi, bien avant le profilage politique autour de la grève étudiante qui s'est manifestée lors des mandats de John Charest, le Québec a vécu les conséquences de ce «laboratoire politico-sociologique» de la CIA en sol québécois, avec le soutien de la

¹ FONTAINE André, *Conspiration*, Éditions Intrinsèques, 1977, page 85.

² DEVIRIEUX Claude Jean, *Derrière l'information officielle*, Septentrion, 2012, page 129.

SQ. La raison évoquée fut les activités du Front de libération du Québec (FLQ), un petit groupe qui a commis des actes terroristes depuis 1963. Le 5 octobre 1970, le FLQ enlève l'attaché commercial britannique James Richard Cross. Il s'agit des membres de la cellule Libération composée de Jacques Lanctôt, sa sœur Louise Lanctôt, Jacques Cossette-Trudel, Marc Charbonneau, Yves Langlois et Nigel Hamer. Par la suite, le 10 octobre, c'est au tour du ministre libéral du Travail Pierre Laporte (1921-1970) d'être enlevé par la cellule Chenier composée de Paul Rose, son frère Jacques Rose, Bernard Lortie et Francis Simard.

Avant l'enlèvement de Pierre Laporte, des membres de la cellule Chenier revenaient d'un voyage à Houston pour y trouver du financement au *Hudson Ingeneering*, une petite entreprise qui aurait été une couverture de la CIA. Est-ce possible ou seulement des propos dignes de «complotistes»? Claude Noyes devrait pouvoir répondre à la question. Il s'agit d'un officier de la CIA arrivé à Montréal en 1969 avec pour couverture «une maison d'éditions américaine de livre d'enseignement collégial et universitaire». En 1972, il affirmait au journaliste Claude Jean Devirieux «qu'en temps normal nous sommes une douzaine d'agents à Montréal. Pendant la crise d'octobre nous étions au moins cinquante»³. Jules Ricco Kimble est aussi dans le décor. Il s'agit d'un agent contractuel de la CIA qui aurait aidé «l'assassin présumé de Martin Luther King, James Earl Ray, à quitter le continent via Montréal en 1967». Kimble affirme avoir «commis deux meurtres pour contrer la montée du nationalisme au Québec». Des assassinats perpétrés contre des politiciens «par une organisation qui servait de paravent à la CIA»⁴. Pour accompagner le dossier, cette information qui persiste depuis plusieurs décennies, sans pour autant atteindre un large public: Kimble aurait «infiltré le Front de libération du Québec» pour le compte de la CIA⁵. Mais encore, dans le plus sombre corridor emprunté pour accéder à la vérité, il y a la rumeur que Kimble aurait assassiné le ministre Pierre Laporte le 17 octobre 1970.

En plus de la CIA, en 1970 nous retrouvions aussi les services de renseignements britanniques, la mafia et la GRC dans le décor. James Richard Cross était un agent britannique, une information confirmée en 2008 par l'ancien «sergent de la GRC Donald Mc Cleary» à l'animateur radiophonique et enquêteur «Benoît Perron»⁶. Pour sa fille Susan Cross, elle aurait fréquenté Jacques Lanctôt. Pour cette fois Yves Langlois et Nigel Hamer, ils étaient des taupes de la GRC selon Lanctôt. Enfin, le ministre Pierre Laporte était sous enquête policière. Des prétendus liens avec la mafia qui risquaient d'éclabousser le PLQ de Robert Bourassa.

Le «laboratoire politico-sociologique» de la CIA, j'écrivais plus haut! Le 16 octobre de l'an 1970, alors que Robert Bourassa (1933-1996) occupait le poste de premier ministre du Québec et chef du PLQ, le Québec glisse vers un RÉGIME TOTALITAIRE. Un renversement politique qui s'est traduit par la présence de près de 5000 soldats canadiens au Québec et l'incarcération, sans accusation, d'environ 500 intellectuels, syndicalistes, journalistes, écrivains et partisans politiques. Des gens innocents qui furent isolés du reste du monde et dont certains furent informés qu'une guerre civile faisait rage avant de passer au peloton d'exécution à l'aide d'armes chargées à blanc.

³ *Ibid*, page 31.

⁴ <http://www.republiquelibre.org/cousture/CIA.HTM>

⁵ DEVIRIEUX Claude Jean, *Derrière l'information officielle*, Septentrion, 2012, page 32.

⁶ *Ibid*, page 69.

La raison de ce renversement des droits et libertés repose sur la Loi des mesures de guerre imposée au Québec par le premier ministre canadien Pierre Elliott Trudeau. Qui est Trudeau? L'histoire évite de nous informer que dès 1969, il «*songe au moyens de freiner, voire de bloquer la montée du nationalisme québécois*» se regroupant au sein du PQ «*et de mettre un terme aux actions terroristes du FLQ au Québec*»⁷. À cette fin, le 17 septembre 1969, il «*adresse à la Gendarmerie royale du Canada [...] ses directives relatives à la sécurité du pays*»⁸. Par la suite, le 17 mai 1970, «*quatre mois avant la Crise*», les services de renseignements sont informés des «*étapes à franchir dans l'éventualité où la Loi des mesures de guerres devait être proclamée*»⁹. Pour l'aider, nous retrouvons le *Hudson Institute*, un organisme fondé en 1961 par Herman Kahn, un célèbre futurologue membre du *RAND Corporation*. Un groupe qui entretient des relations étroites avec la Défense américaine Selon les propos de Kahn tenus en avril 1971 à Ottawa, son «*agence avait conseillé le gouvernement Canadien et qu'une crise semblable à celle d'octobre 1970 ne pouvait pas se reproduire car Ottawa avait maintenant à sa disposition un scénario*»¹⁰.

Dans un monde où tout repose sur l'économie et la création de richesse, tous scénarios qui visent à contrer des crises en évitant l'utilisation des forces policières et militaires exige assurément un contrôle total de la population. Pour y arriver, il est nécessaire de se doter de mesures et d'outils pour s'attaquer à des groupes et individus qui représentent ce «chaos» de John Charest. Des citoyens incontrôlables qu'il faut marginaliser, associer au ennemis des valeurs nationales et économique de l'État, à cause de leurs propos, idées, allégeances, rêves et actions et encourager les autres à les contester publiquement et à les menacer.

Pour y arriver, il faut fabriquer de «psychocivilisés», un mot qui traduit cette personne qui pense et agit en fonction des ambitions du réseau de la CIA. Comment? En implantant des idées et des opinions dans l'esprit des citoyens afin de forger de nouvelles personnalités. Cette ambition naît à la fin du XIXe siècle dans la tête de Frederick Winslow Taylor (1856-1915), un ingénieur américain qui a du influencer l'esprit de travailleurs pour les adapter aux nouveaux besoins industriels. Une sorte de reingénierie de la main d'oeuvre pour répondre à une reingénierie des usines. C'est le premier juin 1951 qu'un autre pas se fait dans la même direction pour pousser plus loin l'expérience. Ce jour deux agents de la CIA et des représentants du Canada et du Royaume unie se réunissent au Ritz Carleton de Montréal pour discuter de la création d'un programme pour résister aux lavages de cerveau des communistes. C'est dans cette intention que naît le projet *Artichoque* au mois d'août de l'an 1951, devenu en 1953 le programme MK ULTRA sous la direction du directeur de la CIA Allen Dulles. En 1957, la CIA décide de subventionner le docteur Donald Ewen Cameron (1901-1967) avec de l'argent blanchie par le soutien de la *Society for the Investigation of Human Ecology*, fondée en 1955 par le docteur Harold G. Wolff. Cameron est l'ancien président de l'*American Psychiatric Association*, de la *Canadian Psychiatric Association*, de la *World Psychiatric*. Il s'inspire de Frederick Winslow Taylor pour rêver d'une réingénierie du psychisme des victimes de maladies mentale. Pour cobayes, des orphelins et des patients du *Allan Memorial Institute* (l'hôpital Royal

⁷ *Ibid*, page 49.

⁸ *Ibid*, page 49.

⁹ *Ibid*, page 49 et 50.

¹⁰ *Ibid*, page 121.

Victoria) de l'Université McGill qu'il souhaite reconstruire la personnalité et détruire leurs défenses naturelles à l'aide de drogue, dont le LSD et le PCP (Phéncyclidine), de doses massives d'électrochocs, de répétitions de messages, d'hypnose, de curare et de privation sensorielle.

Une panoplie d'expériences qui se sont conclue par l'utilisation de fréquences électromagnétiques pour provoquer divers troubles physiques et psychiques. Les exemples les plus cités sont la paralysie et l'amnésie liée à une modification du taux d'acétylcholine, le neurotransmetteur de la mémoire et de l'apprentissage qui est associée aux récepteurs neuronales M1. Nous parlons ici de la technique EDOM (*Electronic Dissolution of Memory*) présentée par le journaliste québécois Serge Monast (1945-1996) en 1994. À un niveau plus subtile, la technique RHIC (*Radio Hypnotic InterCerebral Control*) qui permet de reproduire des sentiments et impulsions post-hypnotique à l'aide de fréquences électromagnétiques et d'électrodes implantés dans le corps qui a nourrit l'esprit de nombreux amateurs de complots. À ma connaissance, le premier à lier cette technique de la CIA à l'actualité fut Lincoln Lawrence. En 1967, ce spécialiste des services secrets ayant travaillé avec le ministère de la Défense, présentait cette hypothèse dans *Were We Controlled?* (Étions-nous contrôlés?): l'assassin du président Kennedy aurait été sous l'emprise du MK-ULTRA.

Si nous osons croire que programme MK ULTRA aurait permis de fabriquer des tueurs sous commandes, pouvons nous suivre le même raisonnement pour les tentatives d'assassinats de René Lévesque et de Pauline Marois? Je ne pose pas cette question pour lancer une rumeur. C'est seulement pour vous démontrer qu'au Québec, il n'y a pas de place pour les complots. Alors que les drames québécois auraient assurément alimenté des histoires de contrôle de l'esprit s'ils avaient leurs racines aux États-unis, au Québec ils sont liés à des évènements isolés, sans plus. Et si on peut lire des textes sur le MK-ULTRA, ce n'est pas à cause du travaille acharnés de députés québécois ou canadiens. Ainsi, après que le directeur de la CIA Richard Helms a détruit les archives du MK-ULTRA en 1972, le projet fut révélé à la fin des années 70 à la suite d'une demande d'accès à l'information et d'audience au Sénat des États-Unis. Ce n'est que plus tard qu'on apprenait que le gouvernement canadien avait aussi financé le MK-ULTRA. Pour conséquence, en 1992 le Canada du versé 100,000 \$ à chacun des 9 cobayes du Royal Victoria qui ont porté leur cause devant la Justice après que la CIA ait payé 750,000 \$ à ces 9 plaignants en 1988.

Dans le contexte d'une économie mondialisée, nous sommes tous des cobayes. Et plus l'expérience est discutabile, moins elle se discute en publique. Sans le Sénat étasunien, le programme MK-ULTRA serait resté lettre morte. Mais encore, une fois que la nouvelle soit passée timidement du secret vers le public, nous nous retrouvons avec cette fâcheuse tendance à remuer le passé, sans oser regarder le présent. Après les expériences du MK-ULTRA, le LSD et le PCP ont envahit le marché noir. Pour ceux qui ont osés lier la consommation de ces psychotropes à un financement des activités de la CIA, ils ont été liés à des partisans du complot. Parallèlement, nous avons tendance à excuser des habitudes de consommation, sans nous demander si elles pourraient être liées au laboratoire politico-sociologique de la CIA. Sous le règne de Charest, le nombre de personnes contrôlé chimiquement fut en croissance. Comme je le cite au onzième chapitre, 41 % du Ritalin administré aux Canadiens l'était aux enfants québécois en 2008. En 2011, le nombre a grimpé à 44 %. En 2009, 14,4 % des adultes assurés par l'assurance médicament du Québec ont consommé des antidépresseurs, une augmentation de 8,3 % par rapport à 2005. Entre 2005 et 2009,

50,1 % des nouveaux consommateurs d'antidépresseurs avaient 60 ans et plus. Pour les orphelins du MK ULTRA, ils sont remplacés par des gens dont le bagage culturel et intellectuel les condamne à la classe défavorisée, faute d'une éducation plus rigoureuse. Une société qui fait croire que l'accès au savoir est un rituel magique qui exige l'utilisation de tableaux intelligents fabriqués par un ami du Parti.

Charest connaît-il cette information, dont la source reste imprécise: le MK-ULTRA aurait associé la télévision à *la drogue rêvée pour une hypnose de masse*. Nous parlons moins ici du contenu que du balayage de l'écran qui provoque un sentiment de bien être et de calme qui aurait de vertus hypnotiques rappelant les travaux du médecin badois Franz Anton Mesmer (1734-1815) sur le magnétisme animal aussi connu sous le nom de mesmérisme. Pour comprendre l'impact sur notre esprit, je vous livre cet extrait publié dans *Les Nouvelles de l'Interzone* de septembre 2011:

- Louise A. Renard affirme dans son texte *Ces études qui attaquent la télévision* (2009) que le petit écran *colonise et uniformise nos pensées quotidiennes, affaiblit notre capacité d'attention et engendre un état d'hypnose sous le couvert de relaxation* notée par cette présence d'ondes ALPHA sur un EEG liée à l'inactivité du cerveau. Madame Renard ajoute que chez les enfants, *une exposition précoce et répétée à la télévision nuit à la construction de son psychique*. Une étude en ce sens fut *publiée en 2007 dans la revue américaine Pediatrics par deux chercheurs de l'université de Washington, Dimitri Christakis et Frederick Zimmerman. Sur un panel de 3300 familles, elle révèle que l'exposition à la télévision avant l'âge de 3 ans engendre, quelques années plus tard, des troubles de l'attention (TDAH). L'étude confirmerait l'hypothèse selon laquelle la consommation audiovisuelle précoce engendre une modification de la synaptogenèse (formation du cerveau infantile)*. Elle ajoute que le petit écran se rapproche d'une *toxicomanie qui accompagne un DESENGAGEMENT SOCIAL ET POLITIQUE*, ce qui profite aux intérêts des pouvoirs politiques et d'industries dont les besoins d'apathie sont proportionnels à leurs objectifs sur le long terme. Enfin, pour ceux qui se lassent de mes propos sur General Electric, une entreprise fétiche du gouvernement du docteur John, Louise Renard précise que *l'ancien publicitaire Herbert Krugman a comparé la télévision à certaines techniques de lavage de cerveau employées par les militaires. Herbert Krugman avait été embauché dans les années 1960 par General Electric (producteur de tubes cathodiques) pour démentir des thèses qui auraient pu porter de l'ombre à la télévision*.

Télévision! Le Québec de la CIA ressemble de plus en plus à série télévisée ayant pour personnages des perdants, des dépressifs, des excessifs et de mal aimés qui attendent après la mort en contemplant leurs analgésiques alors que d'autres préfèrent le suicide. Politiquement, cela se traduit pas des «psychocivilisés» qui partent en mission pour remettre en question les outils qui ont permis aux classes défavorisées des années 50 et 60 de sortir du moyen âge. Que pour mourir, il faut remettre en question les acquis de la Révolution tranquille et semer la haine de ceux qui s'accroche à la survie d'un peuple. Bref, des gens qui servent les intérêts d'un nouvel ordre mondiale et d'un État québécois qui est devenu le complice d'un effondrement des valeurs sociales et humaines et de sa résultante: le libéralisme. Un État libéral qui ferme les yeux pour mieux servir les intérêts de la CIA. Celle qui forge l'esprit du psychocivilisé.

Pour prix, un pourcentage grandissant de la population est endoctriné, assez pour détruire le Québec et le condamner à rester docile et peu exigeant. Des gens qui urinent dans leur froque lorsqu'un chef de parti exprime clairement sa volonté de faire du Québec un pays et qui utilisent des phares vides de sens pour faire craindre le pire à ceux qui rêvent de se prendre en main. Une société dont les qualités requises pour y vivre sont d'accepter d'être exploité, volé et pillé. D'être un bon citoyen qui s'adapte aux autres sans rien exiger de ce dernier, même parler sa langue. Et bien sûr, les élus sont devenus les souteneurs de ce régime machiavélique en ne tolérant aucune réaction hostile à leurs nombreux mensonges, bêtises et complots contre les droits du citoyen.

Nous pouvons ainsi dire que le Québec vit un DESENGAGEMENT SOCIAL ET POLITIQUE qui profite au PLQ. Je ne dis pas que les gens refusent de voter, mais qu'un pourcentage imposant d'électeurs vote pour le PLQ, malgré les maux et les affiliations malsaines. Est-ce causé par une manipulation du vote ou de l'esprit? Parallèlement, le Québec connaît une augmentation de TDAH qui touche actuellement les universitaires. Devrions-nous suivre la route tracée par le PLQ en plaçant des tableaux blancs dans les écoles et inviter les étudiants à se doter d'un «zombificateur» (téléphone intelligent) pour s'ancrer au besoins du système d'éducation libéral qui profite à la CIA par la compilation de données personnelles qui décideront de l'embauche des étudiants.

Médias

Je disais plus haut que le PLQ est un parti canadien. Devant cette évidence, il ne faut pas s'attendre à ce que ce parti souhaite, comme le PQ de Pauline Marois, rapatrier les pouvoirs du Conseil de la radio-télévision canadienne (CRTC). La raison est-elle que pour fabriquer des «psychocivilisés» et forger des opinions qu'ils assimilent à leur personnalité, il faut répéter des informations comme l'a fait le docteur Donald Ewen Cameron dans le cadre des expériences du MK ULTRA.

Depuis 1932, ce même gouvernement canadien qui a financé le MK ULTRA a adopté la Loi canadienne sur la radio pour l'appliquer en 1936, afin de gérer le contenu radiophonique. Par la suite est né, dans les mêmes intentions, le Bureau des Gouverneurs qui a été remplacé par le Conseil de la radio-télévision canadienne (CRTC) en 1968 pour régir, en 1976, toutes les communications électroniques. Pour conséquence, toutes les ondes et signaux électriques qui voyagent dans l'air et les câbles, à l'exception d'Internet, sont régis par la CRTC en fonction d'une idéologie nationale, linguistique et politique qui s'enchaîne dans une propagande anglo-canadienne, voire britannique, qui se donne pour mission d'influencer l'opinion publique. Ainsi, si vous désiriez fonder votre station de radio ou de télévision pour véhiculer du contenu qui s'oppose à l'unité canadienne et aux impératifs culturels, économiques et géopolitiques anglo-saxons, vous devriez être confronté à un refus d'émettre. Et pour s'assurer d'un contrôle total, avec les livres saisis, comme l'a fait la GRC en 1977 avec l'œuvre d'André Fontaine et un manuscrit sur le FLQ volé dans l'appartement de Claude Jean Devirieux, imaginez que les textes dans votre quotidien préféré seraient scrutés par le ministère de la propagande sous l'hospice du CRTC. Vous croyez cela improbable? Dans les années 70***, le CRTC a pourtant tenté de poser son regard sur les «médias écrits». Une ambition morte à sa naissance à cause des contestations de journalistes québécois¹¹.

¹¹ *Ibid*, page 64.

Cette défaite du gouvernement canadien n'empêchent pas les médias d'être des perroquets à la CIA. Pour préciser mes propos, je reviens à Jacques Lanctôt. Il y a quelques années, il tenait un petit bistro sur la rue Mont-Royal Est à Montréal, Québec. Rien à ajouter sur son passé. Il était réservé et un peu méfiant. Quelques années après, monsieur Lanctôt a fait une rare et dernière apparition au petit écran lors d'un débat télévisé. Il fut cette fois plus volubile au point de passer pour un «complotiste». La raison? Il voyait l'ombre de la CIA derrière l'information journalistique québécoise. Ce genre de propos ne passe pas la barrière de l'information sans que le message soit dénigré. Comme pour les souverainistes, depuis quelques années c'est devenu une mission de tenir des discours d'intolérance contre tous ceux qui lèvent le voile sur les activités du Réseau de la CIA, ou encore, qui font obstacles à ces activités. Et bien que nous sachions que la CIA occupe l'espace politique québécois, nous n'osons envisager que des journaux et stations de radio et de télévisions puissent nourrir l'esprit des «psychocivilisés» et soutenir une société bavarde qui a laissé de côté les vrais débats avec pour conséquence une somnolence généralisée entre coupées de réveils moroses qui font grogner des gens qui résistent à la vérité ou ne font aucun effort pour s'en approcher. Pour conséquence, nous acceptons l'idée que la liberté soit le droit de multiplier les jappements, sans plus.

Parmi les plus passionnés, nous retrouvons CHOIX FM où se retrouve Éric Duhaim, un journaliste qui se fait souvent offrir la plume, la caméra et le micro pour exprimer ses théories, ou disons, celles du Réseau de la CIA. Duhaim est membre du *National Democratic Institute* (NDI), un groupe lié au *National Endowment for Democracy* (NED), deux ONG de la CIA qui partout sur la planète forment des réseaux d'influences pour forger l'opinion publique. Bien qu'il soit difficile de connaître les activités de ces groupes au Québec, autres que médiatiques, de savoir s'ils écrivent sur la Toile et envahissent les lignes téléphoniques pour voire au bien être des «psychocivilisés», il reste tout de même que le NDI et le NED ont participé à une tentative de coup d'État au Venezuela en 2002, contre le gouvernement de Hugo Chavez (1954-2013) et celle de février 2015, contre cette fois le gouvernement de Nicolas Maduro. Pour bien huiler la machine, les mêmes comportements, la même haine et le même combat contre les méchants étudiants en 2012 qui s'applique cette fois à l'internationale, toujours en minimisant la réflexion.

Bien sûr, il faudrait éviter de comparer le Québec au Venezuela pour cette raison: ici, le silence permet de mesurer l'efficacité de la machine. Elle ronronne paisiblement et avance en avalant les souverainistes, les étudiants, les syndicalistes et les intellectuels en se dirigeant vers le contrôle total. L'instant et le lieu où il est possible d'opérer des actes illégaux, de lapider les ressources et d'étendre l'oppression, sans se soucier des échos journalistiques ou des obstacles politiques.

Devant ce fait, que ceux qui peuvent manifester manifestent et que ceux qui peuvent téléphoner à leur député, le fassent. Moi j'écris. Ce petit geste qui me force à plonger dans l'actualité pour nourrir de mots change assurément ma perception de la politique. Pour conséquence, j'en suis à comparer le PLQ à une secte, par sa volonté d'endoctriner ses disciples: nous, moi et tous ceux qui doivent s'ajuster aux impératifs de gourous de l'économie mondiale. Et comme la simple volonté de mesurer les effets sur notre noyau sociale relève d'un travail de titans, je m'évade dans ma mémoire pour méditer sur le sujet.

Selon un ancien membre de l'Église de Satan, une secte californienne fondée en 1966 par Anton Lavey, des services publics québécois posséderaient la liste des souscripteurs de cette église vivant au Québec afin de faciliter les enquêtes policières lors de crimes à connotation religieuses. En France, Jean-Marie Abgrall, un psychiatre, un criminologue et un spécialiste en médecine légale a connu des démêlés avec la Justice française pour répondre à des fausses accusations à la suite de la publication de son livre *La mécanique des sectes* (1996). Selon ce dernier, l'église de Scientologie aurait utilisé le ministère de la Justice française pour l'attaquer. En Russie, en 1998, «l'Église de scientologie» aurait infiltré des «hauts postes de la fonction publique, grâce à l'ancien premier ministre Sergueï Kirienko, un membre de la coterie» qui fait parti aujourd'hui de l'Union des forces de droite et occupe la présidence de l'Agence fédérale de l'énergie atomique de Russie.¹² Enfin, Jacqueline Bernard, ancienne chef des renseignements généraux en Charente-Maritime, France qui avait la réputation d'être très ferme avec ceux qui enfreignent le code de déontologie, a été mutée de ses fonctions en 2008 pour avoir refusé d'enquêter sur la candidate socialiste Ségolène Royale. En 2013, elle a affirmé publiquement que des initiés d'une société secrète auraient utilisé leur pouvoir au sein du ministère de l'Intérieur pour nuire à sa carrière. Il s'agit de la franc-maçonnerie, une association ésotérique, philosophique et initiatique, qui au XVIII^e siècle oeuvrait à la division de l'Église et de l'État au nom de la liberté et de la tolérance, pour se découvrir, trois siècles plus tard, l'architecte d'un dogmatisme au sein de l'État qui s'attaque aux droits et libertés.

Se nourrir de mots profite aussi à la méfiance, au point de croire que les élections du 4 septembre 2012 pouvaient être truquées. Je sais que j'aurais dû chasser cette idée, du moins éviter de la partager, mais elle a envahit ma pensée depuis 2011. Je ne suis pas pour autant d'une méfiance malade. Dans les années 50, des gens ont voté à plusieurs reprises pour l'UN de Maurice Duplessis lors d'une même élection. En 2008, c'est cette fois l'animateur de *Infoman*, Jean-René Dufort, qui s'est aventuré dans le même jeu pour un reportage, en votant plusieurs fois lors du même scrutin. Un problème de taille, puisque dans une démocratie digne de ce nom, cette perméabilité des bureaux de scrutin auraient provoqué une (vrai) commission d'enquête et forcé une explication du Directeur général des élections devant l'Assemblée nationale. Ce qui n'a toujours pas été fait en 2015.

Des élections truquées, je disais, au point que le 3 septembre 2012 j'ai senti l'urgence de créer un complément aux 27 vidéos pour traiter de la fabrique du consentement d'un quatrième mandat pour John Charest et le PLQ. Pour inspiration, un sondage de la firme albertaine Forum Research publié dans les médias, le 22 août 2012, dont voici le lien:

<http://www.youtube.com/watch?v=FVYa6CsFxQY>

En plus de me méfier des scrutins, cette vidéo, la pire de mon cru, m'a servi de prétexte pour écrire ces commentaires, moins de 24 heures avant l'ouverture des bureaux de scrutin, pour traduire une impression qu'un complot s'organisait:

JE SUIS INCAPABLE DE TAIRE MES CRAINTES.

¹² HUBER Marc, *Sectes et élitisme* (dossier 32), PH7, page 128, 1999

MES CAUCHEMARS DES DERNIÈRES NUITS SE RETROUVENT DERRIÈRE CETTE VIDÉO QUI EXPRIME UNE CRAINTE QUE J'AI, DEPUIS 2011, D'UNE ÉLECTION FAUSSÉE QUI PLACERAIT CHAREST À LA TÊTE DU QUÉBEC POUR UN QUATRIÈME MANDAT.

J'ESPÈRE ME TROMPER.

SI OUI, JE SOUHAITE QUE L'ÉLECTION DU PQ NE SOIT PAS SUIVIE D'UNE MORT SUSPECTE, TELLE MAROIS TROUVÉE DANS SA PISCINE.

Je délirais. Charest n'a pas été élu. Il a bien tenté de l'être en récupérant la grève étudiante pour fabriquer l'idée que ses opposants étaient le chaos alors que lui et son parti devenaient la sécurité et l'ordre. Une petite plat libéral qui fut à l'origine de cette propagande électorale télévisée du PLQ qui utilisait les images de la chef du PQ, Pauline Marois, frappant une casserole accompagnée de manifestants, pour en faire l'amie d'une méchante jeunesse trop instruite pour voter pour le PLQ. Il a aussi profité des tribunes médiatiques pour louer Françoise David de Québec solidaire (QS), dans le but de gruger des votes au PQ. Pour résultat, le PQ n'a pas obtenu la majorité parlementaire. Ainsi, la volonté des progressistes à voter comme si le Canada était soumis à un vote proportionnel a fait perdre 22 districts au PQ¹³. Avec un pourcentage plus élevé de ce vote, l'équivalent de 4000, le Québec aurait pu offrir un quatrième mandat au PLQ de John Charest.

Que dire des sondages? Ils se sont tous trompés. Léger Léger (LL) et Crop *La Presse* (Crop) auraient dû répartir au PLQ plus ou moins 4 % des votes au PQ, à la CAQ et à QS pour en arriver à un résultat plus précis, alors que Forum Research (FR) a privé les autres partis de ce 4 % pour le donner au PLQ.

	Élection	LL	Crop	FR	Députés
PQ	32,1 %	33 %	32 %	29 %	54
PLQ	30,8 %	27 %	26 %	35 %	50
CAQ	27,2 %	28 %	28 %	24 %	19
QS	5 %	7 %	9 %		2
ON	2 %	2 %	2 %		0
Nombre de députés du PQ sans la division du vote progressiste (QS et ON).					76

Revenons aux incitations à la violence du gouvernement Charest. Comme je l'ai soulevé plus haut, elles s'accompagnaient d'un contrôle des forces policières par l'État. Sans cette main mise, le PLQ aurait été moins autoritaire. Non seulement ce ne fut pas le cas, mais plusieurs semaines avant l'élection, j'ai affirmé, lors de discussions avec des amis, que des politiciens pourraient être victimes d'accidents, de maladies ou de meurtriers. Si vous aimez mieux, que des élus pourraient se retrouver dans la même situation que Gabriel Nadeau-Dubois. Que le PLQ de John Charest a fabriqué le consentement de violences qui risquaient de toucher des élus. Une crainte exprimée dans la vidéo numéro 26 (chapitre 26) ci-bas, à 2 minutes 22 secondes.

<http://www.youtube.com/watch?v=6TbkGSdtxGk&feature=relmfu>

¹³ DUBUC, Pierre, *La division du vote progressiste et souverainiste a coûté 22 circonscriptions au PQ qui bénéficierait aujourd'hui d'une solide majorité avec 76 députés*, L'Aut'Journal, septembre 2012, page 2.

Je le disais plus haut, le 4 septembre 2012, Pauline Marois a été victime d'une tentative d'assassinat lors de son discours de victoire au Métropolis de Montréal. L'auteur du crime, un anglophone de 62 ans, venait de tirer sur deux techniciens, dont un qui est décédé sur le coup. Hasard! Son nom est celui d'un objet que j'associe à la piscine de ceux qui n'ont pas l'espace et les moyens. Il se nomme Richard Henry Bain. Il est un de ces nombreux anglophones racistes et méprisantes qui carburent à l'insanité de médias anglophones tels CJAD AM, une station de radio dont le propriétaire est Astral Média, l'entreprise qui a été avalée par Bell Canada en avril 2013.

Bain est aussi un de ces types qui serait certainement heureux d'œuvrer au sein d'une ONG dont la présence au gouvernement lui aurait permis d'intimider Pauline Marois comme l'a fait la Scientologie avec Jean-Marie Abgrall. De se sanctifier comme John en se présentant blanchi avant les élections de 2012, pour feindre le saint homme au service des fédéralistes ou encore *Le nègre blanc d'Amérique*, livre publié en 1968 de par Pierre Vallière. Pour devenir aussi honorable que son chef, Bain a préféré emprunter le même sentier sectaire du PLQ en divisant les gens entre l'axe du mal souverainiste et celui du bien fédéraliste. Comment? Selon *Le Journal* de la SRC et *l'Hebdo régional* du Mont-Tremblant du 7 décembre 2012, Bain aurait affirmé en cour qu'il était un «soldat chrétien dont la mission est de combattre les séparatistes et de lutter pour la démocratie, la justice et la liberté». Il aurait ajouté que «les Canadiens n'arrêteront jamais de se battre contre les séparatistes diaboliques» et que les «combattants chrétiens ne commettaient pas de meurtre». Si vous aimez mieux, Bain croyait que tuer Pauline Marois ou un autre séparatiste n'est pas un assassinat.



Pour combattre la saleté dans les rues,
sans enrayer les taches au PLQ,
votez gourou Charest.

Bien que possédant 22 armes à feu, Bain ne fut qu'un exemple d'une folie passagère, toujours en attente de son jugement en septembre 2015. Et alors que le moindre mot d'étudiants grévistes devenait une occasion de les attaquer publiquement, le 19 septembre 2012, Bain put s'exprimer librement à CJAD, via l'établissement carcéral de Rivière des Prairies où il était détenu.

Le passé est derrière. Trois ans après l'attentat de Bain, je devrais être heureux d'avoir anticipé le drame au Métropolis en observant le gouvernement Charest. Je ne fais que constater que lorsqu'on met des efforts à pondre un texte et le mettre en vidéo, ce travail multiplie les occasions pour réfléchir et libérer notre intuition. Et lorsque cela réveille en nous des craintes, le réflexe est de les communiquer par les

mots, même en sachant que cette réaction nous condamne à entrer dans la cage des «complotistes» et risquer de devenir le singe de service du cirque médiatique et politique, ou pire, l'oiseau qu'on peut placer dans une cage en prétextant un paragraphe de la loi C-51 du gouvernement Harper.

Introduction

Le 24 octobre 2011, le *Woodrow Wilson Institutes of Canada* (WWIC), branche du *Woodrow Wilson International Center of Scholars* (WWICS), une organisation non gouvernementale (ONG) étasunienne, a honoré le premier ministre du Québec John Charest pour service public. Puisque je ne comprenais pas la raison de ces honneurs, en novembre 2011 j'ai fait des recherches. J'ai constaté que plusieurs amis et conseillers du WWIC sont liés à des groupes et des sociétés qui carburent au mondialisme et profitent de spéculations lucratives. Je vous nomme trois de ces groupes:

1. Le Conseil des relations étrangères.
2. Le groupe Bilderberg.
3. La Commission trilatérale.

Ces organisations sont connues par les personnes qui s'intéressent à la politique et à l'économie internationale. Parmi ces derniers, ils sont peu nombreux à reconnaître qu'ils oeuvrent aux intérêts de la CIA, un service de renseignement étasunien qui n'a pas besoin de présentation. Je parle principalement de l'ambition de mettre la main sur les eaux, les ressources et l'énergie du Nord pour préserver l'hégémonie des États-Unis contre la compétition mondiale, dont celle de l'Inde et de la Chine. Il y a aussi quelques secrets bien gardés, dont la création d'un Parlement nord-américain qui devrait permettre une alliance entre l'Europe et l'Amérique qui se dessine actuellement par l'Accord économique commercial global (AECG).

John Charest sert assurément ces groupes, au point de questionner l'origine de son salaire occulte annuelle de 75,000 \$ qui lui fut versé de nombreuses années dans le secret. Sa servitude est même exemplaire. Il a lancé l'AECG, un projet médité dès les années 40 par un globaliste et un agent de la CIA. Parallèlement, il a préparé la route du fameux Plan Nord qui prend l'allure d'une mascarade servant les intérêts d'un réseau international de spéculateurs, au détriment des Québécois.

Tout au long de votre lecture, des informations et critiques se multiplieront pour tracer le portrait le plus précis que possible de cette alliance entre l'État Charest du PLQ et le réseau d'industriels. Nous pourrons ensuite nous attaquer aux dogmes du mondialisme et aux transformations qu'on nous impose afin d'observer des empreintes religieuses qui s'imposent à travers un comportement passablement sectaire qui méprise la démocratie, les droits et les gens, au nom de l'argent et du pouvoir, au point d'en faire la pierre angulaire d'un gouvernement et d'une religion mondiale qui a tout à voir avec le satanisme, un thème développé dans *Le Livre amer* en 2009.

Certains pourront me traiter de «complotiste». À ces derniers, je tenterais d'offrir les éléments nécessaires pour nourrir leurs propos. Aux autres, je les invite à s'inspirer de la réalité pour anticiper l'avenir. Que ce soit pour le meilleur ou pour le pire, notre

société devra opter pour l'édification d'un gouvernement mondial ou encore, d'un nouvel ordre mondial. Sera-t-il une occasion pour nous libérer des nombreux maux qui affectent la politique, l'économie, le climat, l'environnement, la sécurité alimentaire et l'action citoyenne ou pour nous imposer des croyances dites religieuses par le soutien de transformations et de manipulations? La foudre répondra à la question.

La foudre! Je vous la présente. Le 14 avril 2003, vers 21 heures, j'allume la télévision. Je désire connaître le dénouement des élections provinciales. Des minutes passent. La Société Radio-Canada (SRC) annonce que John Charest formera un gouvernement majoritaire. À ce moment précis, la foudre tombe violemment, en faisant vibrer le sol, pendant qu'une crainte démesurée s'empare de mon esprit.

Le contexte de ce synchronisme vous sera présenté au chapitre dix-huit. Avant, je dois vous présenter John Charest sans détour.

Le premier ministre du Québec a reçu des éloges comme aucun autre politicien québécois. Deux exemples me viennent à l'esprit:

1. Le **2 février 2009**, il a reçu la médaille de la Légion d'honneur de l'ex-président Nicolas Sarkozy.
2. En décembre 2010, **Mike Rann**, le premier ministre australien au sein du Parti travailliste, lui a remis le prix du «leadership» en matière de changements climatiques pour avoir fait du Québec la figure de proue en matière de réduction des GES en Amérique du Nord. Pour bonus, le dirigeant du pays de Skippy le kangourou a baptisé de son nom une forêt urbaine située dans la région d'Adelaide.

Plus récemment, j'ai pris connaissance d'un autre événement par le texte *Jean Charest primé pour son engagement public* paru dans *Le Devoir* du 25 octobre 2011, sous la plume de Marco Bélaire-Cirino.

- Le 24 octobre 2011, John Charest fut honoré pour service public à la gare Windsor de Montréal par le WWIC¹⁴.

Avant de revenir à John Charest, je vous présente le WWIC. Cette ONG fut fondée en l'an 2001 pour œuvrer en la mémoire de Woodrow Wilson (1856-1924), le 28^e président des États-Unis dont le mandat, lors de la Première Guerre mondiale, a forgé une politique de relations étrangères qui a profité à de nombreuses luttes pour la démocratie à travers le monde. Rapidement, le WWIC affiche sa passion pour les relations entre le Canada et les États-Unis avec le soutien de consultants dont les noms ne devraient pas vous être étrangers:

James Blanchard Il est l'ex-ambassadeur étatsunien au Canada entre 1993 et 1996. Celui qui réaffirme le soutien des États-Unis envers le Canada lors du référendum québécois sur la souveraineté de 1995.

Raymond Chrétien Il est le neveu de l'ancien premier ministre Jean Chrétien, l'ex-ambassadeur canadien aux États-Unis, en France et au Mexique qui préside actuellement le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CÉRIUM).

¹⁴ BÉLAIR-CIRINO, Marco, «Jean Charest primé pour son engagement public» *Le Devoir*, 25 octobre 2011, page A3.

**Luc
Lavoie**

Lavoie est l'ex-chef de cabinet de Lucien Bouchard lorsque ce dernier était ministre pour le gouvernement de Brian Mulroney, le vice-président de la firme de relations publiques National, le vice-président aux affaires de la société Quebecor de l'an 2000 à 2008 avant de remplacer, en septembre 2010, Kory Teneycke, l'ancien directeur des communications du premier ministre Stephen Harper, à la tête de Sun News, le Fox du nord de Quebecor Media de Pierre Karl Péladeau.

**Michael
Sabia**

Sabia est l'actuel P.D.G. de la Caisse de Dépôt et anciennement de Bell Canada et du Canadien National (CN).

Lors du gala du 24 octobre 2011, nous retrouvons aussi ces cinq personnes qui accompagnent John Charest, toujours selon le texte de Marco Bélaire-Cirino:

1. Paul Frazer.
2. Gerald McCaughey.
3. Thierry Vandal.
4. Michael Sabia.
5. Heather Munro-Blum.

**Paul
Frazer**

Avant de devenir membre du conseil consultatif du WWIC, Paul Frazer fréquente les universités McGill, Carleton et Harvard. Il travaille par la suite durant plus de 15 ans aux États-Unis, avec de nombreux groupes gouvernementaux et des firmes de relations publiques liés au domaine de l'énergie, du climat, des ressources naturelles, de la sécurité aux douanes, des soins de santé, des services financiers et des relations Canada/États-Unis. Depuis janvier 2010, il occupe le poste de conseiller spécial à la Chambre de commerce du Canada (Conference Board of Canada) pour traiter des dossiers qui touchent le Canada et les États-Unis. Il agit aussi en tant que Directeur des communications du premier ministre canadien Stephen Harper, comme porte-parole du ministère des Relations étrangères, l'assistant des Affaires économiques internationales du ministre des Finances et le directeur général des programmes économiques et politiques du Canada touchant l'Europe centrale.

**Gerald
McCaughey**

McCaughey est le président du conseil consultatif du WWIC. Dès 1981, il œuvre au sein du service de Merrill Lynch Canada. En 1990, il se retrouve à la Banque CIBC, lorsqu'elle acquiert les opérations du Groupe clientèle privé de Merrill Lynch. En 1994, McCaughey devient président du Service de gestion privée de la CIBC Wood Gundy valeurs mobilières inc. En 1999, il occupe cette fois la chaise du vice-président de la CIBC et en 2002 il devient le vice-président du conseil de la CIBC. En février 2004, il occupe le poste de président du conseil et chef de la direction des Marchés mondiaux de la CIBC et en 2004 il devient le président et chef de l'exploitation, toujours à la CIBC. Et enfin, il est nommé président et chef de la direction de la CIBC et membre du conseil d'administration en août 2005.

**Thierry
Vandal**

Vandal travaille durant 15 ans pour l'industrie pétrolière et chez Gaz Métropolitain avant d'entrer chez Hydro-Québec en 1996, en tant que vice-président à la planification stratégique et au développement des affaires. En 2001, il dirige la division de la production de la société d'État et devient le président et directeur général d'Hydro-Québec, le 6 avril 2005.

**Michael
Sabia**

Avant d'être conseiller au WWIC, Michael Sabia étudie à l'université de Toronto et Yale. Comme je viens de le citer plus haut, par la suite il se retrouve à la direction du CN de Bell Canada. Enfin, en mars 2009, Sabia devient le P.-D.G. de la Caisse de dépôt et placement du Québec, le bas de laine des Québécois.

**Heather
Munro-Blum**

Heather Munro-Blum est l'ancienne présidente de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec. À ce poste, elle contribue à la création et à l'administration du District de la découverte médicale et scientifique connexe et avec Génome Canada en tant que vice-présidence du conseil d'administration. Elle siège aussi au Conseil des académies canadiennes, à l'ancien Conseil de recherches médicales du Canada, chez Neurosciences Canada, à la Chambre de commerce du Canada (Conference Board du Canada), à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, où elle a donné une conférence le 25 novembre 2011, chez Alcan, à Forum Canada rattaché à Rio Tinto Alcan et à l'Hôtel Four Seasons. Elle est actuellement membre de la Faculté de médecine et professeure au Département d'épidémiologie, de biostatistique et de santé de l'Université McGill. Elle siège en plus au conseil d'administration et au Comité d'internationalisation de l'Association des universités américaines, au Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation du Canada, au Comité sur les universités à forte intensité de recherche du Conseil national de recherche des États-Unis, à la Fondation canadienne pour l'innovation, à l'Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis, à la Fondation Trudeau, à l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada, à la Conférence de Montréal, à Yellow Média inc. et à la Banque Royale du Canada. Enfin, elle a été nommée Officière de l'Ordre du Canada pour sa remarquable contribution à la science, à l'innovation et à l'enseignement supérieur. En 2008, elle reçoit aussi le titre de Grande Montréalaise et, en juin 2009, le grade d'Officier de l'Ordre national du Québec. En 2010 cette fois, le Club Rotary de Montréal lui a accordé le titre de Rotarienne honoraire. Enfin, depuis 2003, elle est vice-chancelière et dirigeante de l'Université McGill.

Qui finance?

Honorer John Charest en présence des illustres personnages cités plus haut doit certainement être onéreux. Heureusement, le WWIC reçoit de l'aide. En février 2012, plus de 50 entreprises et individus contribuaient à ses activités. Selon l'annexe qui se retrouve à la fin du texte, 14 sont liés à l'industrie du gaz et pétrole et 17 aux entreprises de services financiers. Parmi ces entités, deux sont incontournables pour cette raison: elles sont des exemples de relations personnelles qui servent des

intérêts privés, souvent avec le soutien financier et politique des gouvernements, afin de dessiner l'économie de l'avenir en fonction de leurs besoins. Ce qui se découvrira plus tard être en lien direct avec les ambitions de la CIA.

La première est la CIBC. Selon le texte de monsieur Bélair-Cirino, cette banque où siège Gerald T. McCaughey, en tant que président en chef de la direction, donnerait 100,000 \$ annuellement au WWIC.

Je vous présente sommairement la CIBC. Cette banque fut fondée en 1961 de la fusion de la Banque canadienne du commerce née à Toronto en 1867 et la Banque impériale du Canada créée aussi à Toronto en 1875. Aujourd'hui, elle est une des six grandes banques à charte du Canada et se retrouve aux États-Unis, aux Caraïbes et au Royaume-Uni. Enfin, je vous livre un petit détail qui peut sembler anodin. La CIBC est associée au fameux President's Choice Financial de Loblaws, l'entreprise canadienne d'alimentation aussi connue sous la dénomination de Super Valu.

Le deuxième généreux donateur a offert 50,000 \$ au WWIC. Son nom est Power Corporation Canada.

À sa fondation, le 18 avril 1925, Power Corporation œuvre principalement à l'électrification des territoires canadiens et plus tard, dans le domaine pétrolier et les pâtes à papier. Malheureusement, lors de la nationalisation de la production et de la vente d'électricité par plusieurs provinces, dont le Québec de Jean Lesage, avec l'insistance des ministres Jacques Parizeau et René Lévesque, Power Corporation connaît quelques difficultés. C'est alors qu'un homme, dont le nom est connu autant par les fédéralistes canadiens que par les souverainistes québécois, se pointe le nez. Il se nomme Paul Desmarais. Ce financier à la tête de Trans-Canada achète Power Corporation et diversifie le portefeuille de l'entreprise en investissant dans l'assurance, les titres boursiers et la publication de magazines et de journaux, dont *La Presse*, par l'entremise de Gesca. Après de nombreuses acquisitions et ventes que j'ometts d'énoncer, le 10 mai 1996, Paul Desmarais renonce à ses fonctions de président du conseil et chef de la direction de Power Corporation, mais reste à la présidence du comité exécutif et actionnaire majoritaire. Ses fils, Paul junior et André, le remplacent. Le premier occupe la fonction de président alors que le deuxième devient co-chef de la direction de Power.

Paul Desmarais est devenu un personnage incontournable de la politique canadienne. Selon de nombreux propos et textes, il aime fréquenter des personnalités politiques et publiques. Je cite en exemple les anciens premiers ministres canadiens Jean Chrétien, Paul Martin et Brian Mulroney, Micheal Sabia de la Caisse de dépôt et Lucien Bouchard, l'ancien ministre de Mulroney et l'ex-premier ministre du Québec au sein du PQ, celui qui accompagnait Paul Desmarais en France le 7 novembre 2011, pour assister à la remise de la Légion d'honneur à Jacqueline Desmarais, après avoir accepté un salaire secret de Talisman Energy d'Alberta, pour faire avaler l'exploitation des énergies fossiles aux Québécois. Bref, ces relations nous permettent de comparer Paul Desmarais à un marionnettiste ventriloque qui utiliserait des hommes de pouvoir pour exprimer ses idéologies politiques et économiques.

John Charest

Sa poupée de chiffon préférée semble être John Charest, le grand honoré du WWIC. En mai 2011, *Le Devoir* informait ses lecteurs qu'un câble diplomatique intercepté par Wikileaks laissait l'impression que «l'ambassadeur américain au Canada, David Jacobson, s'interrogeait sur la grande influence de Power sur John Charest en matière énergétique»¹⁵. Bien que ces allégations furent niées par l'honoré, il demeure que ce dernier entretenait des relations fraternelles avec Desmarais, bien avant son arrivée au PLQ et qu'il a séjourné, au moins une fois, au domaine de Desmarais. Enfin, je dois ajouter que Paul Desmarais a accompagné l'honoré du WWIC lors de la remise de sa médaille, le 2 février 2009, par le président français Nicolas Sarkozy.

Avant de continuer, permettez-moi un peu d'humour en italique, question de nous détendre avant de plonger plus profondément dans le dossier.

¹⁵ ROBITAILLE, Antoine, *Charest se fait évasif sur son séjour au domaine des Desmarais*, le 7 février 2012, page A2.

Selon un contact dont je tais le nom, John serait un Moïse, version canadienne. Il aurait été trouvé, le 24 juin 1958, par ses parents adoptifs, alors qu'il flottait sur la rivière St-François dans un panier de bois d'olivier. Sa mission divine! Guider les Québécois dans leur exode vers le Canada. Pour y arriver, John posséderait le don surnaturel de séparer les «O». Par ce don, dès l'âge de 16 ans il prend conscience du lien étroit entre la fabrication de morts-vivants et le profit, alors qu'il regarde un film d'horreur du réalisateur italien Dario Argento. Le lien se fait lorsqu'il sépare les «O» de Dario Argento pour former Dari Argent. Deux mots que son cerveau bilingue associe à «argent quotidien».

Par ce don de séparer les «O», John rêve ensuite de protéger une victime des bras de l'injustice. Ainsi, Paolo Violi, un mafioso, ou mafis si vous préférez, devient Pal Vili, un innocent qui ne peut être jugé pour les crimes de Violi. Il décide donc de devenir avocat.

Par la suite, John est élu député progressiste-conservateur à la Chambre des communes du Canada dans la circonscription de Sherbrooke, lors de l'élection canadienne de 1984. De 1984 à 1986, il occupe le poste de vice-président de la Chambre des communes. En 1986, il est nommé ministre d'État à la Jeunesse au sein du cabinet du premier ministre Brian Mulroney, ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur en 1988 et ministre de l'Environnement en 1991. Avec Lucien Bouchard, il négocie l'accord de Kyoto inspiré par Maurice Strong, un ancien agent de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) devenu le copain du marionnettiste ventriloque Paul Desmarais. Celui qui propose, en août 2002, des lois environnementales au Sommet de Johannesburg.

En 1990, il ajoute sa touche à l'Accord du lac Meech en publiant le *Rapport Charest*, un genre de *Rapport Durham*, 151 ans plus tard, qui s'oppose aux revendications du Québec par des compromis inacceptables pour la Belle province. Il devient ensuite le vice-président du Comité national des Québécoises et des Québécois pour le NON durant la campagne référendaire de 1995. Ses positions font de lui l'espoir des fédéralistes et de Paul Desmarais pour vaincre le gouvernement souverainiste du Parti québécois. Pour conséquence, en 1998 il devient chef du PLQ, soutenu, sans doute, par la main du marionnettiste de Sagar.

Le 14 avril 2003, John Charest peut enfin laisser ses pulsions s'exprimer en rendant hommage à Dario Argento: créer de la richesse en transformant le Québec en une confrérie de zombies. Comment? Il vient de se faire élire premier ministre du Québec. Le 26 mars 2007, il prolonge son règne, à la suite d'une nouvelle élection. Le 8 décembre 2008, alors que des millions de personnes s'isolent pour commémorer l'assassinat du Beatles John Laidnon (Lennon), l'ex-vice-président du Comité pour Lennon (le NON) revient en force pour un troisième mandat. Le malheur vient de s'abattre une autre fois, en pleine période de Noël, ce moment magique de l'année qui permet à John et à ses députés de passer des lois baillons. Tout pour éviter un petit moment de répit souhaitable pour que les électeurs puissent découvrir la vérité sur Charest, avant de voter.

L'honoré du WWIC est l'antithèse de St-Nicolas. Alors que le gros rouge donne des cadeaux au solstice d'hiver, l'autre gros rouge, né au solstice d'été, les enlève par l'ajout de taxes et de nombreuses hausses, dont ceux des frais de scolarité.

Mais encore, cette période de festivité profite à une rumeur qui affirme que le don de séparer les «O» de John aurait transformé Rizzuto en Rizzut, Lugui Coretti en Lugui Cretti et le ministre Tomassi en T Massi, une grosse cruche de vingt se déversant dans le coffre du PLQ. Pire! Il aurait créé une dangereuse maladie baptisée PLEN RD 3H. Comment? En séparant les O de l'adresse du Père Noël: Pôle Nord HOH OHO.

Revenons au WWIC. Ce groupe ressemble à un réseau de compagnons qui partage ces idéaux communs:

- Ils sont des fédéralistes chevronnés, dont une partie semble espérer l'assimilation des Québécois. Des gens qui semblent fermés à l'émancipation du Québec, tout comme l'était John Charest lors de la rédaction du *Rapport Charest*.
- Ils sont les dignes partisans d'une homogénéisation de la pensée (pensée unique) servant des idéologies coloniales accolées aux partis fédéralistes.
- Ils utilisent leurs fonctions pour enrichir et servir des amis et des réseaux, au détriment des autres, dont le petit peuple, et ou, opérer une mise à mort d'institutions publiques qui nuisent à leurs gains par le soutien de partenariats publics privés (PPP) et de privatisations définies par Charest sous le terme de «réingénierie de l'État».

Est-ce suffisant pour craindre que cette camaraderie puisse influencer des ministères pour mettre la main sur des leviers de l'économie et enrichir des amis, tout en se préservant de la foudre de la justice?

03 Les bonnes relations

Pouvons-nous ajouter que la camaraderie que nous retrouvons autour du WWIC formerait un réseau qui se donnerait les moyens pour mettre la main sur les leviers économiques du Québec et ses ressources naturelles? Je cite principalement des entreprises publiques telles Hydro-Québec, la santé, la Caisse de dépôt, l'eau, des métaux et des énergies fossiles.

Lorsqu'une question semble trop complexe, j'ai l'habitude de poser la question contraire (dialectique):

- Les amis du WWIC sont-ils au service des Québécois, de la langue française et du modèle social et économique hérité de la Révolution tranquille?

Ma réponse est NON. En observant les amis du WWIC, je constate que ces gens ont la vilaine tendance à parasiter les institutions du Québec. Je vous livre des petits exemples liés à deux protégés de John Charest, en espérant que d'autres cas puissent se découvrir par des enquêtes sur la corruption:

Theirry Vandal

Alors que les Québécois paient, Theirry Vandal gâte ses amis. En 2009, Hydro Québec a versé 250 000 \$ au Collège Notre-Dame de Montréal, dont il est le président du conseil d'administration. Vandal demande aussi à Hydro-Québec de verser 200 000 \$ au Collège Jean-de-Brébeuf de Montréal, lieu où il a fait ses études. Plus grave cette fois. Sous sa direction, Hydro-Québec a vendu 35 droits d'exploitation pétroliers à Pétrolia qui couvre l'équivalent de 17 % du territoire québécois et dont la quantité de pétrole qui s'y trouve devrait dépasser les 100 milliards de barils de pétrole. Fait à noter, le prix de la vente de ce droit est tenu secret, alors qu'André Proulx, le président de Pétrolia, agit en tant qu'important bailleur de fonds du PLQ de John Charest. Toujours sous la gouverne de Vandal et de Charest, les tarifs d'électricité grimpent en flèche alors que le gouvernement dégèlera graduellement le bloc patrimonial d'électricité dès 2014, ce qui permettra des augmentations importantes des tarifs d'électricité qui atteindront près de 40 % d'ici 2020. Enfin, au moment d'écrire mes commentaires, des abonnés d'Hydro Québec branchés sur le compteur numérique, dit compteur intelligent, ont vu les coûts de consommation majorés sans explication. Pendant ce temps, il faut oublier de mentionner que ces compteurs sont entreposés dans un édifice qui appartient au clan Risuto lié à la mafia. Pendant ce temps, nous devons accepter d'ignorer le contenu des contrats entre Hydro-Québec et des minières dans le cadre du Plan Nord, dont celui de Rio-Tinto. Ils seraient signés sous le prix de production d'électricité. Ainsi, les abonnés d'Hydro devront payer la différence pour renflouer les pertes de cette sainte création de richesse du PLQ de John Charest qui profite plus aux amis et donateurs de ce parti fédéraliste qu'à la population.

Michael Sabia

Allons cette fois vers Michael Sabia. Mon impression est celle-ci: il est à la direction de la Caisse de dépôt à cause de ses relations avec la coterie libérale de l'honoré du WWIC. Ses relations parlent. Sabia a pour amis Daniel Gagnier et Robert Tessier. Gagnier fut le chef de cabinet de John Charest. De son côté, Tessier a œuvré pour Gaz Métropolitain, Axa Canada, le CN et le Conseil du patronat du Québec. Il est aussi un être charismatique puisqu'en 2006, il fut présenté, par le magazine *Commerce*, par ces termes quasi religieux:

- Le *treizième disciple des 12 apôtres qui ont produit le manifeste* «Pour un Québec lucide».

Tessier a aussi un sixième sens qui lui permet de sonder la compétence de candidats en contemplant leur photo. Devant celles de Sabia, il aurait eu une révélation «*surprenante*». Pour réaction, en mars 2009 il lui donne le poste de P.-D.G. de la Caisse de dépôt et placement du Québec. Jacques Parizeau ne semble pas partager sa passion. Pour l'ancien premier ministre souverainiste, économiste et père de la Caisse de dépôt, la nomination de Sabia démontrerait que le *Conseil privé d'Ottawa* (les Commandites) *vient de mettre la main sur un des instruments le plus puissant que le Québec moderne s'est donnée*. À mon humble avis, ces affirmations de Parizeau me démontrent qu'il faut se méfier des gens qui ont des révélations en regardant la photo d'une personne. Sabia n'est pas du genre à protéger l'économie du Québec, même si John Charest tente de projeter cette idée. Lorsqu'il fut fonctionnaire canadien sous le gouvernement Mulroney, il a planifié la taxe sur les produits et services, la TPS. Et comme toujours, le Québec a payé. Cette taxe, qui ne devait pas toucher aux aliments, s'est pourtant attaquée aux yaourts. En augmentant son prix de 15 %, ce produit laitier devenait ainsi moins accessible au porte-monnaie des consommateurs, ce qui a fragilisé ce fleuron agroalimentaire québécois au détriment d'entreprises étrangères et canadiennes. Plus tard, son travail au sein de Bell Canada s'est soldé par le départ de l'entreprise de Montréal vers Toronto. Continuons. En février 2012, *Le Journal de Montréal* dévoilait cette information: Micheal Sabia a passé une fin de semaine dans le château de Paul Desmarais, accompagné de sa femme et de ses enfants. Conflit d'intérêts? La Caisse de dépôt possède des actions pétrolières d'entreprises appartenant à Power Corporation, un pourcentage en croissance depuis l'arrivée de Sabia à la Caisse. La Caisse est aussi le plus gros actionnaire de Quebecor média, après la famille Péladeau. Ainsi, au moindre soubresaut économique, la Caisse pourrait décider de vendre ses actions à un compétiteur de Quebecor. Qui? Rogers Communication, l'entreprise choisie par Hydro-Québec pour connecter les 3,8 millions de compteurs numériques de Vandal, pour un coût frôlant le demi-milliard de dollars, ou par une nouvelle entreprise née de l'alliance de Bell et de Rogers? En attendant, je me demande si cette situation influence la politique éditoriale de Quebecor et le choix des membres de son conseil d'administration.

Déposséder le Québec

Les amis du WWIC utilisent assurément leurs fonctions pour enrichir et servir des amis. La Caisse de dépôt de Sabia a investi 149 M\$ dans cinq projets en sol australien qui seront fait en PPP par le groupe Plenary. Je dois le noter. Cette entreprise fut très choyée par **Mike Rann**, le premier ministre australien, cité au premier chapitre qui a remis à John Charest le prix du «leadership» en matière de changements climatiques et qui annonçait, en décembre 2010, qu'une forêt urbaine située dans la région d'Adelaide porterait son nom. Parmi les projets auquel Plenary participe en PPP, il y a l'Hôpital Royal d'Adelaine construit en partenariat avec **Macquarie**. Vous connaissez cette dernière entreprise. Elle récolte l'argent des automobilistes qui empruntent le pont de l'Autoroute 25 après l'avoir mis en chantier sans égard pour les recommandations des groupes environnementaux.¹⁶

Sous le règne de Michael Sabia, la Caisse de dépôt a aussi acheté une participation de 16,55 % de Conocor Phillips dans Colonial Pipeline Compagny et Colonial Ventura LLC, pour un montant de 850 M\$. Il s'agit d'un oléoduc de 8800 KM qui partira du Golf du Mexique pour aller vers le nord-est des États-Unis. Ce projet nécessite par contre la mise en chantier de l'oléoduc Keystone XL de Trans-Canada qui doit passer de l'Alberta vers le Nebraska.

¹⁶ Combien de millions de dollars la collectivité remboursera pendant 25 ans en crédit d'impôt à des entrepreneurs pour éponger le coût des factures qu'ils doivent payer pour l'utilisation du pont de l'A 25?

04 Ramifications économiques

En janvier 2012, le Congrès américain a bloqué Keystone XL pour quelques mois. Sans ce projet, celui de Colonial Ventura risque de tomber, tout comme les actions de la Caisse de Sabia. Heureusement, Paul Frazer a tenté d'aider Sabia. En plus d'être un membre du conseil consultatif du WWIC, Fraser agit à titre de président de PD Frazer consulting, une firme de relation publique. Il œuvre dès 2009, avec le soutien de James Blanchard, un consultant du WWIC qui travaille pour Piper Rudnick, à fabriquer une image plus verte de l'industrie de l'extraction des sables bitumineux de l'Alberta pour mieux vendre cette richesse aux États-Unis et faire en sorte que les Américains puissent aimer le pétrole canadien et accepter l'oléoduc Keystone XL.

Revenons à cette question posée au début du troisième chapitre:

- Est-ce que la camaraderie que nous retrouvons autour du WWIC forme un réseau qui tenterait de mettre la main sur les leviers économiques du Québec?

Le contraire est assurément faux. Les copains du WWIC utilisent les outils économiques de la Belle province pour servir de camarades et membres du PLQ de John Charest. J'ajoute que cette aide pourrait ressembler à des collusions, si nous découvriions qu'elles se font pour nuire à des concurrents, ou encore, aux Québécois qui ne cadrent pas avec l'idéologie politique du PLQ. Que cela se fait assurément par le soutien de la Caisse de dépôt et d'Hydro Québec, pour ne nommer que ces deux entités où se retrouvent Micheal Sabia et Theiryry Vandal, deux camarades du WWIC. J'ajoute que cela ressemble à une apparence de ramifications économiques qui tisse un réseau international où se réuniraient plusieurs entités autour d'objectifs communs.

L'AECG et la création d'un parlement nord-américain

Pour plonger dans cet univers, je dois préciser que le WWIC est sous le parapluie du Woodrow Wilson International Center for Scholars de Washington (WWICS), une ONG fondée en 1968. Selon son ex-président, Lee Hamilton, la mission du WWICS est d'entretenir des relations entre le secteur privé, le milieu universitaire, les médias et, naturellement, les décideurs. J'ajoute ce détail que Lee Hamilton omet de préciser:

- Le WWICS opte pour une alliance du Canada et des États-Unis sous un seul parlement pour mieux gérer une politique globale de la gestion propre de l'énergie nucléaire, l'exportation de l'or bleu du Nord vers le Sud et de la surveillance des frontières.

Cette planification est partagée par Raymond Chrétien, un autre camarade du WWIC. J'ajoute que ce dernier dépasse les attentes en prônant la création d'une alliance entre l'Amérique et l'Europe. Je m'explique. Tel que mentionné au premier chapitre, Chrétien préside le CÉRIUM, l'organisateur de la Conférence du 25 octobre 2011 donné par Pierre-Marc Johnson, dont le sujet était l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Europe.

Je ne sais pas combien de gens présents à la gare Windsor de Montréal, le 24 octobre 2011, pour honorer John Charest pour son engagement public, se sont présentés le lendemain à cette conférence. Je sais seulement que la moindre politesse exigeait leurs présences à la conférence du CÉRIUM pour cette raison:

- Charest, le grand honoré du WWIC, est celui qui a lancé les négociations de cet accord entre le Canada et l'Europe et qui a aidé au choix de Pierre-Marc Johnson en tant que négociateur attitré de son gouvernement.

Bien sûr, le WWIC pourrait aussi préférer se tenir loin de l'AECG, puisqu'il ne touche pas à la création d'un parlement unique pour l'Amérique du Nord. Mais attention, cette distinction entre les deux accords pourrait fondre comme la neige au soleil. La raison? Lors d'un court séjour aux États-Unis en 2010, John Charest a invité les Américains à s'intéresser à l'AEGC pour en tirer profit. En d'autres mots, Charest invitait l'oncle Sam à réfléchir à son adhésion au futur accord, pour préparer une union entre l'Amérique et l'Europe.

Est-ce aussi l'opinion du WWICS? Je me risque à répondre à cette question en affirmant que John est le serviteur de globalistes. Bon serviteur, au point de me demander si son salaire occulte de 75,000 \$ qu'il a reçu durant plus de 10 ans de mystérieux donateurs, serait lié à des ramifications internationales plutôt que nationales, voir que le Réseau serait très gros. Pour ceux qui préfèrent croire que tout se passe au Québec, à travers des ramifications québécoises, un simple regard plus en profondeur sur le WWICS peut nous laisser l'impression que le PLQ de John Charest est au service de coteries internationales qui connaissent le pouvoir de l'argent.

La CIA

Pour traiter de ce Réseau, je dois vous présenter la CIA. Ce service de renseignement ressemble beaucoup plus à une institution financière qui se fait attribuer le droit, par l'État, d'utiliser tous les moyens qu'elle dispose pour protéger les intérêts d'entreprises étasuniennes qu'à un protecteur du citoyen et de ses droits. À cette fin, dès sa création en 1947, la CIA rassemble en son sein des «avocats» et des «banquiers» de «Wall Street». Son fondateur, «William Wild Donovan» est un «avocat irlandais» qui recrute exclusivement des gens du milieu financier. Avant de diriger la CIA, Allen Dulles est un des prosélytes qui fut «ambassadeur en Suisse» et un «avocat» de «Wall Street» pour la firme «Sullivan Cromwell». De même pour «William Casey», avant de devenir le «parton de la CIA» sous «Reagan». Il occupe la fonction d'avocat et président de la Securities and Exchange Commission (SEC). Pour «John Deutch, directeur de la CIA» sous Clinton et membre du conseil d'administration de la «Citygroup» avec «David Dorerty», il est le vice-président de la bourse de New York, chargé des cas de délits d'initiés¹⁷.

La CIA fraye aussi avec de nombreux organismes idéologiques, économiques, religieux et politiques pour profiter à l'épanouissement du Réseau, ou disons, de ses actionnaires. Pour conséquence, la CIA se compare au moule qui crée le modèle économique par sa capacité à opérer des modifications de la géopolitique mondiale. À cette fin, elle se dote de modèles pour mesurer et prévoir les tendances des prochaines années afin d'éviter la menace du capitalisme d'État de la Chine et du

¹⁷ HUBER Marc, *Le Livre amer*, éd. PH7, 2009, pages 121 et 122.

nouveau capitalisme de l'Inde. Pour éviter que l'hégémonie de l'oncle Sam soit trop affectée, la CIA désire aussi un accès à l'eau, à l'énergie et aux ressources mondiales. La raison n'est pas seulement le rendement, mais aussi un contrôle serré de l'exportation, comme Sam le fait avec le pétrole, pour mieux dominer ses opposants. Enfin, la date pour finaliser ce contrôle était 2025, quelques semaines avant la crise de 2008. Aujourd'hui, la situation économique difficile qui menace le Réseau exigerait l'ouverture des portes du Grand Nord canadien pour 2015. Cela veut dire qu'il faut laisser les entreprises accéder à l'eau, aux ressources naturelles et à l'énergie du Québec¹⁸. Il serait même souhaité une privatisation d'Hydro-Québec.

Voyez-vous des liens entre les ambitions de la CIA et des personnes qui étaient présentes lors du gala d'honneur donné à John Charest par le WWIC? Bien qu'un océan sépare les fréquentations de la servitude lorsque nous traitons de la négociation d'accords et la lapidation des ressources du Québec, je dois tout de même préciser que Lee Hamilton, le président du WWICS entre 1999 et 2010, a siégé sur de nombreux conseils consultatifs dont le département à la sécurité intérieure, la Défense américaine et la CIA.

Ce petit détail peut devenir inquiétant si nous ajoutons que des médias qui nous noient d'infodivertissement et de désinformations servent les ambitions globalistes du Réseau de la CIA; que plusieurs artisans de ce conditionnement de l'esprit, d'où émerge une pensée unique, se baladent sur des chevaux de Troie de la CIA.

¹⁸ Le retard dans les négociations de l'AECG devrait repousser l'échéance prévue de l'année 2015.

Les trois principaux chevaux de Troie que nous retrouvons autour de la CIA sont le groupe Bilderberg, le Conseil des relations étrangères et la Commission trilatérale.

Bilderberg Le groupe Bilderberg ou Bilderburger fut fondé par le prince Bernard lors des réunions du 29, 30 et 31 mai 1954 se tenant à l'hôtel Bilderberg de Oosterbeek, un petit village situé aux Pays-Bas. Parmi les invités, nous retrouvons des politiciens, des financiers, des banquiers, des militaires, des journalistes originaires des pays membres de l'OTAN et Joseph Retinger. Ce dernier est un ancien agent du Special Operations Executive (SOE), une organisation se voulant l'acolyte de l'Office of Strategic Services (OSS), l'ancêtre de la CIA. Retinger est aussi le cofondateur du Bilderberg qui agit sous la bénédiction de Walter Bedell Smith, le patron de la CIA à l'époque.

**Conseil
des
relations
étrangères**

Depuis sa fondation en 1921, le Conseil de relations étrangères (CFR) représente la plus influente boîte à idée en Amérique à travers le soutien de près de 5000 membres. Petite précision, c'est le président américain Woodrow Wilson, l'inspiration du WWIC et du WWICS, qui lance les bases du CFR en 1918, avec le soutien du diplomate Edward Mandell House et Walter Lippmann. Ce dernier est un penseur et journaliste qui a changé les relations entre le monde de la publicité et la sociologie. Enfin, la présence de Lippmann n'est pas sans intérêt pour ceux qui s'intéressent aux propagandes. Son travail inspira l'expression «la fabrique du consentement» que les gens connaissent à travers le linguiste et auteur Noam Chomski. Il prépara aussi l'entrée des Beatles en Amérique en plus d'être derrière la création de propagande récupérée par Edward Bernays (1881-1995), le neveu de Sigmund Freud, dont le livre «*Crystallizing Public Opinion*» inspira à Joseph Goebbels la campagne contre les Juifs d'Allemagne.

Bien que le CFR se veut essentiellement un groupe américain, ses membres aiment aussi le Canada. En septembre 2006, le CFR organise une «rencontre sur la prospérité continentale dans le nouvel environnement sécuritaire» qui se tient à «l'hôtel Fairmount Banff Springs» en Alberta. Cet événement devient une occasion pour nous rappeler que la création d'un parlement unique exige aussi une union militaire et une uniformisation des lois qui encadrent les échanges économiques et la circulation des informations personnelles. À cette fin, la rencontre est coprésidée par «George Shultz, l'ancien secrétaire d'État du président Ronald Reagan» et porte «sur l'intégration profonde qui consiste principalement à éliminer la souveraineté nationale pour permettre l'édification d'une forteresse nord-américaine». Qui sont les invités? Nous retrouvons ces hommes d'État: «Donald Rumsfeld», le

ministre de la Défense du Canada «Stockwell Day», l'ancien «ministre de la Défense Gordon O'Connor», Rick Hillier, un employé de la Banque Toronto Dominion depuis septembre 2008 et ancien «commandant de NorthCom [...] et du NORAD» qui occupe le poste de chef de l'état-major du Canada de février 2005 à juillet 2008 et «l'amiral Tim Keating». Enfin, nous retrouvons aussi «Pierre Marc Johnson» du «cabinet d'avocats Heenan Blaikie¹⁹», sans oublier les «dirigeants du complexe militaro-industriel et des compagnies pétrolières» composées de «Lockheed Martin, Chevron, PEMEX et Suncor Energy»²⁰.

J'ajoute que derrière le CFR, se glisse l'ombre du North American Competitiveness Council, un groupe qui travaille à l'intégration économique du Mexique, des États-Unis et du Canada.

Commission trilatérale

Cette organisation privée fut fondée en 1973 par des dirigeants du CFR et du Bilderberg, afin de faciliter une coopération entre l'Europe, l'Amérique et l'Asie, afin de faciliter la création d'un gouvernement mondial, une ambition qui lie le CFR, le Bilderberg et la CIA.

Revenons au WWIC. Sept têtes citées plus haut servent les chevaux de Troie de la CIA.

1. **Paul Desmarais** de Power Corporation, propriétaire de Gesca, mentor de John Charest et mécène du WWIC est un ami du CFR et du Bilderberg.
2. **Gerald T. McCaughey**, président de la CIBC et mécène du WWIC a fréquenté le CFR.
3. **Pierre-Marc Johnson**, le négociateur de l'AECG nommé par John Charest est un proche du CFR.
4. **Raymond Chrétien**, l'ex-ambassadeur devenu le promoteur d'un parlement unique et le président du CÉRIUM, est un camarade du Bilderberg.
5. **Heather Munroe-Blum**, la chancelière de l'Université McGill qui assistait du 3 au 6 juin 2010, à la rencontre annuelle du Bilderberg au sud de Barcelone.
6. **Paul Desmarais junior** est membres du North American Competitiveness Council, un tentacule du CFR.
7. **Michael Sabia** de la Caisse de Dépôt sert le North American Competitiveness Council.

Nouvel ordre mondial

Je dois aborder cette volonté commune d'instaurer une gouvernance mondiale. Notre société vit des problèmes planétaires récurrents qui menacent de plus en plus la sécurité énergétique et alimentaire. Pour solution, il faudrait se doter rapidement de lois internationales et donner les pouvoirs de les faire respecter à une organisation mondiale. Sans cela, nous devons apprendre à vivre avec les conséquences

¹⁹ En 2013, John Charest travaille pour Heenan Blaikies, dont le président, Gérald Tremblay (ne pas le confondre avec le maire de Montréal) est dans le WWIC.

²⁰ CHOSSUDOVSKY Michel, «L'intégration profonde remplacera la souveraineté», *l'Aut' journal*, octobre 2006, page 5.

désastreuses de l'érection d'une économie planétaire qui nous pousse vers la mort par une destruction de notre environnement.

Mon intention n'est pas de faire la morale, voire de chercher le coupable, à savoir s'il est celui qui consomme les biens ou celui qui les fabrique. Je me demande seulement quelles solutions radicales il faudra apporter. En même temps, j'ai l'impression que le Réseau de la CIA œuvre pour multiplier les maux dans l'intention de nous imposer un chaos planétaire qui exigerait de mettre un terme à la souveraineté des nations. Bref, qu'on planifie les excès de l'économie mondiale et du désengagement de l'État pour nous pousser vers un nouvel ordre économique mondial.

Devant cette appréhension, nous pouvons opter pour l'optimisme, le remède qui fait avaler à la population le pire au nom du meilleur, ou nous laisser gagner par le pessimisme, au risque d'être isolés par les fossoyeurs d'esprits. Peu importe notre choix, il est important de s'abreuver à l'actualité et aux faits, pour se faire une opinion sur le Réseau. Et lorsque nous traitons d'une gouvernance mondiale, nous ne pouvons fermer les yeux sur les nombreux propos inquiétants qui ont été tenus dans les 60 et 70 à propos des intentions du Bilderberg, un des trois chevaux de Troie: Voici deux exemples:

1. Le 7 avril 1963, le journal britannique *Observer* associait le Bilderberg à un outil de domination des peuples autorisé par les gouvernements.
2. En 1979, Gonzalez-Mata, journaliste au magazine *Actuel* et ancien membre des services secrets espagnols, a écrit dans *Les Vrais maîtres du monde* (Éditions Grasset) que les «services secrets américains, italiens et allemands» collaboraient avec le Bilderberg, pour «lutter contre le communisme».

Aujourd'hui, le monde bipolaire qui se divisait entre le communisme international et le capitalisme, est remplacé par le capitalisme extrême qui exige une flexibilité jamais vue des ressources humaines afin d'optimiser les gains des entreprises. Qui accuser? Le marché! La main de Dieu! La pelte du capitalisme qui remplace le fossile et le marteau du communisme pour pelleter les droits et la démocratie en arrière et les problèmes en avant! Pendant qu'on cherche, le Réseau avance. Daniel Estulin, auteur et enquêteur adulé par Fidel Castro et dénigré par d'autres, affirme que le Bilderberg est «une société secrète qui poursuit un seul objectif: s'emparer du pouvoir mondial et soumettre le peuple aux intérêts des super puissants et des super riches»²¹. Ainsi, le Bilderberg œuvrerait à «créer une société mondiale à deux vitesses: une élite post-industrielle de super riches et puissants – une nouvelle *noblesse* en quelque sorte – et une grande masse anonyme qui travaille pour eux, et consommera leurs produits». Il sait aussi que pour y arriver, il faut créer «un ennemi extérieur» qui permet de stigmatiser les opposants et «contrôler de plus en plus les droits et les libertés individuelles»²².

Daniel Estulin nous affirme-t-il que nous vivrions dans un monde à deux vitesses et que nous serions victimes d'une remise en question de nos droits et libertés? Je réponds à la question par cette information: Gerald T. McCaughey de la CIBC à lancé

²¹ ESTULIN Daniel, *Les secrets du club Bilderberger*, 2006. Extraits parus dans *Les Cahiers d'Ouranos*, juin 2007, page 55.

²² ESTULIN Daniel, *Les Cahiers d'Ouranos*, juin 2007, page 57. Propos provenant de l'hebdomadaire *Primo TV GIDS* belge du 23 février 2007.

en 2008, au sein du CFR, un programme de cinq ans intitulé *Institutions internationales et gouvernance globale: Ordre mondial au 21^e siècle*. Ce programme répond à ces quatre défis qui marquent profondément les négociations d'échanges entre le Canada et les États-Unis:

1. Contrer les menaces transnationales parmi lesquelles le terrorisme, la prolifération d'armes de destruction massive et de maladies infectieuses.
2. Protéger l'environnement et promouvoir la sécurité énergétique.
3. Gérer l'économie mondiale
4. Prévenir et répondre à des conflits violents.

06 Le désordre mondial

Je disais, plus haut, que le Réseau provoquerait volontairement des problèmes afin de nous offrir ses solutions. En prenant connaissance du programme du CFR, j'ajoute que le Réseau ne se gêne pas pour étaler ses contradictions sur le dos d'un capitalisme sauvage.

J'explique. Avec le deuxième point, *protéger l'environnement et promouvoir la sécurité énergétique* le CFR conjugue la protection de l'environnement avec la sécurité énergétique, alors que la réalité nous démontre que l'exploitation des ressources énergétiques se fait de plus en plus au détriment de l'environnement. Mais encore, cette ambition répond aux inconséquences du Réseau, par ce refus de nous informer que cette contradiction s'opère par le soutien de politiciens qui sont honorés par le WWIC.

John Charest fut à la tête d'une politique embrouillée (la brume du PLQ) et incertaine que nous retrouvons dans le cadre du Plan Nord et de l'exploitation gazière au Sud. C'est tellement aberrant que des citoyens se questionnent sur la capacité de l'État Charest à gérer les ressources du Québec dans l'intérêt des Québécois; les propriétaires. Mais encore que dire de ce cousin germain de John Charest: Stephen Harper? L'actuel premier ministre du Canada a reçu les mêmes honneurs du WWIC en 2006, avant de devenir le personnage le plus hostile à la protection de l'environnement. Mais encore, sous son règne, le gouvernement canadien tend à reproduire les mêmes politiques intérieures que les républicains américains, au risque de définir l'ennemi en tant que menace intérieur, afin que la prévention de la violence, du quatrième point, ne soit plus exclusivement liée à des attaques contre des pays ennemis, mais contre ses propres citoyens. De cette tendance, seul l'avenir nous dira comment on espère agir pour ce quatrième point: *prévenir et répondre à des conflits violents*.

L'argent

Nous arrivons au troisième point du CFR: *gérer l'économie mondiale*. Je pose cette question. Le CFR espère-t-il contrôler l'économie mondiale dans l'espoir de «créer une société mondiale à deux vitesses», comme l'affirmait Daniel Estulin à propos du Bilderberg?

Malgré la sainte «création de richesse» du PLQ de Charest, la pauvreté est en croissance et l'écart entre les riches et la classe moyenne ne cesse de s'agrandir. Pendant ce temps, on évite de questionner les moyens financiers pour mettre en action les étapes qui permettent de gérer l'économie mondiale, à savoir que les montants d'argent disponibles doivent être proportionnels aux ambitions du CFR.

Dans le Réseau, l'argent soude des liens entre camarades du WWIC pour qu'ils puissent conquérir de nouveaux territoires, influencer de nouveaux cerveaux et préserver ce qu'ils possèdent déjà. L'argent circule aussi sur le dos de la privatisation et de partenariat public privé (PPP). Le président Woodrow Wilson connaît la recette. Il a créé un PPP qui suit l'économie américaine à la trace. Je parle ici de la Réserve

fédérale fondée le 23 décembre 1913 qui a permis à Wilson de transférer les pouvoirs de l'État vers une entreprise privée.

Quel est le problème? Cet effritement des pouvoirs de l'État privilégie toujours la spéculation sur les biens qui fait grimper le coût de la vie. Ce qui change, avec le temps, est cette tendance à opérer à travers une économie du secret, afin que les spéculateurs puissent tirer le maximum de gains pour remettre ensuite un pourcentage dans la caisse aux serviteurs du Réseau. Cette politique du secret touche aussi de plus en plus l'État. Les négociations autour du fameux plan Nord reposent sur des ententes secrètes de même que le salaire occulte annuel de 75,000 \$ versé à John Charest et les négociations de l'AECG. Le message est clair. Évitions de mesurer les effets des spéculations sur notre porte-monnaie et de découvrir que la vérité est souvent le contraire de ce qui est véhiculé par le gouvernement et certains médias. La spéculation sur la santé, l'énergie, l'électricité et la vente d'eau potable, pour ne nommer que ces exemples, permet d'enrichir les amis de John, en provoquant un appauvrissement des citoyens et en multipliant les incidents fâcheux, comme l'effondrement d'une poutre en 2011 sur une autoroute de Montréal et des fuites de capitaux par le don de contrats en PPP à des entreprises étrangères telles Mackarie.

Faut-il se surprendre de découvrir que par ces secrets, le gouvernement de John Charest travaille dans le pur esprit du Bilderberg selon Daniel Estulin: privilégier et subventionner des clans puissants qui pourront utiliser les Québécois pour les enrichir. Dans cet univers, on troque assurément les occasions avec des billets verts. En 1954, les dons au Bilderberg seraient rapidement passés de «250 000 \$ US» à «2,5 millions \$ US» grâce à de mystérieux investisseurs qui géraient des abris fiscaux²³. On utilise aussi les fonds d'investissement privés. Il est ici question de placements que le citoyen ne peut bénéficier, un peu comme l'est une caisse de retraite d'entreprises ou d'institutions. Ainsi, pendant qu'un pourcentage croissant de la population carbure au scandale de caisses de retraite trop garnies appartenant à des travailleuses et travailleurs, nous oublions de préciser qu'il y a des centaines de groupes puissants et ambitieux qui détournent des fonds publics vers le privé pour les utiliser à des fins de propagandes, de spéculation ou pour se débarrasser des obstacles à leurs gains.

Carlyle

La CIA est un exemple. Elle est financée par les contribuables étatsuniens pour profiter de fonds d'investissement qui ne servent pas ces derniers. Pour exemples, nous retrouvons Qwest Communications International, In-Q-Tel, Bain Capital, partenaire de Bombardier produit récréatif et l'ex-actionnaire majoritaire de Dollorama et du groupe Carlyle.

Nous ne pouvons traiter du WWIC et passer par-dessus ces liens. Dans le groupe Carlyle, retrouvons dans les dernières années ces trois grands Canadiens:

1. **Brian Mulroney**, l'ami de la Commission trilatérale.
2. **Laurent Beaudoin** celui qui préside le conseil d'administration de Bombardier produit récréatif.
3. **Paul Desmarais** de Power Corporation, camarade du Bilderberg et du CFR.

²³ FACON Roger, *Vérité et révélation sur l'Ordre du Temple Solaire*, Éditions Savoir pour Être, 1995, page 48.

Le Réseau se porte bien. Depuis 2008, le groupe Carlyle a pour codirecteur de ses services financiers nul autre que **Pierre-Olivier Sarkozy**, le demi-frère du président français Nicola Sarkozy, celui qui a remis une médaille à John Charest accompagné par Paul Desmarais. L'argent sert l'argent et des poignées de mains s'échangent entre des politiciens, des investisseurs et des spéculateurs! Carlyle fut derrière le projet du port méthanier Rabaska de John Charest mis sur la glace, depuis. Il devait se faire avec la participation de Enbridge, un des donateurs du WWIC qui profite des fonds de la Caisse de dépôt des Québécois, de Gaz Métro et Gaz de France-Suez qui possédait, en 2011, 17 % des actions de Gaz Métro et qui a pour principaux actionnaires Albert Frère et le groupe Desmarais, deux amis de Nicola Sarkozy. Enfin, Carlyle partage des avoirs avec le Blackstone Group. Cette firme d'investissement, créée en 1985, que certains accusent d'avoir sa chaise entre les services secrets étasuniens et la famille Rockefeller, finance la firme torontoise Transmission Developers qui enfouira 540 km de câbles entre La Prairie et la ville de New York avec la bénédiction du CA d'Hydro-Québec de Theirry Vandal, donnée en juillet 2010.

Des accointances exigent assurément un désengagement de l'État, afin de faire prospérer les gains d'une élite en poste qui exige de mettre un frein aux obstacles qui nuisent à la spéculation sur les biens et services, ou encore, aux politiques trop gourmandes des gouvernements protectionnistes. J'ajoute que John Charest sert ce Réseau avec foi et passion et que ce soutien inconditionnel a certainement incité le WWIC à l'honorer pour service public, le 24 octobre 2011. Mais encore, il y a une volonté de détourner notre regard sur ce qui se trame dans le Réseau, comme si la présence de journalistes lors de la création du groupe Bilderberg, en 1954, avait donné, à des groupes de relations publiques, la mission de nous faire avaler l'indigeste et de nous plonger dans une apathie collective. Que des groupes seraient en place pour nous amener à abdiquer collectivement aux ambitions du Réseau que nous avons vu en nous vendant l'idée que troquer nos ressources naturelles et nos services publics contre de l'argent serait positif. Qu'on peut payer plus pour en avoir moins, tout en étant moins payé pour en faire plus!

Mais encore, que dire de la démocratie? Les amis du Réseau vantent inconditionnellement un mondialisme prescrit par le Réseau qu'ils décident à huis clos lors de sommets. Pour conséquence, le Forum économique international de Montréal du 8 au 11 juin 2009 où se retrouvait Power Corporation s'offrait pour thème *S'adapter au nouvel ordre mondial*. Nous devons donc nous adapter au mondialisme de disciples se réunissant autour de dogmes fallacieux. Des porte-parole de la «Banque de développement du Canada, de la Banque Mondiale, de la Banque Royale, de Bombardier, de la «Caisse de dépôt et placement», du *Canadian Business*, du FMI, de Gaz de France Suez, de General Electric, de Génome Québec, d'Hydro-Québec, d'Investissement Québec, du journal *La Presse*» de Gesca, de Rio Tinto et de la Société générale de financement se retrouvant autour de Power Corporation pour le grand rituel²⁴.

Abdiquons! Ce mot est trop peu pour traduire la situation. S'adapter c'est offrir nos racines, notre langue, notre culture, notre territoire, notre patrimoine, notre santé et les restes de notre démocratie, sur l'autel du sacrifice de petits initiés de coteries d'opportunistes. Pour conséquences, nous vivons une mutation de secteurs névralgiques de notre économie qui les rend plus riches et plus puissants, sans espérer que ce détournement majeur puisse se renverser à l'avantage du citoyen, à la façon du film *Coteau Rouge* de André Forcier, si je me permets la comparaison. Nous négocions nos biens, nos ressources, nos découvertes et nos idées dans un supermarché de spéculateurs. La nourriture, l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation, le travail, la langue et la sécurité sont maintenant sur les étagères de la grande liquidation.

La nourriture

Vous trouvez que la nourriture est devenue dispendieuse? Vous croyez qu'on devrait interdire que les denrées alimentaires soient dans le marché se la spéculation boursière! En février 2012, les économistes canadiens Jack Mintz (conseiller à Imperial Oil) et Micheal Smart s'apprêtaient à demander au gouvernement canadien

²⁴ PERRON Benoît, *L'éconoxydable*, CIBL 101,5 FM, le 14 avril 2009.

de taxer la nourriture. En attendant que cette idée fasse son chemin, le Canada et le Québec miment le modèle agricole américain et celui des inspections des aliments afin d'en arriver à un standard nord-américain. Pour conséquence, le Canada a imposé un nivellement vers le bas pour la certification d'aliments dits biologiques, au grand désespoir de producteurs québécois et sans la moindre critique du PLQ de John. C'est aussi un pas vers une croissance du taux de pesticides que nous retrouvons dans plusieurs fruits et légumes, une augmentation du nombre de produits irradiés et un pont en or pour l'importation de produits laitiers américains issus d'une utilisation d'hormones de croissance qui devra, au nom de la survie économique et de la «saine compétition», s'imposer aux producteurs québécois.

Mais que fait le Réseau de la CIA dans nos assiettes? L'agence de renseignement, qui, je le répète, réfléchit ses ambitions dans le Bilderberg, le CFR, la Commission trilatérale et le WWICS, anticipe une culture d'OGM qui dépasserait le taux de 85 % des récoltes mondiales. Pour y arriver, le Canada et le Québec échangent la démocratie contre le droit de se mettre au diapason du marché. Pour prix, nous devenons la succursale de Génome Canada, un organisme de recherche en génomique appliquée à la médecine et à l'agriculture où se retrouve l'ami du Bilderberg Heather Munroe-Blum à la vice-présidence de conseil d'administration. Nous ressemblons au Président's Choice Financial lié à la CIBC de Gerald T. McCaughey, un groupe qui, en 2003, laissait l'impression d'un laxisme, lorsque la loupe d'Atlangène America a découvert que les «céréales croquantes au maïs» de la marque *Le Choix du président* de Loblaws, étaient contaminées par le Bt11 et Mon810, deux souches de maïs transgénique destinées à la consommation animale.

Est-ce que les normes agricoles se créent en fonction de la santé des Canadiens ou d'entreprises liées à des membres du Réseau? Pendant que des gens discutent autour de la table ronde du politiquement correct, afin de mesurer les phrases et peser les mots pour parler sans répondre à la question, des craintes se multiplient. En nous fiant aux mutations observées chez des rongeurs, les OGM pourraient être liés à l'apparition de nouvelles maladies. Mais encore, plutôt que de tuer des insectes ravageurs à l'aide de molécules toxiques, des cultures d'OGM provoquent des mutations, les rendant ainsi plus résistants. Ce phénomène risque au mieux de provoquer une diminution du rendement et une augmentation croissante des coûts des aliments. Au pire, des famines économiques si, par un malheureux hasard, ces insectes décimaient les cultures. C'est aussi la route en or qui mène vers un asservissement à l'industrie de la biotechnologie, car chaque résistance notée chez les insectes trouve sa solution dans la création de nouveaux OGM produisant de nouvelles toxines.

Cette course était-elle prévue par les concepteurs d'OGM? Si oui, ils complotent. Sinon, ils sont incompetents. Peu importe ce que nous croyons, le prix devient politique. Certains de ces créateurs d'OGM adoptent un comportement qui rappelle la Gestapo nazie ou d'autres groupes dont les visées confrontent la démocratie et les droits collectifs et individuels. Mais encore, elles ne rencontrent aucun obstacle sur leur chemin au point de laisser l'impression qu'elles peuvent expérimenter des OGM sur les animaux et les humains par le soutien de gouvernements fantoches. Ainsi, après la promesse non tenue du gouvernement Charest d'étiqueter les OGM, un recul sans précédent sur la question de la liberté du consommateur de refuser de consommer des OGM, en décembre 2011 le Canada tentait de faire avaler l'idée que nous puissions consommer, en petite quantité, des OGM non autorisés. Ce qui revient

à dire que ce bon gouvernement canadien dirigé par un honré du WWIC autorise actuellement une expérimentation sur les humains, pendant que celui du PLQ de l'autre honré préfère garder le silence pour ne pas se heurter au Réseau. Enfin, alors que les végétaux transgéniques se multiplient, nous progressons vers les animaux. Le saumon transgénique AquAdvantage produit par AquaBounty Technologies du Massachusetts, entreprise ayant pied à l'Île-du-Prince-Edouard, est homologué par les États-Unis.²⁵ Un pas vers l'assiette des Canadiens puisque l'actuelle mission de Santé Canada est de se mettre au diapason des humeurs de l'oncle Sam, le Réseau de la CIA, si vous préférez. Un pas de plus vers l'humain génétiquement modifié qui pourrait combler les besoins d'une main d'œuvre docile et adaptée.

²⁵ GRAVEL, Pauline, «Du saumon transgénique américain dans nos assiettes?», *Le Devoir*, le 6 janvier 2012, page A1.

08 L'eau et le nucléaire

Pour faire passer les pires bêtises, rien de mieux qu'un verre d'eau. Je l'ai cité au chapitre quatre; avant 2008, les ambitions de la CIA pour 2025 étaient de mettre la main sur les eaux du Nord. À cette fin, le Projet sur le futur de l'Amérique du Nord 2025, une table ronde entre les États-Unis, le Mexique et le Canada, a pour fonction de gérer l'accord de l'ALENA de Brian Mulroney avec le soutien du Conference Board of Canada fréquenté par Heater Munroe Blum de l'Université Mc Gill. Selon cet accord de l'ALENA, aussitôt que le Canada exportera de l'eau douce vers les États-Unis, l'eau entrera dans le marché en tant que bien. Ce qui veut dire que l'eau aura un coût fixé selon l'offre et la demande, que ses utilisateurs, autant québécois qu'étatsuniens, pauvres ou riches, paieront un prix unique pour le litre consommé.

Pour aider à la réalisation de ce projet, **Harriet Babbitt** se lève les manches. Madame Babbitt est membre du WWICS, du CFR et du National Democratic Institute (NDI), une ONG, connue par le journaliste et commentateur Éric Duhaim (Radio X), un tentacule de la CIA dont des membres en Égypte, comprenant le fils de l'ex-ministre des Transports étatsunien, Sam LaHood, furent accusés, en février 2012, d'avoir tenu des activités illégales soutenues par du financement étranger. Pendant ce temps, des articles et reportages se multiplient pour préparer l'opinion publique à cette éventuelle vente d'eau potable. Est-ce un hasard ou le fruit de vieilles relations entre des coteries, la CIA et des journalistes provenant de pays membres de l'OTAN qui participaient à la première réunion du Bilderberg en 1954?

Pendant que nous réfléchissons à la question, le Plan Nord de Charest devrait assurément ouvrir le passage de l'eau. Mais encore, que pouvons-nous attendre de l'AECG dans ce dossier d'exportation d'eau? Nous le savons, Pierre-Marc Johnson négocie cet Accord pour le gouvernement de John Charest. J'ajoute qu'à la fin du mois de novembre 2011, il fut accusé, par le député de QS, Amir Khadir, d'être trop près de la multinationale française Veolia Environnement, une entreprise qui se spécialise dans les services publics comme l'énergie, les déchets, le transport de voyageurs et l'eau, des domaines touchés par l'Accord²⁶. Avant de revenir au duo Johnson/Khadir, je dois préciser que Veolia Environnement sous-traite au Québec et que depuis 2009, elle a pour *chairman* Joachim Bitterlich, ancien ambassadeur de l'OTAN à Bruxelles et membre des Amis de l'Europe, un groupe d'experts qui emprunte le sentier du Marché Transatlantique.

L'énergie

Des pions se placent aussi sur l'échiquier pour garantir un approvisionnement en énergie souhaité par la CIA. L'uranium est assurément dans la mire puisque le WWICS s'intéresse à la bonne gestion de l'énergie nucléaire et que le bon gouvernement Charest a suivi cette route en tentant de lier l'énergie nucléaire à une énergie propre (tout autant que les sables bitumineux de son cousin Harper). Le mandat de l'honoré a donc ouvert la porte à la prospection d'uranium dans le cadre de la mise sur pied de son Plan Nord. Bien sûr, des gens ont manifesté et manifestent toujours, dont le groupe Sept-Îles sans uranium (SISUR). Heureusement, pour éviter que John s'épuise à force de luttres contre les droits du petit peuple, Harper a prononcé, le 3 mars 2010,

²⁶ DESROSIERS, Éric, «Absurde dit Pierre-Marc Johnson», Le Devoir, page B1, 1 décembre 2011.

un discours du trône clair et limpide, laissant croire que la population doit se taire, ou disons s'adapter. Voici un extrait tiré d'un texte de François Desjardins paru dans *Le Devoir* du 4 mars 2010:

- *Le gouvernement veillera à ce qu'aucun règlement inutile ne nuise à la croissance économique de l'industrie canadienne d'extraction minière d'uranium en soumettant indûment l'investissement étranger à des restrictions.*

Non seulement aucune loi n'encadre cette exploitation, mais quelques jours après ces mots de tolérance de Harper, Barrak Obama est devenu à son tour un protecteur du nucléaire en annonçant des investissements importants. Bref, de bons mots pour soutenir les ambitions du Bilderberg, du CFR, du WWICS, de la Commission trilatérale et de la CIA.

Les conséquences de ce compagnonnage profitent ainsi au désengagement de l'État et à de nouvelles lois pour se payer des opérations occultes. Ainsi, le 27 décembre 2011, j'apprenais par *Le Devoir* et la SRC que des centaines de kilos d'uranium enrichi, pouvant servir à la fabrication de plusieurs bombes atomiques, ont transigé par la centrale Chalk River en Ontario, pour aller vers les États-Unis. L'objectif était d'éviter que des terroristes mettent la main sur cet uranium. Permettez-moi d'être perplexe. Lors d'une petite recherche sur la découverte d'un taux élevé de strontium 90 dans les dents de jeunes enfants étasuniens, une matière qui témoigne d'une exposition à des radiations, je prenais connaissance de la disparition de matière radio-active dans des sites d'entreposage américains. Sécurité! Pas vraiment.

Passons maintenant vers cette rumeur: le Nord du Québec pourrait devenir le site d'enfouissement de déchets radioactifs du Canada et d'autres pays. Il manque par contre une étape à franchir. Pour posséder ce droit, une **centrale nucléaire doit être en activité sur le territoire de la Belle province**. Est-ce la raison de la réfection coûteuse et contestée de la centrale Gentilly II? En décembre 2011, pendant que la question attendait une réponse, Pierre-Marc Johnson (AECG) comparait l'Assemblée à un «*tribunal du peuple, populiste et démagogue*», en réaction à l'intervention du député Khadir qui lui demandait, au nom de la population, s'il avait rencontré des «*lobbyistes de SNC-Lavalin, sa division nucléaire, des filiales de Power Corporation [...] via Areva, ou d'autres dans le domaine [...] ou des lobbyistes du secteur de gestion des déchets nucléaires*». ²⁷ À mon avis, cette question était pertinente. Le comportement de Johnson ne l'était pas.

Pour percer l'obscurité, ouvrons la lumière. Une rumeur circule. La privatisation d'Hydro-Québec, du moins partielle, serait au menu de l'AECG. Et encore une fois, l'information ne coule pas des gourous de l'infodivertissement et on parle très peu des montants empruntés sur le marché étranger pour le Plan Nord. Pourtant, la croissance de l'endettement sur le marché étranger du gouvernement Charest provoquera inévitablement une vague de privatisation si une nouvelle crise nuisait au remboursement des intérêts. Cela veut dire que si Hydro ne passe pas au privé par l'AECG, question de ne pas nuire à l'élection de John et à sa réputation autoproclamée de grand bâtisseur, la croissance de la dette fera le travail en profitant de l'économie du secret du bon gouvernement pour privatiser la société d'État du très cher Therry Vandal.

²⁷ ROBITAILLE, Antoine, «Johnson ne rassure pas les parlementaires», *Le Devoir*, 9 décembre 2011, page A2.

09 Pétrole et langue

En attendant, des entreprises profitent de la générosité d'Hydro-Québec et des Québécois. En plus de la multinationale Rio-Tinto, transformée en vendeur d'électricité lors du lockout, nous retrouvons BPR. Cette firme d'ingénierie, connue à travers les scandales des contrats de compteurs d'eau liant le maire de Montréal Gerald Tremblay, a reçu des contrats sans appel d'ordre d'Hydro-Québec, sous le regard approbateur du gouvernement de John Charest et de l'ex-ministre Normendeau, maintenant au service de Raymond Chabot Grant Thomson, une firme ayant des minières et pétrolières parmi ses clients. Le saviez-vous? En octobre 2010, BPR ingénierie est tombée dans les mains de Tetra Tech, une entreprise californienne. J'ajoute qu'un membre de son C.A., Albert E. Smith, est un ancien agent de la CIA. Comme d'autres serviteurs de la CIA, il connaît l'argent volatil de la spéculation. De l'an 1999 à 2003, il fut le vice-président de Lockheed Martin, «une multinationale liée aux mouvements suspects de titres boursiers dans les jours qui précèdent les attentats du 11 septembre 2001» et qui participait, comme je l'ai mentionné au cinquième chapitre, à la «rencontre sur la prospérité continentale dans le nouvel environnement sécuritaire du CFR de septembre 2006».

Passons au pétrole. L'heure est au blanchiment de la réputation des sables bitumineux albertains afin de faciliter son exportation vers les États-Unis et l'Europe. Pour conséquence, en décembre 2011, pendant que le pays d'Elizabeth II tentait de montrer son visage vert à la planète lors de la rencontre internationale sur les changements climatiques de Durban, en Afrique du Sud, un grand Britannique donnait de la vigueur à ce paradoxe de l'échiquier anglo-saxon consistant à être blanc devant et noir derrière. Comment? En aidant secrètement Paul Fraser du WWIC, le cher porte-parole du ministère des Relations étrangères canadien, à faciliter la construction de l'oléoduc Keystone XL. Son nom? Le secrétaire britannique aux Affaires étrangères William Hague, un membre du Bilderberg et du CFR. Était-ce aussi une façon d'aider Sabia? Je l'ai mentionné au cinquième chapitre, Sabia est un camarade du North American Competitiveness Council et de Paul Desmarais qui doit certainement espérer une construction rapide de Keystone XL pour justifier une participation de 850 M\$ dans l'oléoduc qui doit partir du Golf du Mexique vers le nord-est des États-Unis.

Mais encore, sa Caisse de dépôt doit certainement avoir droit à un retour d'ascenseur pour ses liens avec le Réseau. La Caisse a aussi dans son porte-monnaie 21,2 % des actions de BAA, le propriétaire de l'Aéroport de Londres. Dans le CA de BAA nous retrouvons Richard Drouin et Renaud Faucher. Drouin, le président directeur d'Hydro-Québec de 1988 à 1995,²⁸ le président du North American Reliability Council de 1999 à 2009 nommé officier de l'Ordre national du Québec en 2004, siège au sein de Gesca de Power Corporation, offre ses services à la firme Heenan Blaikie ou se retrouve Pierre-Marc Johnson et est conseillé au Président's Choice Financial de la CIBC. Faucher est aussi de Hydro-Québec et à la Caisse de dépôt depuis 2006, le directeur de Noverco, une entreprise de distribution de gaz et de Southern Star Pipeline, une entreprise de distribution de gaz naturel. Ces petits liens ne sont que la pointe de l'iceberg. En février 2012, la Caisse possédait près de 6 G\$ d'actifs liés aux fameux sables bitumineux, soit 12,5 % de son portefeuille.

²⁸ Une belle époque marquée par une infiltration de Hydro-Québec par l'Ordre du Temple solaire, une société secrète qui a marqué l'actualité

La Caisse de Sabia s'est-elle placée dans une position inconfortable du point de vue éthique? Le pétrole albertain et la création de richesse ne font pas un bon ménage, sauf pour les rois de la fourberie. Permettez-moi une petite association pour le croire, ou du moins, pour être sous nos gardes. Lucien Bouchard est devenu le porte-parole de l'Association gazière et pétrolière du Québec (AGPQ). Comme les autres, il opte pour la langue de bois et le secret. Ainsi, vous ne pouvez pas connaître son salaire versé par Talisman Energy d'Alberta pour sa mission. Je dois aussi préciser que Talisman est un client de la firme Davis Ward Philipps Vineberg ou Lucien Bouchard travaille. Vous connaissez? Il s'agit du cabinet qui gérait les questions légales entourant la vente de papier commercial pour la firme Coventree de Toronto dont 13 G\$ en valeur furent achetés par la Caisse de dépôt et placement du Québec, sous la direction de Henri-Paul Rousseau, celui qui devient par la suite le vice-président de Power Corporation, le généreux donateur du WWIC.

La langue

Pendant que le pétrole coule, le Québec glisse vers son assimilation. Je pose ces deux questions:

1. Les communications en français sont-elles des obstacles à l'épanouissement des spéculateurs?
2. Peuvent-elles s'interpréter comme un refus de s'asservir à l'Empire?

John Charest semble apprécier l'agonie de la langue française, alors que son ami Stephen Harper l'affaiblit de son siège à Ottawa. Il sait que c'est une question de temps. Avec l'immersion en anglais à la sixième année qui accompagne une politique révisionniste de l'Histoire pour éviter de traiter de conflits entre Français et Anglais, l'État Charest devient le valet de l'Empire et le conciliateur d'une société bilingue dont le taux d'analphabète de 49 % rejoint les pays du tiers-monde.

Devant ce déclin, la tendance est de croire que le Québec doit absolument parler l'anglais pour travailler, ou disons, pour communiquer avec des anglophones unilingues, et que cet asservissement rapporterait des écus. Des fadaises servies aux colonisés! Un pourcentage plus important qu'ailleurs de gens parlant le français et l'anglais se retrouve au Québec. La Belle province n'est pas plus riche. Au contraire, elle s'appauvrit.

10 L'éducation

Pour adhérer à l'idée d'une transformation du paysage linguistique de la Belle province, la tendance est de prétexter une ouverture sur le monde alors que la réalité montre qu'on oblige les Québécois à parler l'anglais pour occuper un emploi, même au salaire minimum. Le Réseau profite de cette confusion pour agenouiller le Québec devant des spéculateurs étrangers qui vivent dans l'anglosphère: une petite planète qui refuse les autres langues et cultures en rêvant d'abattre les différences linguistiques, culturelles et politiques pour étendre un nouvel ordre mondial sur la planète.

L'éducation

L'éducation, ce coeur qui bat la mesure de notre présent pour préparer notre avenir, y goûte, par cette tendance à soumettre les universités aux humeurs de l'anglosphère et pour l'anglosphère. À cette fin, l'État Charest est devenue le Big Brother du révisionnisme. Il a modifié l'histoire, nivelé son enseignement dans les écoles, en retirant les actes violents de l'Angleterre. Il a mis sur pied son programme d'immersion en anglais dès la sixième année. Bref, il détourne les impôts de la majorité francophone pour soutenir l'anglicisation du Québec et du milieu universitaire, dont celle des Hautes études commerciales (HEC) de l'Université de Montréal.

À ces maux, s'ajoute la majoration du coût des études. L'intention est toujours noble pour que l'honoré du WWIC puisse faire payer plus aux moins nantis afin de transformer la Belle province en un territoire où les universités pourraient se comparer à celles des États-Unis et du Canada anglais, au nom de la compétitivité dans le mondialisme anglo-saxon. Le prix pour cette bonne gestion du savoir? En février 2012, des enseignants affirmaient que leur liberté de recherche était menacée par des entreprises qui financent des Chaires et que ces alliances avaient des conséquences sérieuses sur la formation des étudiants. En mars 2012 cette fois, des étudiants dénonçaient des universités de prestige qui désiraient offrir leur soutien au Plan Nord, sans laisser la moindre trace d'une critique de la façon d'exploiter, de transformer et de négocier les biens publics.

Les universités sont-elles devenues des serviteurs du Réseau? Nous pouvons répondre à cette question en observant l'université la plus riche (1 G\$ en dons cumulés), la plus orgueilleuse et la plus anglaise du Québec: **Mc Gill**. Cette institution du haut savoir de Heater Munroe-Blum innove dans le domaine du financement privé. Entre 1971 et 1998, elle a publié des études sur l'amiante financées par le privé. Selon l'émission *Enquête* de la SRC diffusée en février 2012, ces études auraient été biaisées par ses liens avec une division de l'Association minière du Québec.

Toujours l'éducation. Alors que des étudiants manifestaient pour contrer le pillage de l'État Charest, le Québec de demain offre à nos yeux des spectacles qui honorent le Réseau. Des étudiants opposés à toutes formes de revendications se découvrent être sous le parapluie du PLQ de John. D'autres utilisaient le journal universitaire *Prince Arthur Herald*, de l'Université Mc Gill, pour réaliser la même mission, avec cette fois l'Institut Économique de Montréal (IEDM) comme membre virile entre leurs pattes,

l'organe le plus cité, celui dont les réflexions économiques, politiques et sociales reflètent celle du Réseau de la CIA.

Mc Gill a aussi la santé des Québécois à cœur. Dans les années 50 et 60, son aile psychiatrique a œuvré à des expériences de contrôle mental financées, en partie, par ce PPP américain: la CIA. Il s'agissait d'études dirigées par le docteur James Cameron qui se faisaient dans le cadre du MK-ULTRA et avec le soutien de drogues, de séances d'hypnose et de répétitions de messages afin de briser la personnalité des patients.

Est-ce que Mc Gill a réussi à lutter plus efficacement contre les troubles de santé mentale ou étendu le programme MK-ULTRA de la CIA? Permettez-moi de me transformer en spécialiste de l'IEDM en commentant des chiffres. Sauf que je le ferai en tentant d'être objectif et sérieux.

Le nombre de problèmes psychiques et psychologiques connaît une croissance importante au Québec depuis plusieurs années. En 2008, 41 % du Ritalin administré aux Canadiens l'était aux enfants québécois. En 2011, il grimpe à 44 %. En 2009, 14,4 % des adultes assurés par l'assurance médicament du Québec ont consommé des antidépresseurs, une augmentation de 8,3 % par rapport à 2005. Mais encore, ce phénomène touche de plus en plus les retraités. Entre 2005 et 2009, 50,1 % des nouveaux consommateurs d'antidépresseurs avaient 60 ans et plus. Nous pouvons donc affirmer que la bonne gestion de la santé du gouvernement de l'honoré du WWIC se découvre par ces croissances qui devraient plaire aux héritiers du programme MK-ULTRA de la CIA:

- Plus d'enfants contrôlés chimiquement
- Plus de retraités contrôlés chimiquement.
- Plus de travailleurs qui sont victimes de troubles de dépressions et d'anxiétés.

Heureusement, John Charest sait se relever les manches. En 2004, alors que le Centre hospitalier francophone (CHUM) repose encore sur papier, on décide de donner à Arthur T. Porter le poste de Chef de la direction (secrétaire) du Centre universitaire de santé de l'Université McGill (CUSM). L'honoré doit certainement savoir que Porter est un copain du président George W. Bush, qu'il fut mêlé à un scandale de plus de 1 G\$ lors de sa gestion du Centre hospitalier de Detroit et au congédiement de près de 3000 employés. Il doit savoir qu'après ces bonnes actions, M. Porter a joint «John Rae», membre actif du PLC, frère de John Rae et «vice-président exécutif de Power Corporation» et devient «membre du Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité du gouvernement canadien», groupe qui enquête sur les plaintes auprès du Service canadien du Renseignement et de Sécurité (SCRS) et est en plus «assermenté au Conseil privé pour le Canada», une association qui s'intéresse aux enjeux cruciaux qui touchent au Canada (anglais)²⁹. Bref, je pourrais continuer, mais je préfère laisser les gens se demander si la gestion de la santé de l'honoré du WWIC privilège une amélioration du système public. Sinon, sa détérioration fabrique-t-elle le consentement d'une privatisation des soins de santé aux avantages de spéculateurs du Réseau?

L'économie

²⁹ PERRON Benoît, *L'éconoxydable*, CIBL FM, le 10 février 2009.

Peu importe notre réponse, notre devoir est de mettre le doigt sur le mal. Voici: Le Québec est une colonie qui s'affranchit à la volonté de son colonisateur. Ainsi, le Québec doit suivre la vague. Il doit s'ajuster à l'économie mondiale en s'offrant un taux d'imposition unique, comme aux États-Unis. Il doit aussi avoir pour dirigeant des pantins qui lui diront qu'une nation saine et ouverte ne peut s'opposer aux spéculations. Que nous devons accepter de vivre une constante fuite de capitaux qui consiste à dégarnir notre porte-monnaie pour envoyer de l'argent dans l'économie étrangère! Nous n'avons qu'à penser aux PPP du gouvernement Charest qui sont gérés par des capitaux étrangers et le très ésotérique (pour les initiés seulement) Plan Nord. Enfin, cela veut aussi dire que le seul espoir possible pour le colonisé consiste à croire que demain sera mieux, s'il cède au marché mondial, sans protester, critiquer ou questionner les accords qu'on lui impose. Ainsi, ne demandons pas, comme le député Kadhir, ce qui se trame avec l'AECG. N'osons pas nous demander si le gouvernement Charest mettrait dans l'offre de la spéculation de nombreux services publics pour ses amis du Réseau et que ce geste entraînerait une augmentation du coût de la vie qui contribuera à un appauvrissement des Québécois.

Syndicat

Bien sûr, pour éviter le pire nous devrions stimuler l'économie locale. Oublions la Caisse de dépôt de Micheal Sabia. Nous l'avons vu, cet outil de développement créé par le séparatiste Jacques Parizeau a servi le Réseau lors du mandat de John. Que reste-t-il? Un des rares leviers économiques au service des entrepreneurs québécois est la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, un syndicat de plus de 600,000 membres connu sous l'acronyme FTQ.

J'ai trouvé étrange que le *prime minister of Quebec* a détourné les accusations de corruptions de son gouvernement vers le mouvement syndical, plus particulièrement la FTQ, pendant que des journalistes et animateurs de l'infodivertissement enfouaient sporadiquement le clou de la lutte contre les méchants syndicats, plus particulièrement la FTQ. Bien sûr, nous pourrions dire que c'est normal puisque la FTQ ne semble pas être un groupe sans taches, si nous constatons les bévues de ses membres et de son administration. Est-ce aussi le cas des ministres du PLQ?

J'ai trouvé bizarre le comportement de l'ex-ministre du Travail, Lise Thériault. Je m'explique. Je n'ai pas réussi à accepter qu'elle pût s'insurger contre le crime et être au service du PLQ de John. Pour éviter la confusion, je me suis dit que la perception de la ministre était relative à nos connaissances acquises, ou disons, la source qui nous informe. Qu'elle pouvait, pour certains, être une ministre courageuse qui frappe sur des syndiqués pour sauver la population, pour d'autres, la servante des amis de John, celui qui est appelé le «commis voyageur du Bilderberg»!

En fait, l'information livrée par les médias de masse laisse croire que Lise Thériault était une ministre incorruptible. J'ose ajouter qu'affirmer le contraire serait faire preuve d'indélicatesse en considérant qu'en mars 2012, elle partit en mission à Londres pour lutter contre la fraude et la corruption. À cette fin, elle s'est entretenue avec le patron de la National Fraud Authority (NFA), un organisme lié au ministère de l'Intérieur et elle a assisté à une séance d'information donnée par le responsable de la direction des crimes économiques de la police de Londres. Enfin, elle a rencontré le

Serious Fraud Office (SFO) qui enquête sur la corruption et la fraude en Angleterre et le Transparency International UK, une ONG qui combat la corruption.

Les nouvelles sont donc bonnes pour la justice et la démocratie québécoise. Malheureusement, je suis de ceux qui cherchent l'envers du décor avant d'exprimer ma joie. Selon Thierry Meyssan, journaliste, auteur et créateur du Réseau Voltaire exilé de la France à la suite de la publication d'un texte qui accusait Nikola Sarkozy d'être un proche de la CIA (je ne suis pas seul), le Transparency International rencontré par la ministre Thériault se retrouve sous le chapeau du *Center for International Private Enterprise* (CIPE), géré par la Chambre de commerce des États-Unis. Toujours selon Meyssan, le CIPE serait avant tout une «*couverture pour les activités d'intelligence économique de la CIA et un outil de communication pour contraindre des États à modifier leurs législations dans le sens de l'ouverture de leurs marchés. Le CIPE se focaliserait en plus sur la diffusion de l'idéologie capitaliste libérale et la lutte contre la corruption. La première réussite du CIPE, serait la transformation, en 1987, du European Management Forum — un club de grands patrons européens — en World Economic Forum — le club de la classe dirigeante transnationale —*». Vous connaissez le World Economic Forum. Il se tient à Davos, en Suisse, en janvier de chaque année et a eu pour participants John Charest et plusieurs de ses copains.

Revenons à la FTQ. Parmi ses plus grands détracteurs, nous retrouvons le journaliste et auteur Éric Duhaim. Avant sa conversion de foi à la droite québécoise, Duhaim était membre du *National Endowment for Democracy* (NED), une ONG américaine. Le NED a pour tentacule le NDI où nous retrouvons ces deux membres: Harriet Babbitt du WWICS, présenté au huitième chapitre, et Gérald Latulipe. Vous connaissez ce dernier? Le NED aurait aussi sous son aile Droits et Démocratie, une ONG canadienne qui a marqué l'actualité en 2010 et 2011, lors de conflits administratifs qui se sont faits à l'avantage de groupes radicaux. Pour régler le litige, le premier ministre Stephen Harper, autre honoré du WWIC, a choisi Gérald Latulipe pour remplacer feu Remy Beauregard à la présidence, ce qui fut dénoncé par le Bloc Québécois avant les élections du 2 mai 2011.

Toujours selon un texte de Theirry Meyssan publié en octobre 2010, *le NED soustrait la partie légale des opérations illégales de la CIA. Sans éveiller de soupçons, il a mis en place le plus vaste réseau de corruption du monde, achetant syndicats ouvriers et patronaux, partis politiques de gauche et de droite, pour qu'ils défendent les intérêts des États-Unis au lieu de ceux de leurs membres.* Meyssans ajoute que le NED serait derrière l'Institut des syndicats libres (*Free Trade Union Institute – FTUI*), aujourd'hui renommé Centre américain pour la solidarité des travailleurs (*American Center for International Labor Solidarity – ACILS*), géré par le syndicat ouvrier AFL-CIO. L'ACILS aurait pour mission d'écraser les travailleurs des autres pays au nom de l'impérialisme américain. Enfin, cette filière était dirigée par un personnage haut en couleur, Irving Brown, de 1948 jusqu'à sa mort en 1989. En 1981, Irving Brown aurait placé Jean-Claude Mailly comme assistant du secrétaire général de Force ouvrière, André Bergeron. Ce dernier reconnaîtrait avoir financé son activité grâce à la CIA.

Je peux maintenant traiter de la fameuse loi 33 sur le placement syndical de la blonde ministre du Travail du PLQ, Lise Thériault. Cette loi prépare assurément le terrain de la libre circulation de la main-d'œuvre négociée entre l'Europe, le Canada et le Québec en plus de répondre aux négociations de l'AECG qui doivent faciliter la circulation de personnels. En restant concentré sur le Réseau, j'ajoute que cette loi facilite le déplacement de groupes de lobbyistes et d'agents des services de renseignements privés et publics dont la mission serait de voir au bon déroulement du pillage et à la création de tentacules servant à préserver leurs acquis et à éviter que la démocratie nuise à leurs intérêts par l'élection d'un gouvernement qui ne cadrerait pas avec leurs ambitions. Ces ambitions sont souvent sans demi-mesures. Je vous cite un exemple provenant de la plume de Michel Taille. Des témoins accusent la pétrolière franco-britannique Perenco d'avoir financé une milice d'extrême droite colombienne responsable d'au moins 50,000 morts, dont des guérilléros, des militants de gauche, des paysans et des vagabonds. L'organisation parfaite pour faire jouir la droite québécoise, si nous ajoutions à la liste des travailleurs syndiqués et des baby-boomers. Ajoutons à cela l'inconséquence du chef et fondateur de cette milice. Carlos Castafio collaborait avec les services de renseignement américain pour lutter contre le trafic de drogue en même temps qu'il aurait aidé à la production de cocaïne.

Si nous minimisons les risques de troquer les biens du Québec avec le Réseau de John, nous pourrions simplement anticiper des actes criminels d'agents de services de renseignement publics et privés servant à dénigrer, auprès de la population, des syndicats ou autochtones, si des tensions apparaissaient sur des chantiers du Plan Nord; la mise en place d'outils pour dominer les syndicats, comme le ferait l'ACILS pour éviter que les syndicats deviennent des obstacles aux ambitions du Réseau et pour utiliser des médias et des politiciens pour étendre la spéculation et le libéralisme. Enfin, comprenons que cette volonté omniprésente de désengager l'État de ses responsabilités, en se coupant de l'expertise des fonctionnaires, les seuls qui peuvent rapporter des gestes illégaux tels des déversements toxiques, pour ne prendre que cet exemple, oblige le Réseau à attaquer le mouvement syndical, la rare entité qui a les moyens pour **prendre la relève de l'État lorsque ce dernier ne fait plus son travail**. Nous l'avons vu, des enseignants syndiqués ont affirmé que leur liberté de recherche était menacée par des entreprises qui financent des chaires, ce qui pourrait

avoir des conséquences sérieuses sur la formation des étudiants. Dans *Le Devoir* du 28 et 29 janvier 2012, Alexandre Shields nous informait dans le cadre du Plan Nord des *inquiétudes du Syndicat de la fonction publique concernant l'environnement*. Auparavant, le syndicat des travailleurs d'Hydro-Québec dénonçait les compteurs intelligents et affirmait craindre une hausse des tarifs et des problèmes de santé, avant que le scandale éclate et que nous découvrions des hausses soudaines de factures et des cas de sensibilités aux pulsions électromagnétiques. En mars 2012 cette fois, une fonctionnaire syndiquée dévoilait que la Caisse de dépôt aidait des entreprises qui agissaient illégalement en n'étant pas enregistrées au registre des lobbyistes.

La sécurité

Traisons cette fois de sécurité. L'honoré la connaît bien. En 2004, il signe un accord entre la SQ et le FBI lors d'une rencontre avec Jebb Bush, le frère de George W, Bush. Du côté fédéral cette fois, le mercredi 7 décembre 2011, le premier ministre Stephen Harper et le président américain Barack Obama ont signé un accord pour faciliter les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis et combattre la menace terroriste ou migratoire. Cela va du même coup faciliter la circulation des renseignements personnels et des informations par un plan d'action sur la sécurité. Et si ce n'est pas suffisant, la torture devrait revenir en force au service de renseignement canadien.

Manipulation mentale

Rien pour nuire aux manipulateurs de la pensée qui désirent qu'on place notre cerveau sur l'étagère des enchères. J'ai cité rapidement les expériences du MK-ULTRA de Mc Gill au onzième chapitre. Rien de mieux pour fabriquer une pensée et une culture qui cadre avec les besoins des groupes que nous avons abordés. Pour y arriver, nous pouvons anticiper des propagandes qui seraient incomparables avec ce que notre monde a vécu. Je vous présente un exemple, que vous connaissez certainement. Il y a plus de 70 ans, le 30 octobre 1939, *La Guerre des mondes* de H. G. Wells fut mise en scène à la radio de la CBS par le soutien d'Orson Welles et de l'équipe du MERCURY Theater. Un mouvement de panique a suivi. Pas très loin, l'impression d'un exercice de manipulation s'est ressentie comme un coup de foudre. En 1937, la Fondation Rockefeller verse une bourse à l'Université Princeton pour étudier les influences de la radio sur le comportement humain. Un des intéressés, Frank Stanton, profite de sa présence au sein de la CFR et de CBS pour créer l'événement du 30 octobre 1939.

Est-il possible aujourd'hui de fabriquer des événements médiatiques pour que nous puissions accepter des transformations politiques et sociales nécessaires au Réseau? Le 28 juin 2002, Thomas Francis Henry, un conducteur étasunien originaire de Troy, doit transporter une cargaison du Minnesota vers le Massachusetts. Tôt le matin, il défonce la frontière de Lacolle avec son camion qui roule à 110 km pour enfin être arrêté par la SQ, le FBI du Québec, plus d'une heure après son délit. Henry aurait laissé des signes d'une perturbation de son esprit lors de son arrestation, mais n'était pas ivre. La même journée, John Manley, ministre des Affaires étrangères à l'époque et membre de la Commission trilatérale, signe l'accord FAST avec son homologue étasunien, afin de mieux gérer le trafic des poids lourds entre les États-Unis et le Canada.

13 De la justice à l'AECG

Cette circulation des biens se négocie en fonction de signatures de traités qui reposent sur la disparition des frontières économiques et d'une homogénéisation des lois et des normes de productions servant à optimiser les rendements de la spéculation sur les biens et services. À cette fin, il est aussi nécessaire d'harmoniser les responsabilités de nos gouvernements avec les besoins de multinationales, afin de rationaliser les actions de l'État tout en fermant nos yeux sur la présence d'un pourcentage non négligeable d'argent et de biens qui proviennent du crime organisé.

Soyons réalistes. Bien avant que le mondialisme devienne incontournable, la mafia traversait les frontières pour faire fructifier ses avoirs, dans, entre autres, des paradis fiscaux. Devant cette économie parallèle, les rumeurs de corruption et de collusion au sein du PLQ de John Charest sont compréhensibles et le seraient pour n'importe quel parti qui fraye avec le Réseau de la CIA. Nous le savons, il y a des conséquences fâcheuses à cette alliance. La principale est la nécessité de contrôler ces deux secteurs majeurs pour éviter qu'une enquête nuise aux camarades du Réseau:

1. Les enquêtes
2. La justice

Le journalisme d'enquête a perdu des plumes au grand bonheur du Réseau. En février 2012, Alain Saunier, le directeur de l'information à la SRC qui a contribué à mettre sur pied les émissions d'enquêtes qui ont passablement nui au gouvernement de John Charest, a été congédié. Est-ce que la Commission Charbonneau, mise sur pied par le gouvernement de John Charest, subira un sort similaire? J'ai eu l'impression que l'appel à la collaboration lancé à la population par la juge France Charbonneau laissait les premiers signes d'une défaite de la Justice. Mais encore, que les révélations publiques inquiétantes, extirpées du rapport de Jacques Duchesneau sur l'existence d'un réseau criminel très étendu, ne devraient plus être la base aux enquêtes de la Commission, si je me fis à un texte de la journaliste Kathleen Lévesque du journal *Le Devoir* qui traitait de tensions au sein de la Commission Charbonneau, plus particulièrement entre la police municipale et la SQ, ce bon vieux service de sécurité, qui, nous l'avons vu, est lié depuis 2004 à un accord de coopération avec le FBI négocié entre Bush et Charest, serait perçue comme «*proche du pouvoir politique*». Une impression que Sylvain Lépine, du Bureau de lutte contre la corruption et la malversation intégrée à l'Unité permanente anticorruption, désirait que la Commission Charbonneau se coupe définitivement du Rapport Duchesneau.

À quoi s'attendre lorsque nous vivons sous la gouverne de gens qui amoncellent des petits gestes qui grugent la Justice et que les seules réactions qui les freinent viennent de groupes qui ne font jamais la manchette des médias de l'infodivertissement, ou simplement voués au rang de nouvelle secondaire? Notre devoir est de rappeler ce qu'on oublie. En février 2012, des journalistes s'inquiétaient de la survie de la liberté de presse à la suite de la décision du ministre Robert Dutil de donner à la Sûreté du Québec le mandat d'enquêter sur la divulgation illégale d'informations à des journalistes par les policiers concernant l'affaire Ian Davidson, un policier à la retraite qui aurait vendu, au crime organisé, la liste d'informateurs de la police.

On doit aussi comprendre que les mesures pour contourner la justice et nuire aux enquêtes reposent sur un besoin du Réseau d'étendre ses tentacules dans des labyrinthes d'entreprises et d'actionnaires pour permettre à des fonds de transiger en s'assurant que ceux qui enquêtent prennent plus de temps à décortiquer le Réseau qu'il en faut pour en construire un autre. Et après, on peut comprendre que lorsque le Réseau croît, sa richesse grandit; que le développement des régions du nord espéré par John Charest permet au Réseau d'étendre son influence.

Il y a par contre une petite entrave à l'implantation des tentacules du Réseau de la CIA au nord du Québec. Après les méchants journalistes, il reste les syndicats. Il faut donc voter des lois pour nuire au travail de ces derniers. Chose dite, chose faite par la blondinette Lise Thériault pour aider le Réseau, tel que mentionné au chapitre précédent.

Continuons avec cette question qui s'inspire de commentaires de l'animateur et enquêteur Benoît Perron:

- Le Plan Nord de John Charest est-il une commande du Réseau de la CIA qui aurait été décidée à Berlin en 2008?

Les informations que j'ai transmises m'incitent à répondre par un OUI. Mais encore, je ne peux éviter de traiter d'une fabrique du consentement de cette exploitation des ressources, ou pillage si vous préférez, qui passe par une remise en question de la souveraineté du Québec sur ses ressources. Comment? Par cet AEGC tant souhaité par l'honoré.

AEGC

Joseph Retinger, cet agent de la CIA et cofondateur du Bilderberg abordé au cinquième chapitre, a travaillé à la création de l'Union européenne. À cette fin, *«Retinger a créé le Congrès américain pour l'Europe unie (ACUE) le 29 mars 1949, avec l'assistance de Paul-Henri Spaak, homme politique qui entre 1936 et 1961 occupait les postes de ministre des Affaires étrangères, premier ministre de la Belgique, président de l'Assemblée consultative du conseil de l'Europe et secrétaire général de l'OTAN. Pour Spaak, la naissance de l'Union européenne (UE) est le passage obligé vers la création d'une union entre l'Europe et les États-Unis, un marché Transatlantique qui doit rassembler l'Europe et l'Amérique»*³⁰.

Qu'en est-il en 2012? Des négociations à huis clos se tiennent pour créer un Parlement nord-américain, un projet caressé par le Réseau et le WWIC, comme je l'ai mentionné au quatrième chapitre. Pendant ce temps, le seul accord qui indique cette volonté d'en arriver à une union entre ce futur Parlement et celui de Bruxelles est l'AEGC lancé par John Charest et négocié par Pierre-Marc Johnson. Est-ce que John Charest suit la route tracée par Joseph Retinger pour autant? Négocier un accord entre le Canada et l'Europe ne peut se confondre avec la signature d'une union entre l'Amérique et l'Europe. L'honoré du WWIC le sait. Il a profité d'une petite visite chez l'oncle Sam en 2011 pour l'inviter à joindre le Canada dans les négociations de l'AEGC, une initiative qui aurait certainement enchanté les émirs de l'ACUE et de la CIA.

³⁰ HUBER Marc, *Le Livre amer*, éd. PH7, 2009, page *****.

14 Dogme

L'AECG nous mènera-t-il où l'ACUE l'anticipait en 1949? J'ose le croire pour cette raison: les groupes et individus qui composent le Réseau projettent généralement leurs ambitions au-delà des 20 prochaines années, le temps de placer leurs pions et de mettre en branle des propagandes pour influencer l'opinion publique. Pendant ce temps, nous nous accrochons au présent et fouillons notre passé. Pour conséquence, pendant que nous prenons connaissance de l'actualité quotidienne, le Réseau nous prépare celle de demain.

Cette réalité devrait nous inviter à réfléchir aux complots; d'actions anticipées depuis des décennies se faisant dans le secret et au détriment des droits et des libertés. On évite le sujet, préférant se prêter aux propos de bouffons de l'infodivertissement qui taxent de tous les maux les rares personnes qui se tiennent debout pour le respect de leurs droits, ces «spécialistes de l'information» qui s'émancipent dans l'art de fabriquer des ennemis avec les personnes qui s'opposent au Réseau.

Dogmes

C'est malheureux, mais nous sommes de plus en plus nombreux à croire que l'intelligentsia médiatique déploie beaucoup d'efforts et de moyens pour éviter de questionner le Réseau. Pourtant, cet exercice serait bénéfique, pour que nous puissions constater que les camarades Réseau ressemblent à des initiés soumis à des dogmes qui forgent le mondialisme, au point d'en faire une philosophie incontestable du marché qui rejette le doute et la critique.

Ce dogmatisme cache-t-il un comportement sectaire? Au moment de me poser la question, je contemplais une image de la mer Morte. La mer Morte!!! L'intonation de ce mot m'a suggéré le mot «marmotte», un magnifique animal végétalien qui dort en hiver, pendant que John part en élection et vote des lois baillons, tout comme son camarade Stephen Harper.

Le 2 février est le jour de la marmotte. Comme je l'ai affirmé au premier chapitre, c'est le 2 février 2009 que John Charest reçoit la médaille de la Légion d'honneur du président Sarkozy. Marmotte!!! Je ne sais pas si John a vu son ombre, mais il a profité de ce moment de grâce, loin du Québec et de la critique, pour traiter les souverainistes québécois de groupe sectaire.

Je serais donc dans un groupe sectaire, selon John Charest, le séparateur d'O! J'ai aussitôt pris le Petit Larousse de 1996, ou «La Russe» si nous séparons les O, pour connaître la définition du mot secte:

- Ensemble de personnes professant une même doctrine philosophique, religieuse, etc.

Je me suis par la suite demandé si cette aptitude à partager les mêmes idéologies pouvait animer l'âme d'un parti politique au point de le faire sombrer dans le radicalisme et le dogmatisme; à l'amener à dénigrer ceux qui ne suivent pas la ligne du parti. Sans vouloir blesser John, je constate que les souverainistes québécois sont

loin de partager un comportement sectaire. Au contraire, ils ont la vilaine habitude de se confronter au nom des différentes orientations et à malmener le gourou, ou la gourousse, si vous préférez le genre féminin. Par contre, je constate le contraire au sein du PLQ. Récemment, les demandes d'enquêtes sur la collusion et la corruption ont fait l'unanimité pour condamner le PLQ de John en laissant l'impression que ce parti fédéral était une confrérie qui n'acceptait pas les positions du peuple, des partis d'oppositions, des journalistes, des spécialistes, des enquêteurs et d'un membre du PLQ honteusement isolé d'une assemblée, pour avoir osé aborder le sujet.

Mondialisme

Je me risque à dire que John faisait certainement de la projection lorsqu'il parlait de comportement sectaire. En fait, les dogmes sont omniprésents au sein du PLQ. Et lorsqu'ils forgent une philosophie incontestable qui profite à la critique mercantile de ses opposants, notre responsabilité est de questionner l'engrenage des sectes. Les sectes naissent autour de croyances et par le support d'une personne, un chef, un initié, un maître ayant préférablement eu des révélations, dans l'intention d'opérer une transformation des membres pour qu'ils puissent cadrer avec une identité globale. Certaines sectes ont même exploité cette identité pour soutenir un globalisme mystico-politique reposant sur la création d'un gouvernement mondial. Était-ce le cas de la secte fréquentée par Gil Remillard alors qu'il était ministre au PLQ, dans les années 80-90, sous le règne de Robert Bourassa, avant qu'il dirige la grande communion annuelle du Forum économique de Montréal? Je ne peux dire. Je sais par contre que le chemin emprunté par certaines sectes se compare à celui parcouru par le Bilderberg, le PLQ, la CIA, le CFR, le WWIC et certains médias. Rien pour nuire à l'engrenage d'un mondialisme qui exige de nous adapter, voire de nous assimiler à une identité et à une pensée unique.

Pour les lecteurs qui hésitent à lier les pouvoirs en place à des sectes, je dois préciser que John Charest n'a pas imaginé l'AECG. Il a seulement répondu aux attentes de confréries qui frayent avec la CIA. Mais encore, la CIA n'a pas inventé les unions entre nations. Avant elle, la mafia, des groupes initiatiques et des sociétés secrètes avaient les mêmes ambitions. L'exemple le plus intéressant se lie aux activités de l'Ordre de Malte, ordre de templiers — soldats du Christ — fondé 900 ans avant la CIA, qui fut l'ordre religieux et l'armée navale privée la plus puissante de la Terre au XV^e et XVI^e siècle.

Nous entrons dans un univers complexe qui m'a obligé à faire des transformations notables du texte original qui a servi aux vidéos, afin que vous puissiez mieux observer le spectre de la religion à travers le Réseau. Pour débiter, observons ce que je qualifie de point d'encrage des valeurs économiques du Réseau. Je cite l'Ordre des templiers, «soldats du Christ» qui ont servi autant l'Église que les monarques.

Ce groupe fut créé en l'an 1099 par Godefroy de Bouillon, chef des premières croisades, avec pour mission de christianiser les territoires conquis par les armes et faciliter le pillage et le transport de biens, ce qui comprendrait le mythique trésor du roi Salomon. Après l'arrestation de Templiers le 13 octobre 1307, le roi Philippe IV le Bel immole le Grand Maître Jacques de Molay, le 18 mars 1314, avec le bénédiction du Pape Clément V. Ce drame marque le début d'une scission qui donne naissance, en l'an 1382, au Grand Prieuré britannique de Saint-Jean qui devient plus tard la fraction protestante de l'Ordre de Malte, ceux qui sont considérés comme les héritiers des Templiers de notre époque moderne.

Au sein de l'Ordre de Malte nous retrouvons ces trois personnes:

- Allen Dulles, le patron de la CIA de 1960 à 1963 devenu par la suite un membre du CFR.
- William Casey, le patron de la CIA au début des années 80 et membre du CFR.
- Rheinhard Gehlen, le patron des services secrets de Hitler en Russie et un des fondateurs de la CIA.

L'alliance a forgé le mondialisme que nous connaissons, étape par étape, débutant par la création de l'UE planifiée par l'ACUE. Cela a profité autant aux relations diplomatiques, aux fuites de capitaux et blanchiment d'argent, qu'à mettre sur pied le mondialisme comme nous le connaissons aujourd'hui afin de faciliter la circulation de biens et des richesses. Mais encore, les transformations géopolitiques qui s'opèrent avec l'uniformisation des lois régissant l'ouverture des frontières, profitent assurément à la création d'une oligarchie mondiale, le pouvoir dans les mains de quelques individus et familles; un ordre économique mondial tout aussi complaisant avec le bradage et le transport des biens que l'était la monarchie à l'époque des Templiers.

Que dire cette fois de l'État qui se désengage? Cette philosophie économique se compare aussi aux monarchies d'antan qui ont fermé les yeux devant le transport discuté de richesses et sur les crimes commis par les Templiers pour se livrer plus facilement à cette tâche. Mais encore, personne ne peut affirmer que le néolibéralisme actuel est une fin en soi. L'arrestation des Templiers, après plus de 300 ans d'activités, m'inspire l'idée que le capitalisme sauvage pourrait subir le même traitement. Ainsi, après avoir fermé les yeux sur le pillage de richesses et des ressources, des crimes perpétrés partout sur la planète, les oligarques adhèrent de plus en plus à l'idée d'un ordre mondial construit sur un nouveau modèle économique.

Est-ce pour combler les groupes de manifestants qui se multiplient? Si oui, ils doivent reconnaître que parmi ces gens, nous retrouvons des individus qui seront toujours contre l'idée d'un ordre ou d'une gouvernance mondiale, peu importe sa direction. Bien sûr, nous savons que le Réseau adore utiliser la propagande et la répression pour que les opposants joignent le troupeau. Et s'ils refusent, nous pouvons croire que la logique froide fabriquera toujours le consentement d'une exclusion, voire une élimination sélective des opposants, en leur refusant des soins de santé, l'accès à de la nourriture, à l'éducation et à un logement. Qui? Des anarchistes! Des intellectuels! Des libres penseurs! La religion est dans la mire, puisque les gens les plus récalcitrants sont des chrétiens qui croient que la création d'une autorité mondiale les pousse dans les griffes de la Bête de l'Apocalypse, un ordre mondial qui prend les apparences d'une théocratie mondiale, une autorité divine qui rappelle l'époque des Templiers, par des alliances entre les régimes féodaux et l'Église, avec cette différence: la population doit démontrer sa foi au système en acceptant une marque (666) qui pour acheter et vendre!

Est-ce que notre monde actuel se dirige vers ce régime qui remplace la monnaie de papier par un signe, un ordre mondial sans argent si vous préférez? Le problème n'est pas d'avoir les éléments pour traiter, dans des vidéos et des textes, du pont entre les ambitions des oligarques et des prophéties bibliques, mais de reconnaître que nos faiblesses sont les armes des manipulateurs, comme elles le sont pour la majorité des sectes. Lesquelles? L'éducation et l'information jouent des rôles d'avant plan pour éviter que nous soyons séduits par le premier charlatan. John le sait-il? Son gouvernement a abaissé le niveau de l'éducation, augmenté le coût du savoir et le nombre d'analphabètes bilingues. Une confrérie qui a répété les mêmes doctrines économiques et sociales, comme les disciples de sectes, pour opérer une transformation nationale qui nous enfonce collectivement, avec pour conséquence celle de nous offrir la solution d'une philosophie humaniste et mondialiste, qui ouvre la porte aux pires supercherries. Pour prix, l'information devient des mantras prononcés par des politiciens manucurés opérant à la façon du ministère de la Propagande nazie. Ridicule au point que j'ai posé cette question dans une publicité du *Livre amer* diffusée sur les ondes de la radio numérique Tactical FM de Jonathan Bouchard:

- Le Québec est-il le tremplin du nouvel ordre mondial?

Je ne tiens pas à ce que vous partagiez mes craintes de voir émerger une théocratie par le support du Réseau de la CIA. En réalité, nous sommes à mille lieues d'une religion mondiale. Et si nous observons les mouvements du mondialisme, nous découvrirons qu'ils imposent une société laïque, pour mieux ériger des dogmes économiques. Dieu est mort? Disons qu'on profite de son absence pour tisser la toile qui nous permet de dessiner l'esquisse d'une religion mondiale inquiétante que nous pouvons découvrir par la dialectique, comme je l'ai fait au troisième chapitre pour demander si le WWIC servait les Québécois.

Nous l'avons vue, si nous répondons par l'affirmatif à une question, nous devons assurément répondre par le négatif à son contraire. Sinon, il faut refaire ses devoirs. Je repose donc la question:

- La volonté de mettre en place un gouvernement mondial par la signature de traités d'échanges entre continents, repose-t-elle sur une base religieuse?

En considérant que le Réseau prend ses origines d'une société de tradition dite judéo-chrétienne, j'ai décidé de comparer ses tendances avec quelques éléments de la tradition judéo-chrétienne qui nous touchent quotidiennement.

L'humain et son environnement sont au centre de la religion, la création indissociable du Créateur ou se déroule un scénario divin. Ce même humain doit apprendre à vivre avec la nature et à domestiquer sa pensée pour protéger la chair et l'esprit des impuretés afin de faciliter la communication avec Dieu et se protéger des démons. Le Réseau rejette l'humain et surexploite la nature au point de menacer l'équilibre de la vie. Il ferme les yeux sur la multiplication de déchets toxiques et molécules brevetées d'entreprises qui polluent notre sang, notre chair et notre environnement. Pour ce qui est de la communication pour régler un problème, il faut passer par un avocat, son député ou le 911. Dieu s'oppose aux *végétaux et animaux créés par les humains* (OGM?) au point de détruire ces derniers à la Fin des temps³¹. Par ses positions agroalimentaires, le Réseau opte pour une modification de la génétique des espèces en ayant percé des barrières, qui jadis, rendaient impossible la fabrication de nouvelles maladies et d'animaux hybrides. Alors que les prophéties traitent d'une famine économique mondiale, le Réseau œuvre à une attaque de l'ordre de la nature qui risque de provoquer des famines lorsque nous découvrirons que des souches OGM sont contaminées par une nouvelle maladie. La tradition judéo-chrétienne propose le partage pour soutenir les plus faibles, peu importe ce qu'ils sont et font, et désire un monde de savoir et de vérité, car Dieu a horreur des menteurs et des ignorants. Le Réseau attaque le sens du partage servant la collectivité. Pour résultat, nous découvrons une humanité endoctrinée, au point que sa liberté, ce qu'il en reste, se retourne contre elle, en la plongeant dans un système social chaotique, contre performant et divisé. Pendant ce temps, le mensonge s'impose. Pour prix, nous récoltons le contraire de ce qui est nécessaire au bon fonctionnement de la société. Ainsi, alors que John Charest se faisait élire en 2003 pour régler les problèmes du ministère de la Santé, en 2012 le temps d'attente aux urgences a quadruplé, passant d'environ 6 heures à 24 heures. Pour excuser cette contre-performance, un petit 200 \$ s'ajoute aux impôts, pour soutenir le mensonge de l'honoré du WWIC.

La réponse à la question posée plus haut est donc NON. Le Réseau n'a rien à voir avec la tradition judéo-chrétienne. Posons cette fois la question inverse:

³¹ Cette information provient d'une vieille bible de l'an 1846 que j'ai donné, car elle se désagrègeait. Il était clairement précisé qu'il s'agissait de «créations humaines». J'ai tenté de retrouver cette information dans des textes plus récents, sans succès.

- La volonté de mettre en place un gouvernement mondial par la signature de traités d'échanges entre continents, repose-t-elle sur le refus de la tradition judéo-chrétienne?

Pour répondre objectivement, observons le Réseau. Il inverse la tradition divine, ce qui le transforme en un ennemi de l'humain, de son environnement et de Dieu. Cette inversion touche aussi les lois divines. Alors que la Tradition nous demande de ne pas voler, tuer, mentir, invoquer les esprits, pratiquer la magie ou l'astrologie, ni fréquenter des gens qui s'adonnent à ces activités, on aimerait que nous nous payons la sainte inversion en élisant des menteurs et des fraudeurs dont certains voient la politique comme une occasion de prendre des décisions sur des révélations, des photos, l'alignement des planètes ou une carte du ciel, pour enfin découvrir que nous sommes dirigés par des gens qui laissent l'impression que le meurtre pourrait devenir un acte acceptable pour se débarrasser des indésirables. Que tout ce qui copule avec le Réseau pourrait se payer les mêmes vieux rituels que la CIA et la mafia, lorsqu'une menace plane sur sa tête. Mais encore, leur globalisme de la totalité nous pousse doucement vers le vol, le mensonge et l'assassinat pour l'appât du gain, au nom du pouvoir, de la compétition et de la purification par le soutien de guerres saintes. Pendant ce temps, ce qui résiste tombe. L'agroalimentaire de l'Ancien Monde. La passion du travail bien fait. La quête de vérité. La réflexion. Les débats. Le journalisme d'enquête qui n'est pas soumis au Réseau. Une inversion des valeurs démocratique qui me pousse à poser cette autre question: le Réseau possède-t-il les outils pour truquer des élections?

Revenons à la dialectique. Cet exercice est parfois compliqué, puisque le contraire du religieux n'est pas l'athéisme ou la laïcité, mais la religion. J'explique. La religion, ou disons, ce qui se dit religieux, profite à des quêtes de pouvoirs qui reposent sur des inversions des enseignements de cette même religion, comme nous l'observons avec le Réseau de la CIA. Pour le christianisme, cette inversion est le satanisme. Je pose donc cette question:

- La volonté de mettre en place un gouvernement mondial par la signature de traités d'échanges entre continents, repose-t-elle sur le satanisme?

La réponse est OUI. Mais encore, elle devient un NON catégorique si nous remplaçons le mot satanique par christianisme.

Revenons maintenant au début du premier chapitre. Au moment précis de l'annonce par la SRC de l'élection du gouvernement de John Charest, j'ai mentionné que la foudre est tombée violemment près de chez moi. Et pendant que le sol s'agitait de tremblements, un frisson m'a envahi pendant que le mot «Satan» traversait spontanément mon esprit, accompagné de l'impression que les électeurs venaient de faire une grosse erreur. Je dois maintenant expliquer la raison de ma réaction. La foudre m'a ramené involontairement à mes lectures les plus récentes. Lors de recherches sur la sensibilité électrique, une maladie rare qui transforme ses victimes en des paratonnerres vivants, j'avais bifurqué vers un texte traitant de rituels d'initiations chamaniques qui liait la foudre à la puissance des esprits, au point que des poupons furent volontairement exposés aux éclairs pour en faire de futurs chamans. Je m'étais enfin penché sur de vieilles croyances qui liaient la foudre à un véhicule de Satan et de démons désirant s'incarner sur Terre pour posséder les humains.

Aujourd'hui, ce synchronisme aurait dû passer à l'oubli ou du moins me rappeler que ma réaction fut stupide. Mais vous savez, je suis du genre à ne pas avoir peur du ridicule, au point que si je peux mélanger l'économie et la politique mondiale avec le satanisme, je le fais. Et si la réaction de certains serait de critiquer mes offenses à la raison, je suis prêt à porter le chapeau, à la condition que le Réseau puisse me rejoindre dans l'univers des cons.

La CIA a créé le projet MK-OFTEN, conjointement avec le MK-ULTRA, cité aux onzième et douzième chapitres, et le Département de la Défense des États-Unis. Selon Wikipedia, les responsables du MK-OFTEN ont analysé les *effets comportementaux et toxicologiques de certaines substances sur les animaux et les humains*. D'après *Les Armes secrètes de la CIA* de Gordon Thomas, le projet MF-OFTEN s'offrait même les bons offices du *docteur Sidney Gottlieb, alors chef des services techniques de la CIA, afin d'explorer le monde de la magie noire, maîtriser les forces de l'obscur et démonter l'idée reçue qui veut que les retranchements de l'esprit humain soient hors de portée*. Enfin, ce projet visait à *créer un nouvel être psychocivilisé, l'équivalent du candidat pouvant s'adapter aux transformations*. Je répète: S'ADAPTER AUX TRANSFORMATIONS, comme nous devons nous adapter au nouvel ordre mondial. À cette fin, *des médiums, diseurs de bonne aventure, chiromanciens, spécialistes du démon, sorcières, satanistes et autres praticiens de l'occulte furent recrutés*.

17 Inversion

Nous pourrions accuser le capitalisme de fréquenter le Diable et nous tourner vers le communisme. Je n'ai rien contre le fait de remplacer la pelle qui nous permet de pelleter nos problèmes en avant, par le marteau et la faucille, sauf qu'avant je dois ajouter que dans une courte présentation du livre *Le Département du Diable* de Wladimir Fedorowski, faite à 2010 par l'auteur et le dramaturge René-Daniel Dubois sur les ondes de *Bazzo.tv* (Télé-Québec), j'apprenais que Staline aurait mandaté le KGB pour pactiser avec Satan afin qu'il serve Kremlin et le communisme international. Ainsi, peu importe le système, des gens auront toujours tendance à exploiter les croyances pour devenir les chefs du troupeau. Des personnes auront toujours les qualités pour diriger et d'autres pour obéir.

En fait, qui sommes-nous dans ce jeu de pouvoir et de domination? Nous sommes souvent des spectateurs qui suivent le spectacle. Ces gens qui ont acheté leurs billets; des REER, des actions et d'autres placements qui profitent à des spéculations. Nous agissons souvent comme des psychocivilisés qui s'adaptent aux changements, même les plus contestables. Et en nous, se réveillent parfois des pensées et des propos qui pourraient aussi nous rendre éligibles à des honneurs du WWIC. Et comme d'autres, nous croyons que nous devrions punir l'étudiant qui manifeste en bloquant un pont ou une route, pour protéger le cadre de l'éducation qui leur est imposé par le gouvernement de John Charest. Nous croyons que la personne qui tente des poursuites à un hôpital, pour avoir perdu un proche qui attendait pour des soins à l'urgence, devrait retirer sa plainte. Nous croyons que nous devrions interdire qu'une personne ait recours à un syndicat pour dénoncer des pratiques illégales observées sur les lieux d'un travail. Et pour afficher un peu d'humanisme quand vient le temps de maquiller nos intempérances, nous aimons relativiser en recourant à la morale pour définir ce qui est bien et mal pour la communauté. C'est bien. C'est gentil, à la condition que notre réflexion repose sur une connaissance de l'ensemble et non seulement sur ce que nous voyons ou voulons voir pour gâter notre individualisme. Pour conséquence, si nous admettons que l'ombre du Diable glisse sur le mondialisme, nous devons l'inclure dans l'ensemble. À ce propos, savez-vous que le symbole de cette inversion est le pentacle?

L'origine de cette étoile à cinq branches prend ses racines des dieux précipités, dont Astarté, celle qui a fait chuter Salomon, le dernier roi des Juifs.

Au fil du temps, le pentacle fut associé à des pratiques magiques et occultes. Généralement, l'accès à cet univers se fait par des initiations. Si vous aimez mieux, il faut se laisser guider par des personnes d'expériences. Le Réseau joue dans cette sphère de l'initiation. Il le fait par étape, sans laisser le moindre signe d'une ramification occulte, en prenant pied dans l'univers, en apparence plus cartésien, de l'économie et de la politique.

Pour le commun des mortels, ces initiations s'expriment par l'acceptation de nouvelles façons de vivre, de travailler, de penser, de soigner, d'élever les enfants, de consommer, de se divertir, de s'éduquer, de s'informer et de mesurer notre espace de vie. Et alors que l'idée de Dieu devrait nous inviter à freiner ces transformations au nom de l'intégrité humaine, d'un combat contre la perte croissante de repères et du démantèlement du noyau communautaire et familial, nous décidons plutôt de monter les marches de l'initiation en acceptant d'autres transformations et les nouveaux dogmes qui en résultent. Pour conséquences, nous sommes toujours invités à en faire plus pour monter plus haut. Nous avançons aveuglément vers une bête sauvage, au point de lui offrir notre corps et de notre esprit pour qu'elle puisse poser sa griffe. Cela se traduit par un endoctrinement passif à des propagandes, des mensonges et des inepties. À admettre que notre chair soit contaminée par des molécules créées par des multinationales pas toujours moralement éthiques! À se confronter à un nombre croissant de zombies rappelant l'œuvre de Dairio Argento citée au deuxième chapitre: des corps possédés par le Réseau qui se mettent en poste dans les médias, les assemblées et l'Internet, figés devant la lumière de leurs zombificateurs portatifs (tablettes numériques) à répéter des mantras.

Nous aimons la lumière du Réseau, car elle caresse notre individualité. Et pendant que nous nous réjouissons de sa présence, elle éclaire notre naïveté, notre ignorance, notre manque de fierté et nos faiblesses, pour que les membres du Réseau puissent plus les observer et exiger de nous ce qu'ils ne peuvent nous offrir. Ils voient que nous pouvons parler l'anglais comme un bon psychocivilisé à l'anglosphère, alors qu'eux sont incapables de la moindre politesse du savoir-vivre en communiquant dans la langue de Molière lorsqu'ils nichent au Québec. Ils voient que nous sommes des bons sujets pour travailler dans un pays qui multiplie l'arrogance et le mépris qui permettent à des gens, tels Kim McInnes et David Smith, de Ivanhoé Cambridge d'occuper un emploi à la Caisse de Dépôt de Michael Sabia, même s'ils sont incapables de prononcer un seul mot en français, après 11 ans vécu à Montréal, dans le cas de Smith. Ils observent nos genoux et voient qu'ils sont usés par des genuflexions répétées devant un gouvernement d'Elvis Gratton et des médias le soutenant. Ils nous observent et voient que nous vendons notre langue pour mieux donner notre eau, nos terres, notre culture et notre richesse, et cela, par le soutien de celui qui fut honoré par le WWIC.

La lumière du Réseau plonge sur nous pour éviter de nous montrer le décor où nous vivons: une matrice de l'endoctrinement qui nous vide de tout au nom de Babel, une tour mythique qui devait réunir toutes les nations avec pour moyen de communication une langue unique. La lumière évite de nous montrer que Dieu détruit la tour pour mettre fin à l'alliance et promettant qu'elle sera reconstruite à la fin des temps pour

ériger la Bête de l'Apocalypse; un système économique mondial sans argent qui est aussi un culte religieux dont l'allégeance exige une marque sur la main droite ou le front (666), pour acheter et vendre. Bref, que le gouvernement mondial du Réseau serait la conséquence d'initiations sataniques! Enfin, la lumière du Réseau plonge sur nous pour éviter de nous montrer la tradition judéo-chrétienne. Pas celle qui nous soumet à une église, à des fondamentalistes, au néolibéralisme et à des imbéciles siégeant sur le trône du pouvoir pour servir le Réseau de la CIA, mais à une façon de vivre qui ne peut coexister avec la philosophie mortuaire du Réseau qui englobe la politique et l'économie mondiale.

L'argent et le mensonge

Une des raisons est l'argent. Alors qu'elle est le centre d'intérêt de notre monde et de nos vies, dans la Bible des chrétiens elle est liée à Satan. John Charest doit certainement reconnaître ce fait, en tant que chef du PLQ. Son règne repose sur l'argent comme aucun autre gouvernement. C'est tellement important que l'économie et la création de richesse sont devenues les clés pour ouvrir, à trois reprises, les portes du Parlement. Tellement qu'à la troisième occasion, les élections furent précipitées en décembre 2008 pour que l'honoré du WWIC puisse prendre le pouvoir sans que la population soit informée du trou de 40 milliards de la Caisse de dépôt que Charest affirmait ne pas connaître, même si l'ADQ de Mario Dumont le martelait de questions sur cette rumeur prétendument fondée.

Aujourd'hui, alors que le premier ministre multiplie les exemples pour nous dire pourquoi et comment nous serions plus riches, j'entends encore la foudre tomber. Un des qualificatifs de Satan est «roi des menteurs». En 2012, un nombre croissant d'électeurs croient que Charest et son cabinet le sont aussi. Quelques retardataires découvrent enfin que cette création de richesse du grand Duc conservateur est une tromperie. Les gens s'appauvrissent.

En plus de marquer profondément la politique coloniale du PLQ de l'honoré du WWIC, l'argent et le mensonge inversent le Québec par une remise en question de son identité et de ses droits afin de faciliter la lapidation des ressources et soutenir des privatisations. J'ajoute que l'État Charest fait de gros efforts pour cacher les petits caractères du pacte qui nous lie au Réseau:

- LA RICHESSE DOIT PASSER PAR LA MORT.

La mort

Selon la tradition judéo-chrétienne, la mort est le fruit récolté par ceux qui fréquentent Satan. Malgré que mon intention ne soit pas de récupérer des croyances et des écrits pour soutenir mes critiques de John Charest, je ne peux éviter d'ajouter que la mort morcelle le Québec. Il y a la mort de la langue française, la mort de l'Histoire, victime de révisionnistes, la mort du droit aux études et la mort du dépassement par près de 50 % d'analphabète, dont une quantité impressionnante sont des gens bilingues. Sans oublier la mort d'une faune et d'une flore riche, par le charcutage du territoire québécois et la dérivation de rivières, la mort des acquis de la Révolution tranquille et enfin, la mort de la Justice et de l'équité.

Le Québec meurt pendant que le séparateur d'O parle d'argent au profit du CFR, du Bilderberg, de la Commission trilatérale, de Power Corporation, du groupe Carlyle, de Blackstone et du WWIC. La mort s'étend pour servir des copains globalistes dont l'intérêt commun consiste à parasiter le bien public pour servir les intérêts de groupes et de gens qui travaillent à l'édification de croyances et de philosophies afin de nous imposer un marché économique global passablement ésotérique pour cette raison: il repose sur une foi incontournable à des dogmes mondialistes auxquels nous devons adhérer, si nous ne voulons pas être exclus.

Violence

Devant cette désolation, nous avons le choix de nous retirer, en attendant la grande faucheuse, ou nous soulever pour la vie. Pour la jeunesse, cette vie se conjugue au présent et au futur. Et plus elle est menacée, plus elle exige des efforts.

Le 25 mars 2012, au moment de terminer l'enregistrement de ma voix pour réaliser la dix-neuvième vidéo, j'ai été agréablement surpris de constater que les étudiants qui manifestaient contre la hausse du coût des études se composaient de jeunes adultes équipés intellectuellement pour débattre de leurs opinions, alors que le gouvernement Charest ressemblait de plus en plus à une classe d'enfants téflon qui ont décidé de se débarrasser de leurs professeurs pour se payer des activités au goût de la confrérie.

Bravo! J'aime les gens qui bougent pour s'assurer que la collectivité puisse vivre un avenir meilleur. J'aime aussi ceux qui profitent de ce mouvement pour parler à mon esprit par l'utilisation d'arguments censés. Le dernier en liste provient de l'acteur et auteur Alexie Martin. Lors de sa présence à Bazzo.TV (Télé-Québec), il précisait que

les peuples menacés sont soutenus par des gouvernements qui offrent un appui important à l'éducation.

Nouvel ordre mondial

Au Québec, ils sont nombreux à savoir qu'avec la lutte des classes qui se profile de plus en plus par des politiques de droite et le désengagement de l'État, la planète devient l'arène du contrôle de secteurs de l'économie par une élite, rencontrée tout au long de notre lecture, qui rêve de retirer l'argent de la circulation et de sécuriser ses gains et investissements. Devant ce cirque, la tendance serait de croire que le néolibéralisme serait le souffle du nouvel ordre mondial, alors qu'il n'est qu'un moyen qui permet à cette élite de se payer un bon spectacle tout en récupérant les nombreux mouvements de manifestations pour nous montrer la route d'un ordre mondial humaniste. Qu'une fois au contrôle de l'économie mondiale, comme l'espère le CFR, des initiés décideront d'exploiter le dégoût populaire pour parler d'un système sans spéculation qui viserait à mettre un terme à l'inflation! Qu'une fois le couronnement du meilleur lutteur terminé – la multinationale qui a avalé ses compétiteurs – nous serons prêts pour la naissance d'un nouvel ordre mondial qui émergerait d'attentes populaires. Un nouvel ordre mondial socialiste qui serait plus près d'un système idéal pour la grande majorité.

Ce nouvel ordre mondial associera-t-il la petite minorité des gens qui refuserait son autorité à des individus indésirables à exclure du cadre social pour protéger la totalité? C'est possible. On peut même croire que les prochaines années seront propices à de nombreux drames qui diminueront le nombre de personnes qui vivent sur Terre. Mais si je saisis bien la personnalité des oligarques, j'ose croire qu'ils désirent rallier le maximum de gens à ce nouvel ordre économique mondial. Comment? Le meilleur moyen se résume à une séduction. Je pense ici à des phénomènes que nous pourrions qualifier de paranormaux, de surnaturels ou encore, à l'exploitation de croyances pour nous manipuler, dont celle de l'existence de visiteurs de l'espace. Bref, des événements exceptionnels pour que nous puissions accepter l'inacceptable.

En lisant un commentaire sur les olympiques de 2012, j'ai répondu sur Youtube qu'un membre de ma famille m'a cité, à plusieurs reprises, un vieux livre du début du XX^e siècle qui campait un personnage qui lévissait lors d'un événement olympique. Si ma mémoire est bonne, l'auteur l'associait à l'Antichrist, celui qui est porté à la tête des nations par la puissance de Satan, selon la Bible des chrétiens. Peu importe nos croyances et ce que notre imagination accepte ou refuse, nous devons comprendre que nous ne décidons pas de la réaction des médias devant ce genre de phénomène. Ces groupes souvent au service du Réseau, au point de les accuser de créer des meutes de psychocivilisés, seraient-ils les promoteurs ou les détracteurs d'un tel phénomène? Le soutien ou les opposants de ce type.

Tout va bien. Tout est normal. Avec John et ses députés, nous grimpons les échelons d'initiations qui mènent à un ordre mondial. J'ajoute qu'un jour ou l'autre, nous devons nous doter d'un homme de pouvoir exceptionnel, en considérant l'accumulation de problèmes qui ne trouvent pas de solutions. La surprise n'est pas de découvrir cette voie qui promet un mieux-être pour les citoyens, mais de constater que cette totalité, que nous associons à un village global qui serait uni autour de projets humanistes, puisse glisser vers le totalitarisme pour ceux qui la refusent.

Notre monde est comme un gala du WWIC. Ceux qui ne sont jamais invités finissent un jour ou l'autre par accepter l'idée que la meilleure façon d'éviter leurs multiplications est la destruction de l'humanité. Personnellement, je trouve cette idée plus sensée que de manifester, d'écrire et de pondre des vidéos. Et après tout, notre monde et notre vie deviennent tellement insensés, qu'à force de répéter aux gens que le train qui passe amène ses passagers vers la mort, nous participons involontairement à la vente de laissez-passer pour le voyage sur la voie ferrée. Devant le spectacle, l'idée d'un Christ qui décide de sauver quelques élus avant d'exterminer les autres devient un baume sur les plaies. Une lassitude de voir quotidiennement les autorités léguer le pire aux citoyens et prendre le meilleur pour eux et le Réseau, alors que la Justice, la vraie, devrait tous nous obliger à récolter ce que nous avons semé, que ce soit pour le meilleur ou pour le pire.

20 Conclusion

Est-ce normal d'interroger l'intégrité de John Charest et d'avoir l'impression que le PLQ est devenu une usine à fabriquer le consentement d'une transformation du Québec en république de banane agenouillée devant le Réseau de la CIA? C'est non seulement normal, mais ces réactions devraient nous inviter à observer l'actualité avec lucidité, afin d'anticiper l'avenir qu'on nous réserve.

Avec la grève étudiante, l'honoré du WWIC a montré les signes inquiétants d'un **refus du citoyen et du droit de parole**, au point de me laisser l'impression que la violence était souhaitée pour que John Charest puisse cette fois fabriquer le consentement d'un État autoritaire. À quel prix? Lorsqu'un gouvernement franchit la frontière de la répression, il risque généralement d'aller plus loin, particulièrement s'il est lié à un Réseau qui a de l'expérience dans le contrôle de l'opinion des populations et dans la fabrication de crises afin de protéger ses gains et acquis. Pour conséquence, ce que je n'osais imaginer en mars 2012, devient plus que possible en juillet 2012, si nous acceptons, comme l'a répété le PLQ, que les gens qui portent le carré rouge, ou d'autres opposants au régime en place, seraient des personnes violentes, voire des terroristes. Voici:

- Charest élu à la tête d'un gouvernement minoritaire et dans la même soirée, Montréal est à feu et à sang.

Je suis désolé de mon pessimisme. Le monde et les temps changent rapidement. Et lorsque nous regardons les choses aller, la pelouse croît. Il arrive même parfois que l'herbe devienne haute au point que la tondeuse ne peut plus faire son travail. Devant ce constat, la tendance est d'utiliser la grande faucheuse de la mort. Et lorsque cela arrive, il est généralement trop tard pour se demander si le sang des victimes est sur les mains de groupes marginaux issus de la population ou de d'autres se confondant avec le Réseau de la CIA.

Davos

Ces mots pour en arriver à ajouter que mon travail aurait pu être plus enrichissant, si j'avais vu ces deux documentaires avant de terminer l'enregistrement des bandes audios, le 25 mars 2012. Je cite: *L'Encerclement* de Richard Brouillette, une œuvre datant de l'an 2008, disponible en DVD dans les bons magasins. *La Stratégie du choc* de Naomi Klein, tiré d'un essai du même nom publié en 2007.

Je laisse l'analyse de ces documentaires aux spécialistes. Pour moi, elles sont une occasion pour revenir au Sommet économique mondial de Davos en Suisse, présenté au onzième chapitre. Une rencontre qui serait née d'une volonté de la CIA, par le soutien du CIPE. Cette assemblée annuelle fut mise en chantier, en 1971, par Klaus M. Schwab, un participant aux réunions du Bilderberg qui s'inspirait du libéralisme de Friedrich Hayek, celui qui a fondé la Société du Mont-Pèlerin en avril 1947. Parmi ce groupe, se retrouvait Milton Friedman, le père des «Chicago boys», un groupe d'économistes formés à Chicago qui prône le libéralisme et l'inspiration des politiques d'Augusto Pinochet, de Margaret Thatcher, de Ronald Reagan et de Brian Mulroney.

Les deux honorés du WWIC, John Charest et Stephen Harper, fréquentent aussi le Sommet économique mondial de Davos. Je doute par contre que John ait assimilé ce qui s'est dit lors du sommet de janvier 2012. Je m'explique. Quelques semaines avant que John laisse l'impression de mépriser la jeunesse et d'être indisposé par l'esprit et la lettre des meneurs du mouvement étudiant, au point de leur imposer sa loi matraque dans le pur esprit de Thatcher et Pinochet, des participants fermaient le Sommet de Davos en affirmant que «l'espoir est dans la jeunesse».

Le Réseau

Charest a le droit d'aller à contre courant. C'est normal. Dans un monde en compétition, l'opportunisme est devenu monnaie courante pour gagner des votes. Ce que je ne peux accepter est sa tendance à concocter des alliances avec des entreprises qui minimisent les responsabilités de l'État tout en augmentant le fardeau des citoyens, comme si le confort des amis du Réseau de la CIA devait reposer sur notre capacité à en faire plus pour en avoir moins.

Pourrions-nous renverser les rôles en demandant plus au Réseau pour que nous puissions en donner moins pour le soutenir? Ne rêvons pas. Le Québec de l'honoré est un calque du Réseau. La Belle province exploite des dogmes du libéralisme pour nous servir cette société mondiale à deux vitesses décrite par Daniel Estulin. Un monde où tout fait obstacle à notre sens critique, aux débats et aux analyses sérieuses. Un monde qui sanctifie John Charest du blanc immaculé d'une teinture à cheveux pour nous faire oublier que le nez du Pinocchio du clan Desmarais s'allonge de ses mensonges au point de devenir une matraque.

Comment freiner cette dégringolade de notre société? Le principal obstacle aux politiques de Charest est **l'amour de soi**. Cela implique de la fierté et un désir profond de préserver son identité, sa langue et ses racines. À un niveau plus biologique et cognitif, nous devons reconnaître que l'esprit et le corps forment une seule entité, afin que nous puissions tisser des liens de causes et effets entre eux, notre noyau communautaire et familial, les médias qui nous alimentent, notre environnement, notre travail, notre genre de vie, notre alimentation et nos relations. Sans cela, nous devenons le parfait candidat prêt à croire que le libéralisme se résume exclusivement à une idéologie économique, alors que c'est avant tout un détournement de l'être humain qui se fait au nom de dogmes mondialistes et sociaux qui exigent un droit d'entreposer des molécules chimiques, des matières synthétiques et électroniques dans notre chair, de changer notre cerveau en un tiroir servant de réceptacles à des propagandes ou encore, à une éponge s'imbibant de fluides électromagnétiques.

Liberté

Sans cet amour de soi, nous devenons une marchandise, un objet à posséder et à jeter après usage. Cela contribue assurément à l'acceptation d'un nouveau vocabulaire. Ainsi, le mot «liberté» exprime, pour un nombre croissant de citoyens, un droit de choisir sa pilule, son cola, son serveur pour naviguer sur la Toile, pouvoir placer sa croix pour voter pour un honoré du WWIC. Le droit de tout faire, en oubliant le sens des mots «maquillage», «vérité», «corruption», «monarchie» et «secte». Une route pavée de restrictions intellectuelles qui repose sur un gravier de contraintes, pendant que John Charest, premier ministre du Québec, semble ignorer que la liberté

exige une quête de vérité et de dépassement pour le mieux-être de l'autre et de soi. Que s'il connaissait le sens de ce mot, il aurait fait rapidement la lumière sur les pertes de la Caisse de dépôt, sur son ésotérique Plan Nord, la privatisation d'Hydro-Québec, l'exportation de l'eau potable, la création d'un site d'enfouissement de déchets radioactifs dans la région de la Romaine, l'utilisation des économies des Québécois pour financer le pétrole bitumineux et la corruption qui touche son parti. Il préfère traiter de ses dogmes économiques et de richesse, comme s'il voulait camoufler l'odeur de la mort du Québec par celle de l'argent. Tout pour éviter de nous dire qu'il est l'esclave du Réseau de la CIA et que son statut à faire honte lui permet de recevoir des honneurs d'une ONG chapeauté par le CFR comme l'est le WWIC, la médaille offerte par un petit président et la chance de polluer, de son nom, une forêt urbaine australienne.

21

Je ne crois pas que la prochaine campagne électorale va traiter du statut d'esclave de John Charest ou que quelqu'un va oser comparer l'honoré à une poule qui couve l'œuf d'un poussin tel Friedman. Pourtant, les changements que nous vivons au Québec cadrent avec des transformations qui servent les intérêts de la CIA et du vaste Réseau où elle opère à côté du WWIC. Je reviens rapidement sur ces 14 changements:

1. Créer un nouveau modèle agraire.
2. Exporter l'eau du Québec.
3. Exploiter des gisements d'uranium.
4. Privatiser Hydro-Québec.
5. Financer le pétrole bitumineux avec nos économies.
6. Troquer la langue française avec l'anglais.
7. Accepter que les institutions du savoir créent des serfs.
8. Se départir du système public de santé.
9. Harmoniser notre taux d'imposition avec celui des États-Unis.
10. Confronter le mouvement syndical et détourner ses avoirs.
11. Accepter que la sécurité du Réseau prédomine sur les droits et libertés.
12. Offrir son esprit à des manipulateurs de conscience.
13. Détourner les enquêtes et la justice.
14. Signer des accords économiques pour servir des spéculateurs.

Je ne reviendrais pas sur les nombreuses accointances entre Charest, des amis du WWIC, des membres du Bilderberg, du CFR, de la Commission trilatérale et de la CIA, pour mettre en chantier ces changements. Je crois par contre important d'actualiser le dossier. Depuis le 25 mars 2012, nous observons des changements notables. En mai, Daniel Gagnier, ami de Sabia, a repris le poste de directeur du cabinet de John Charest. Et comme il risque de trouver difficile de transformer John Charest en homme intègre, il a choisi la voie de sa sanctification par le blanchiment de son visage et de ses cheveux, au risque que le nouveau Charest personnifie ce titre d'un livre de l'auteur Pierre Vallière paru en 1968: *Le nègre blanc d'Amérique*.

Le bradage des ressources du Plan Nord lui donne cette image. Et bien sur, le nègre blanc est loin de briller. Alors qu'il étale sa protection de l'environnement sur la scène internationale, la vérité s'étiole. Stornoway, l'entreprise qui exploite des gisements de diamant et qui les exporte à l'extérieur du Québec pour les transformer, utilisera du diesel comme source d'énergie. La raison! Elle ne peut payer les 180 M\$ exigés pour

la construction de la ligne électrique. Devant ce refus, le ministre des Ressources naturelles, Clément Gignac, tente de blanchir la réputation du PLQ en prononçant, dans *Le Devoir*, ces mots qui révèlent un état d'esprit inquiétant:

- *C'est la démonstration que du fait qu'il peut y avoir des lobbyistes qui s'inscrivent, ce ne sont pas les lobbyistes qui décident»³².*

Le Devoir précise que le ministre Gignac a offert à Stornoway un tarif d'électricité à 5 cennes le kWh alors que son coût de production s'élève à 9 cennes le kWh, donc 4 cennes le kWh que les abonnés d'Hydro devront payer pour faciliter le pillage de nos diamants. Le même ministre a défendu la facture de 287 M\$ pour le prolongement de la route 67 qui mène à la mine de Stornoway, cela, je le reformule, pour aider au pillage de nos ressources. Bien sûr, des groupes et individus critiquent ce bradage. Un exemple est l'Institut de Recherche et d'information socio-économique (IRIS) qui a prédit des pertes de 8,45 G\$ pour le Plan Nord. Qu'a répondu l'honoré du WWIC. Il a remis en question l'objectivité de l'étude et a profité de l'occasion pour encenser celle de SECOR qui annonce 147 G\$ de retombés. Pour le lecteur qui ne connaît pas SECOR, il s'agit d'une entreprise-conseil où se retrouvait Raymond Bachand, le ministre des Finances de l'honoré du WWIC et actuellement **Phillipe Couillard**, son ex-ministre de la Santé qui a ouvert les portes de la privatisation. Enfin, pour les liens entre John Charest et Paul Desmarais de Power Corporation, un des importants donateurs du WWIC, ils ont été immortalisés dans une vidéo envoyée aux médias par les énigmatiques Anonymus nous montrant Charest lors d'une fête au château de Paul Demarais.

Continuons avec la Caisse de dépôt. Le 12 juin 2012, Michael Sabia a annoncé que les investissements de la Caisse dans la SSQ, Société d'assurance-vie, passaient de 30 M\$ à 50 M\$, pour un total de 65 M\$. Fait à noter, la SSQ est le propriétaire d'AXA Assurance vie depuis 2011, une boîte où nous retrouvons l'ami illuminé de Sabia qui a eu des révélations en observant sa photo. Je nomme Robert Tessier. Je ne peux traiter d'AXA en omettant de préciser que Claude Bébéar, l'ancien patron d'AXA Assurance, était un membre de l'Opus Dei, une société secrète catholique et avait aussi pour camarade Yvon Lamontagne, un membre du CA d'Hydro-Québec. Enfin, Bébéar fut lié à une affaire de blanchiment et de fraude fiscale, en juin 2001. J'ajoute des informations plus sordides. Christian Cotten, l'auteur de *Mafia et Démocratie*, a lié AXA Luxembourg à des fraudes de Joseph Di Mambro. Joseph Di Mambro!!! Je ne parle pas de l'acteur qui a campé un rôle dans *Le Festin nu* de David Chronenberg, mais du grand maître de l'Ordre de Temple solaire (OTS), une société secrète templière qui s'est fait connaître en 1994 par des meurtres et suicides qui ont éclaboussé Hydro-Québec, deux ans avant la nomination de Theierry Vandal. Un total de 74 victimes, dont une partie aurait été assurée avec AXA Luxembourg par Di Mambro. Enfin, je ne sais pas si Di Mambro aurait pu être membre du Résau, du PLQ ou même un de ses ministres. Il fut accusé de transactions financières douteuses et d'être un criminel.

Continuons avec Sabia. Au cinquième chapitre, j'ai traité de ma crainte que Sabia nuise à Quebecor Media pour le mieux-être de Roger ou de Bell. Aujourd'hui, l'ancien employeur de Michael Sabia, Bell Canada, risque de devenir un féroce compétiteur de Québecor en fusionnant avec Astral Média, au point d'anticiper une perte de contrôle

³² SHIELDS, Alexandre, Stornoway dit non à Hydro», *Le Devoir*, le 5 juillet 2012, page A1.

de l'industrie québécoise des télécommunications par des Québécois. Bell négocierait même l'achat du canal V.

22

Passons cette fois aux changements qui se déroulent depuis mars 2012. Rogers, heureux récipiendaire du contrat des compteurs intelligents d'Hydro-Québec de Thierry Vandal, vient de s'associer avec la CIBC de Gerald McCaughtley pour permettre de transiger avec des téléphones intelligents, une alliance qui nous transporte vers le remplacement de l'argent liquide par des données numériques, au grand plaisir de mondialistes du Réseau qui rêvent d'une nouvelle Babel sans argent. Est-ce le cas de Pierre-Olivier Sarkozy? Je réponds à cette question en m'inspirant des propos tenus sur les ondes de *Zone de Résistance* de Benoît Perron (CISM FM, Montréal) que j'ai intégré à la vingt-deuxième vidéo. Richard Le Hire, un ancien ministre péquiste qui utilise sa plume pour Vigile.net, a affirmé que Pierre Olivier Sarkozy, type lié à la CIA et oeuvrant pour le Groupe Carlyle, a les pieds dans la «CIBC» de McCaughley.

Passons cette fois à Droit et démocratie. Cette ONG dont le président Gérard Latulipe fut lié au NDI de la CIA, a fermé ses portes le 4 avril 2012 pour répondre à la volonté de cet autre honoré du WWIC, Stephen Harper. Pour ce qui est de l'exploitation de pétrole bitumineux, si prisé par la Caisse de Sabia-Desmarais, les efforts pour lier cette exploitation à la protection de l'environnement rencontrent des obstacles. Le plus surprenant vient de James Hansen de la Nasa qui a demandé à Obama de freiner Keystone XL.

Passons vers l'AECG. Selon l'analyse d'un texte d'octobre 2011 signée par Alexandre Maltais de l'IREC, le Québec aurait ouvert *les marchés publics subfédéraux* alors que *la seule question qui demeure incertaine est l'exclusion des contrats publics des sociétés d'État comme Hydro-Québec*³³. Et pendant que le silence d'élus grassement payé par nos impôts, dont Charest et son équipe du tonnerre, se perpétue et que les psychocivilisés utilisent les médias pour critiquer les syndicats et les syndiqués, on apprend que l'étude, du même texte du Syndicat de la fonction publique canadienne faite par Steven Shrybman, que l'accord affecte la capacité des provinces et municipalités «*d'exercer leurs pouvoirs en matière de santé, d'éducation, de gestion de l'eau ou encore de protection de l'environnement*»³⁴. Bonne nouvelle! Cette étude a été envoyée aux provinces. John Charest prendra-t-il conscience de son incapacité à gérer le Québec dans l'intérêt des Québécois par le soutien d'un syndicat? Pierre-Marc Johnson répond à cette question. «Le Québec est les autres provinces savent exactement ce qu'elles font». Vraiment!

Je termine avec la grève étudiante qui a débuté le 13 février 2012 sous le regard désintéressé de l'honoré. Dès le début, un petit carré rouge en tissus, signifiant le gel des frais de l'éducation, est apparu sur les vêtements et objets d'étudiants, de partisans, d'enseignants, de journalistes, de juristes, de politiciens et de travailleurs. L'honoré du WWIC les a ignorés. Une réaction qui le faisait plus ressembler à un chef d'entreprise frustré qu'à un premier ministre. La grève a assurément été un boulet sur la cheville de l'honoré en même temps que l'outil pour mieux analyser la personnalité du gouvernement Charest. En plus d'être subjugué par le libéralisme, l'honoré semble

³³ DESROSIERS, Éric, *Contracts publics: le Canada aurait cédé aux pressions des Européens*, le 25 janvier 2012, page B1.

³⁴ DESROSIERS, Éric, «Un pari risqué pour les provinces», *Le Devoir*, le 10 juillet 2012, page A1.

porter une haine viscérale de ceux qui confrontent sa gestion du Québec et de l'éducation. En fait, Charest, comme tous les opportunistes, a été beaucoup plus efficace pour récupérer, à son avantage, les actions étudiantes, dont les plus contestables furent un pont bloqué et la présence de bombes fumigènes dans le métro de Montréal. Mais encore, il devrait certainement se réjouir de l'envoi par courrier à des amis du Réseau de la CIA et du WWIC; de la poudre blanche inoffensive liée à la maladie du charbon (anthrax). Qui? Heather Munroe-Blum de l'université Mc Gill et la CIBC.

Ces événements ont-ils profité à la fabrication du consentement de la loi 78? Faire taire pour mieux faire croire. Pendant que les psychocivilisés liaient cette loi à un ordre pour combattre le chaos, et non le contraire, et que John Charest se présentait comme le remède à une crise qu'il a provoquée, le 30 mai 2012 l'ONU rabrouait le Québec sur les droits des étudiants de manifester et les arrestations massives: près de 2000 en juillet 2012. La réponse de Charest et de son cousin Harper à l'ONU: **Occupez-vous de vos affaires. Le Québec est une démocratie.**

Voici une petite précision pour ces deux camarades du WWIC:

- Une démocratie ne permet pas d'être dirigé par un gouvernement élu par environ 30 % de la population. Dans une démocratie, on facilite aussi le vote d'étudiant dans leurs lieux d'études, lorsque ces derniers sont inscrits dans des régions éloignées. Au contraire, le 7 juin 2012, le PLQ de l'honoré s'est opposé à l'implantation de bureau de scrutin dans les CEGEPS et les universités, car craignant le vote des jeunes³⁵. Dans une démocratie, on utilise la justice pour la justice. Ainsi, en évoquant la possibilité que le porte-parole de la CLASSE — Gabriel Nadeau-Dubois — soit arrêté par la police pour incitation à la violence, le ministre de la Justice Robert Dutil tenait des propos qui traduisaient une volonté d'utiliser la justice à des fins politiques. Et encore, pouvons-nous, dans une démocratie, interdire à des élus ou à des journalistes, d'être présents lors de manifestations illégales sans attaquer le droit à l'information, comme le fait la loi 78? Enfin, la démocratie ne devrait pas permettre à des politiciens d'exploiter des crises. Pourtant, en laissant pourrir la crise étudiante, Charest a volontairement créé une crise sociale. Est-ce une surprise? Les Chicago Boys sont des habitués de ces stratégies pour contrôler la population. Mais encore, Charest a laissé l'impression qu'il l'a fait pour opérer une purification nationale qui s'est annoncée par des attaques de députés du PQ, d'artistes, d'intellectuels et d'enseignants, comme cela se fait sous des dictatures et des régimes totalitaires. Le seul député de gauche, Amir Kadhif de Québec Solidaire, a été menotté et arrêté lors d'une manifestation le 5 juin 2012. Avait-il le droit, en tant qu'élu, d'observer les faits et gestes des étudiants et des policiers? Dans une démocratie, les droits internationaux protègent le travail des journalistes et des élus et toutes volontés de nuire à la libre circulation de ces gens est un acte condamnable, car lié à une attaque des droits à l'information qui sont au centre des démocraties. Mais encore, avait-il le droit de se poser des questions sur les réactions des autorités policières, des journalistes et du gouvernement sur la saisie de l'affiche du groupe de musiciens humoristes Mise en demeure, un pastiche de *La Liberté guidant le peuple* de Eugène Delacroix présentait Kadhif debout et armé, Charest couché? Le mimétisme de Delacroix fut la source d'articles sensationnalistes de Quebecor qualifiés de mensonges par Kadhif et de propos inquiétant du ministre de la Santé

³⁵ GERVAIS, Lisa-Marie, Le PLQ craint les étudiants, le Devoir, le 7 juin 2012, page A1.

Yves Bolduc. Cet homme qui doit voir à l'amélioration des services de santé publics en constante décrépitude, dont la santé mentale, voyait des *messages subliminaux qu'on passe dans des peintures* et ajoutait que *pour certaines personnes qui (...) sont vulnérables, ça pourrait représenter un risque*³⁶.

Dans une démocratie, une affiche peut-elle être plus dangereuse pour le Québec qu'un premier ministre qui se transforme en nègre blanc d'Amérique pour mieux lapider les biens du peuple?

23

Ce même gouvernement a attaqué publiquement un artiste. Son nom est Fred Pellerin. Pour les gens qui ne le connaissent pas, Pellerin ressemble à un mélange de Coluche et de Brassens qui s'est imposé comme un conteur talentueux au service de son village Saint-Élie-de-Caxton avant de frayer avec le cinéma et la musique. Comme beaucoup d'idéalistes québécois, Fred Pellerin porte le carré rouge. Pour une question de solidarité avec les étudiants, il a refusé de se présenter à l'Assemblée nationale pour recevoir le titre de Chevalier de l'ordre national du Québec. La ministre Christine St-Pierre a réagi en associant le carré rouge à la *violence et à l'intimidation*. Une pétition de près de 4000 signatures a suivi en réaction aux propos stupides de la ministre. Elle s'est rétractée publiquement, sans pour autant s'excuser. Pour réaction, Julie Faubert, une artiste investigatrice de la pétition a affirmé son *«impression que chaque ministre et chaque personne liée au Parti libéral doivent absolument entrer dans la tête du monde que le carré rouge égale la violence»*³⁷.

Le prix? Des gens qui portent le carré rouge sont ciblés par les forces de l'ordre. Un agent de la paix qui portait le symbole sur ses vêtements civils a été congédié. Un supermarché IGA de Rosemont interdit le carré rouge. Et quoi encore? Le 2 juillet, dans le cadre du Sommet de la francophonie, Thomas Prédour, un délégué belge, fut menacé d'arrestation par un garde du corps de John Charest, s'il s'approchait de lui, à cause de son carré rouge. Démocratie!!! Prédour a vu en ce geste une *«manoeuvre terrible d'intimidation»*³⁸.

Je ne tenterais pas de vous convaincre que Charest fraye avec le totalitarisme. Il le fait. Mais encore, il le fait en contrôlant le discours à son avantage et en laissant l'impression qu'il aimerait épurer l'éducation des intellectuels qui nuisent à sa carrière et à la dépossession du Québec en liant des enseignants à des terroristes. Francis Dupuis-Déri, professeur en science politique, auteur et chroniqueur au journal *Le Couac*, fut associé, en mai 2012, au mentor de Force étudiante critique, un mouvement radical lié à la CLASSE, le quasi-responsable de la grève étudiante. Dupuis-Déri s'est défendu dans une lettre ouverte publiée dans *Le Devoir* du 12 mai 2012. Se croyait-il victime d'une campagne de salissage servant à le faire taire et à fabriquer le consentement de son emprisonnement? Nous pouvons le croire en regardant ses œuvres. Dupuis-Déri fut l'auteur d'un texte sur le *Black Bloc*, un groupe d'agitateurs qui opèrent lors de manifestations. Mais encore, Dupuis-Déri a mis la main sur des documents internes de la SQ pour tenter de comprendre les activités de

³⁶ ROBITAILLE, Antoine, «Amir Kadhiri envisage de poursuivre Québecor», *Le Devoir*, 13 juin 2012, page A3.

³⁷ DUTRISAC, Robert, *St-Pierre s'excuse auprès des artistes*, *Le Devoir*, page A3, le 14 juin 2012.

³⁸ ROBITAILLE, Antoine, *Rencontre Delanoë-étudiant sur fond de controverse*, *Le Devoir*, le 4 juillet 2012, page A3.

la police provinciale lors du Sommet de Montebello du 20 et 21 août 2007. Pour ceux qui ont oublié, dont les ministres et députés du PLQ, trois agents de la SQ habillés de noir, comme des membres du *Black Bloc*, étaient parmi les manifestants, cailloux dans les mains. Une enquête publique sur la présence de ces agents provocateurs de la SQ fut demandée. Jacques Dupuis et Stockweel Day, les ministres de la Sécurité publique du Québec et du Canada n'ont pas obtempéré à la demande³⁹. Dupuis a même quitté son poste de ministre du PLQ de John depuis.

Ces questions se posent: comment dans une démocratie est-il possible de cacher à la population l'origine de l'ordre de placer des agents provocateurs de la SQ pour lancer des roches et ainsi, fabriquer le consentement d'une répression policière contre les manifestants? Pourquoi, en 2012, aucune personne n'a souligné, à ma connaissance, cette présence d'agents provocateurs du gouvernement Charest en 2007, pour traiter de la présence de personnes habillées de noir qui lançaient des roches parmi les étudiants? Est-ce pour éviter de croire que le mouvement étudiant était infiltré? Si c'était le cas (le contraire me surprendrait), pourquoi Charest a-t-il préféré éviter ce sentier? Pour se faire du capital politique sur le dos des étudiants? Mais encore, pouvons-nous croire que des gens proches du gouvernement de John Charest et du Réseau auraient pu concocter une fabrication du consentement d'un gouvernement réactionnaire?

En fait, l'honoré offre de nombreuses occasions pour manifester notre mécontentement et plus le temps avance, plus les risques de grands remous sociaux sont à prévoir. Et contrairement à cette tendance à associer les manifestations à un chaos, je crois qu'il y a une volonté populaire à utiliser les bavures du Réseau pour fabriquer le consentement d'un ordre plus démocratique. J'ajoute que cela se fait par le soutien moral d'oligarques qui œuvrent pour le mondialisme et une réforme du capitalisme, en restant ouvert aux revendications d'altermondialistes; ces gens qui optent pour une mondialisation plus humaine.

David M. Rubenstein du groupe Carlyle représente bien cette impression d'ouverture. Lors de la fermeture du Forum économique mondial de 2012, il a prédit la mort du capitalisme occidental d'ici 3 à 4 ans, s'il n'est pas réformé. Est-ce que cette réforme pourrait donner naissance à un nouvel ordre mondial? Rubenstein comprend certainement que le citoyen informé et lettré est le pire obstacle à une gouvernance mondiale. Oui, il faudra que cette gouvernance mondiale repose plus sur une écoute attentive de la jeunesse. Et sans cette ouverture, nous multiplierons les propagandes, le nombre d'arrestations massives, les amendes franchement onéreuses pour les citoyens récalcitrant dans le pur esprit de la loi 78 de John Charest et du PLQ pour créer un régime de peur.

24

Nous puisons généralement dans notre mémoire pour alimenter nos craintes. De ce fait, celui qui profite de nos peurs doit aussi pouvoir se donner les moyens pour les alimenter en privilégiant certaines images, gestes et discours. Pour résister à cette désinformation, le citoyen doit s'informer et réfléchir s'il ne veut pas devenir un psychocivilisé à qui on transmet des peurs.

³⁹ MYLES, Brian, Agent de la SQ pris en «flagrant délit», *Le Devoir*, 14 mars 2009.

Peu importe notre société et régime, le pire obstacle au libéralisme ou encore à une gouvernance mondiale qui imposerait son diktat, est le citoyen formé pour être informé. Que veut ce citoyen? Il veut goûter quotidiennement au fruit de la démocratie, sans exiger l'impossible. Il veut être en santé et avoir un travail plaisant qui lui permettrait de répondre à ses besoins: se divertir, s'épanouir, s'informer et se faire euthanasier s'il ne pouvait plus profiter de la vie. Il veut des espaces verts pour mieux se reposer et se ressourcer. Il aimerait se déplacer rapidement, sans embûches interminables et tient à accéder aux fruits du progrès technologique. J'ajoute qu'il aimerait que cette technologie soit au service de sa sécurité. Et si c'était possible, il souhaiterait que les forces de l'ordre puissent sévir rapidement et efficacement contre les individus indésirables. Enfin, il aimerait ne plus utiliser l'argent de papier pour échanger des biens et des services.

Ce monde idéal remue dans l'esprit des transhumanistes, des gens qui rêvent d'une utilisation de la technologie qui serait centrée sur les besoins humains. Ils ne sont pas seuls. Le 8 juillet 2012, j'ai été informé d'un mouvement similaire par une personne qui m'a remis un texte traitant du paradism, une idéologie qui rejoint ce nouvel ordre mondial socialiste que j'ai présenté rapidement à la fin du dix-neuvième chapitre: un régime se comparant au socialisme qui serait exempté de toute forme de prolétariat et qui reposerait sur la robotique pour libérer les gens des travaux pénibles et répétitifs pour qu'ils puissent s'épanouir dans des activités plus nobles, dont la création. Le paradism propose aussi que les politiciens ne soient plus rémunérés et qu'ils puissent occuper leurs fonctions avec passion et dévouement.

Nous sommes loin du libertarisme qui sert l'individualisme, en fermant les yeux sur les conséquences sociales et environnementales. Devons-nous pour autant rêver de ce système? Nous ne pouvons le cacher, le progrès technologique permet de reproduire le paradism à l'échelle de la planète. Il ne manque qu'une réforme économique dans une gouvernance mondiale pour y arriver, mais encore, si cela pouvait se réaliser dans un monde composé de seulement trois milliards d'âmes, tout irait pour le mieux.

En attendant ce monde meilleur, nous vivons sous l'égide d'un Réseau qui regroupe des opportunistes qui profitent du désengagement de l'État pour accroître leurs gains. Cela profite assurément à un chaos mondial qui attaque notre qualité de vie, nos programmes sociaux et l'environnement. Des gens qui spéculent sur tout ce qu'ils peuvent et qui se positionnent pour le contrôle mondial désiré par le CFR, avec l'intention d'imposer un nouvel ordre économique mondial souhaité, en autre, par David Rubenstein du groupe Carlyle. Rubenstein reconnaît-il que le libéralisme et ses excès nous poussent vers la création d'un ordre mondial socialiste?

La logique d'un ordre mondial, dans le sens d'un ordre se voulant parfait, veut que la spéculation ne soit plus au menu pour éviter l'inflation. Qu'il ne doit plus y avoir de compétition entre les entreprises! En exemple, si un conglomérat contrôle le marché mondial de l'eau embouteillée, qu'elle puisse le faire pour toujours et puiser sa ressource sans restriction. Socialisme! C'est inévitable, car les excès du libéralisme provoquent non seulement un besoin de construire le mondialisme sur des élans plus humanistes, voire de gauche, mais tous les liens de causes et effets qui se construisent pour enclaver ces deux idéologies, les opposés entre elles, ont détourné notre regard de l'humain en tant qu'être libre qui doit, pour évoluer, contester un jour ou l'autre l'ordre établi et mettre un terme à sa servitude. Ainsi, il est bien de se

relever les manches pour l'autre ou pour la stabilité d'un régime, mais si cela se fait par l'abandon de soi, il y a un risque que des citoyens deviennent le calque d'une pensée unique. Qu'il soit diminué dans ses actions, ses réflexions et ses propos, au nom d'une ligne de parti ou d'un système politique.

Je le redis. Le citoyen informé est l'obstacle d'une gouvernance mondiale. La raison? Il devient un jour ou l'autre l'adversaire de tout, car, contrairement aux psychocivilisés, sa capacité d'évoluer et de créer ne peut cohabiter avec des systèmes stagnants, même ceux que nous pourrions qualifier de parfaits, voire paradisiaques. Par cette tendance, je pose cette question: comment convaincre ces gens d'adhérer à un système? En laissant des vides qui permettent d'utiliser les gens les plus propices à proposer des changements. Lesquels? Les vides sont nombreux. En fait, j'ose dire que nous vivons dans une société sérieusement inachevée dont la principale réussite consiste à enrober le vide, comme si notre monde pouvait se comparer à un beigne de Ti-Moton. Le vide que je trouve le plus inquiétant est le religieux. Alors que la gauche se présente généralement comme un porte-parole de la laïcité, parfois même de l'athéisme, la droite connaît l'art de l'exploitation des dogmes religieux souvent pour les pervertir, ou disons, pour servir des idéologies économiques et politiques se résumant à créer de la richesse. Alors que le premier se ferme, par réflexe, à l'idée de Dieu, l'autre, déjà ouvert, impose ses interprétations et révélations pour forger une société docile qui évite les débats de fonds. Pour découvrir quoi? Nous sommes formés pour ne pas vouloir nous informer. Des citoyens mal équipés pour résister à une séduction que nous pourrions qualifier de surnaturelle.

Nous pouvons refuser le principe de séduction, croire que rien ne pourrait transformer radicalement notre perception du monde, du religieux et du mondialisme. Nous pouvons, à la condition d'avoir la capacité de nous observer objectivement. Sommes-nous forts ou faibles, bons ou méchants? Avant de répondre, imaginez-vous dans une société privée de biens essentiels. Restons-nous une bonne personne qui aime partager ou sommes-nous prêts à tout pour un morceau de pain? Acceptons-nous de devenir un délateur pour quelques écus? Dans un monde différent, nous devons nous adapter à de nouvelles exigences. Devant l'inexplicable, restons-nous froids et fermés ou risquons-nous de faire preuve de curiosité, au risque de remettre en question nos croyances, ou encore, d'en accepter d'autres? Mais encore, comment aborder notre capacité à changer si l'inexplicable pouvait transformer le système politique en place? Le vide religieux inquiète! Il peut se remplir de n'importe quoi; de ce qui nous permet d'accepter que la politique et la religion puissent former les bases d'une théocratie mondiale si cette dernière répondait aux ambitions des transhumanistes ou du paradism, afin que nous puissions préserver notre confort, ou revenir à ce dernier, si nous l'avons perdu.

Je ne vous demande pas d'adhérer à mes propos. Je peux par contre tenter de les exprimer par le sensible en vous posant cette question: êtes-vous heureux? Notre tendance à chercher le bonheur est en soi un acte mystique qui se résume par la quête d'un état de bien-être. Si cela se produit par un café matinal et un journal sur une table, nous risquons de répéter ce geste, d'en faire un rituel. Si c'est au lit avec une personne chère, nous risquons de répéter ce geste. Mais le bonheur c'est comme le reste. Il a une fin. L'être cher se flétrit et disparaît. Le café passe sur la liste des interdictions d'un médecin et le journal quotidien devient redondant au point de nous irriter. Cela nous oblige à chercher d'autres rituels pouvant répondre à nos nouveaux besoins.

Lorsqu'on abandonne ses racines au détriment de son identité, comme cela se vit au Québec par le soutien du gouvernement de John Charest, la tendance est de laisser les autres décider de nos rituels. Tout va bien. Le progrès permet de reproduire des petits bonheurs par l'absorption de molécules chimiques et naturelles, voir bientôt par des flux magnétiques qui pourraient reproduire des extases mystiques. Je ne tiens pas à m'étendre sur le sujet. Je veux seulement présenter l'être psychocivilisé du MK-OFTEN sous la lumière du sensible. Il est psychocivilisé car il a renoncé à ses rituels pour adopter ceux de professionnel, de l'autre, si vous préférez. Ce qui revient à dire que le psychocivilisé a renoncé à soi en assumant une autre personnalité qui cadre avec la civilisation en place. Il ne revendique rien. Il préfère répéter des messages réfléchis par l'autre, préserver son petit confort en occupant le territoire qu'on lui donne: tribunes, lignes ouvertes, blogues, etc.

Cette tendance croissante de laisser l'autre nous imposer des rituels, qu'il soit une personne morale comme une entreprise, un spécialiste, une vedette, un journaliste de l'infodivertissement ou un politicien, nous plonge dans des changements sociaux et politiques qui cadrent avec le nouvel ordre mondial du Réseau. Et je le redis, cela peut paver la route d'un culte, si un petit bonheur nous envahissait et reproduisait l'extase que nous procurent la petite pilule qui rend heureux ou la grosse voiture qui rend puissant. Ainsi, nos petits rituels pourraient-ils se comparer à une religion s'ils étaient liés à une créature vivante qui aurait la capacité de parler et d'écouter? Je réponds à cette question par d'autres questions:

- Comment réagirions-nous si un sentiment d'extase, des visions ou des voix intérieures se manifestaient à chaque fois qu'un type apparaissait à la télévision ou sur l'écran de notre «zombificateur»?
- Comment réagirions-nous si des phénomènes étranges et une joie inexplicable se manifestaient par sa présence?

Je le crois et le défends: le bonheur diminue notre résistance à un nouvel ordre mondial, peu importe son objectif et sa raison d'être. J'ajoute que ce même bonheur peut devenir une arme redoutable, s'il était possible d'associer des résistants ou manifestants à une diminution de notre extase. Mais encore, comment réagirions-nous si l'autorité en place associait ces résistants à des terroristes? Étalerions-nous publiquement des ressentiments que nous avons eus en présence de ces gens, en ajoutant que nous souhaitons leurs arrestations, leurs isolations ou pire, leurs exécutions, si ces dernières étaient propres. Et encore, si nous étions un bon psychocivilisé, afficherions-nous notre dévotion pour celui qui nous libère du mal, au point que s'il se révélait à ses disciples vêtus de blanc, avec des cheveux blancs et un visage poudré de blanc, quelques-uns auraient le goût de se prosterner?

Je vous mentirais si je vous disais que j'évite de faire un parallèle entre un culte et le Réseau de la CIA lié à John Charest. La crise étudiante, la répression, la volonté de Robert Dutil de faire arrêter Gabriel Nadeau-Dubois par la police pour incitation à la violence... Il ne manquait que l'extase devant l'image sainte, pour lier Charest à un être transformé et transcendant et les manifestants à des êtres pervers. Peu importe! La montée des intentions de votes pour l'honoré du WWIC qui a suivi est très inquiétante pour l'avenir du Québec et des Québécois, car elle indique qu'un pourcentage imposant de psychocivilisés peuple la Belle province.

Charest possède l'équipe de rêve qui connaît l'art de manipuler le psychocivilisé pour en faire un docile soldat du libéralisme colonial. Heureusement, cette équipe dévoile aussi son vrai visage à mesure que le temps avance et qu'elle est confrontée à des contestations de son régime.

Lequel? Le PLQ est pour moi une secte malveillante qui répète que hors de son programme et de ses politiques, il n'y a point de salut. Une secte qui exige que le Québec soit fidèle à ses dogmes, s'il ne veut pas être démonisé ou lié à une percussionniste de casserole se mouvant trop lentement pour comprendre la sagesse du prêtre. J'ajoute que cette secte abdique au mondialisme en mémoire de mouvements ésotériques. J'aurais pu tracer de longues fresques historiques pour soutenir cette thèse. J'ai préféré traiter des Templiers pour aller vers l'Ordre de Malte où nous retrouvons des membres de la Mafia et au moins trois agents de la CIA. Un lié au nazisme de Hitler et les deux au CFR, tous unis pour faire fructifier les gains du Réseau en étant persuadé que hors de leur confrérie, il n'y avait pas de salut.

Ce même PLQ de John Charest a atteint, avec la grève étudiante, le point qui transforme une secte en ordre totalitaire, par cette tendance à utiliser son dogmatisme pour avancer, tout comme son cousin Harper, sur la route d'un radicalisme nationaliste britanno canadien. Pour conséquence, les fadaises de créations de richesse sont devenues des occasions pour dénigrer les amants de la nature qui associent l'argent de Charest à la mort.

Revenons aux rituels. Je l'ai dit, lorsqu'ils ne sont pas issus de notre propre volonté, ils deviennent des initiations. Ces initiations sont incontournables. Peu importe qui nous sommes, nous devons nous conformer à des règles, à des interdits et à des objectifs, comme ceux qui encadrent la sainte création de richesse. Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet. Je me contente du progrès technologique. Ce dernier façonne des idées au point de devenir un puissant outil de propagande. Pour y arriver, la machine utilise des humains, un peu comme une poupée de chiffon, pour lui faire réciter un texte, créer un format et une image pouvant s'inscrire dans notre inconscient pour faciliter les propagandes. Bref, l'idée que nous avons de Charest relève, en majorité, de la technologie. Je l'ai vu à la télévision et sur la Toile. Je l'ai entendu à la radio. Et comme d'autres, j'ai vu la publicité qui tentait de blanchir sa sainte personne, sans jamais avoir croisé son regard, ni même savoir s'il y a un seul John Charest ou quelques douzaines.

Est-ce souhaitable de marcher sur ce sentier? Charest n'est qu'un exemple parmi d'autres de ces pantins qui utilisent à outrance notre société technocratique pour allumer le flambeau d'un culte initiatique en exploitant le besoin de bonheur (et d'argent) pour imposer les initiations sociales et économiques du Réseau de la CIA et transmettre la foi au libéralisme. Et ne croyons pas que ces initiations seraient condamnées à disparaître si nous décidions d'opter pour un régime politique qui agirait contre les maux qui affectent l'humanité. Nous sommes condamnés à nous enfoncer de plus en plus dans le dédale de dogmes et d'initiations qui nous mènent vers une religion mondiale. Et pour comprendre ce qui est difficile à cerner, j'ajoute que le dogme du paradism est l'obligation de croire aux Élohims, cette prétendue race extraterrestre qui serait le créateur de ce système politique dit parfait. Je ne sais pas

si le paradism sera un jour. Comme je l'ai souligné, ce paradism ou nouvel ordre mondial pourrait émerger plus facilement par le soutien de phénomènes inexplicables, ce qui comprend des prodiges d'une science incroyable liée à des prétendus extraterrestres.

Êtes-vous prêts pour la grande rencontre? Ou disons, je préférerais vous poser cette autre question: êtes-vous prêts pour un monde sans argent qui nous rappellerait la Bête de l'Apocalypse, cet héritage moderne du mythe de Babel réunissant l'humanité sous une seule langue et seule autorité. Le paradism, tout comme le nouvel ordre mondial, exige la disparition de l'argent. Qui a décidé de cette accointance? Des extraterrestres ou des oligarques occupant les hautes sphères du pouvoir initiatique en fonction de croyances et pratiques que je lie au satanisme? Mais encore, qui encourage ce système: le réseau de la CIA ou les gens qui se laissent initier par ce dernier afin de devenir de bons psychocivilisés.

Nous avons le droit d'observer le ciel et de rêver d'un monde meilleur. Nous pouvons aussi nous demander s'il est possible que des membres du Réseau soient branchés sur le monde des esprits et des démons. L'histoire de notre monde regorge de cas typiques de pratiques occultes. Ne pas en parler est assurément le meilleur moyen de les encourager et ainsi de nous laisser prendre au jeu des manipulateurs. Nous n'avons qu'à penser au premier ministre canadien William Lyon Mackenzie King, un admirateur de Hitler qui parlait aux esprits, celui qui a occupé le siège de premier ministre le plus longtemps avant de terminer sa carrière au sein de la fondation Rockefeller. Mais encore, Di Mambro, ce grand maître de l'OTS qui fut accusé de transactions financières controversées et d'être un criminel, aimait bien tenir des cérémonies de magie noire⁴⁰. Pour ce qui est de l'art de la séduction que je crois nécessaire pour nous faire accepter une autorité mondiale, il savait l'exploiter. Di Mambro participait à des rituels qui s'accompagnaient de manifestations surnaturelles qui pourraient réjouir le Réseau s'il se faisait à une plus grande échelle. Le Grand Maître de l'OTS a reproduit les images du Saint-Graal et du chevalier Manatanus portant son épée sur le ventre de Dominique Giguère, afin d'annoncer la conception de l'enfant-dieu, avec l'aide d'une machine à hologramme achetée à l'armée étasunienne. Comment expliquer cette transaction? Di Mambro était probablement un diplomate de l'Ordre de Malte. Mais encore, peu importe qui ils sont, d'où ils viennent et ce qu'ils font, les initiés connaissent assurément Nimrod, le constructeur de la tour de Babel devenu un personnage phare de la Franc-Maçonnerie, considéré par certains comme le fondateur de cette société secrète.

Pendant ce temps, nous ignorons tout de nous. On regarde notre monde, on découvre, on critique et on accuse, en refusant de nous confronter, nous qui acceptons des initiations qui se résument par une inversion de notre être et de lois de la tradition divine qui ont pour centre d'appui l'argent et la mort. La foudre tombe et nous frappe. Je ne sais pas si j'ai eu une bonne idée de la suivre le 14 avril 2003 pour arriver à John Charest et «Satan». Si je tentais de soigner mon image et ma réputation, j'aurais exercé une censure sur cette expérience. Malheureusement, plus le temps avance plus je me laisse emporter par un complot qui s'exercerait par des ramifications politiques et économiques à travers un mondialisme calqué sur le mythe de Babel. Plus le temps avance, plus je constate que le libéralisme qui s'étend sur le Québec, par le règne de l'honoré du WWIC, met en place les mêmes initiations, dites

⁴⁰ Extrait de l'émission *Bas les masques* diffusée à la chaîne de télévision TV5 ayant pour titre *Les Sectes: Les Enfants en danger*.

sataniques, avec les mêmes conséquences et inversions. Mais encore, cela se fait au grand plaisir de psychocivilisés, dont certains ont proposé le meurtre du porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, en laissant l'impression d'un silence de connivence de John Charest et de son PLQ.

Que nous soyons dans une secte, une société secrète ou dans un parti politique fermé sur lui-même, la tentation de séduire les psychocivilisés est omniprésente. Au Québec comme ailleurs, s'il y avait moins d'intellectuel, de journalistes, de créateurs, de penseurs, de gens informés qui développent un sens critique, des étudiants franchement brillants et de gens qui s'intéressent aux phénomènes religieux, John n'oserait pas s'autoproclamer l'enfant-dieu du Québec, se blanchir pour se sanctifier en liant ses opposants à l'axe du mal.

26

Cette blancheur fait malheureusement briller un défaut à ne pas avoir en politique, particulièrement en temps de crises: tout comme Pinochet, Tatcher, Bush, Hitler et Mussolini, Charest est orgueilleux. Les dirigeants orgueilleux ont la fâcheuse tendance à tirer profit des problèmes sociaux, en liant leurs opposants à des vilains, des terroristes, à l'axe du mal ou à des plaies sociales, faute d'affronter leurs propres problèmes. Dans le cas de l'honoré du WWIC, les déviations sont sérieuses: accusation de corruption, pillage des ressources, utilisation de fonds publics pour aider son clan, plan pour privatiser Hydro-Québec, et cetera.

L'orgueilleux nous coûte aussi très cher et cela va continuer. Dans *Nouvelles de l'Interzone* d'octobre 2009 j'énonçais ma crainte de voir Charest reporter au pouvoir pour un quatrième mandat. La raison est que l'élection d'un gouvernement qui serait au service du Québec est impossible sans une union forte, car la logique froide veut que plus de 30 députés du PLQ soient assurés d'être élus où vit un pourcentage important de gens dont le vote sera toujours libéral. Que l'élection des 33 députés qu'il manque pour une majorité repose sur la machine du Réseau, très efficace, qui crée quotidiennement des psychocivilisés.

Pour réussir à diviser ce vote, Charest a fabriqué le consentement de possibles actes de violence qui pourraient déstabiliser le Québec. N'importe quoi de plausible, dont le meurtre d'un élu, afin de préserver les acquis du Réseau de la CIA. Mais encore, il m'a laissé cette impression d'avoir offert le Québec, non seulement à des spéculateurs, mais aussi des personnes qui aimeraient expérimenter, sur le terrain du Lys, un des défis du CFR tiré du document *Ordre mondial aux 21^{ième} siècle*: prévenir et répondre à des conflits violents.

Pendant ce temps, ici et maintenant, on inverse ce que l'humanité nous a offert de mieux, on provoque un choc entre le savoir, le droit de parole et un besoin de contrôler le savoir et les communications pour préserver le fruit des alliances politiques et économiques. Pour la cause, l'argent coule de la bouche de John Charest et de ses camarades. Elle pétrit les bons sentiments. Elle permet de faire payer 70 % des dépenses d'élections en se blanchissant, tel que dévoilé par Jacques Duchesneau⁴¹. Cet argent au centre la corruption internationale est celle du PLQ que

⁴¹ MYLES, Brian, «L'Argent sale permet de faire des élections», Le Devoir, 20 juin 2012, page A1.

Charest connaitrait, toujours selon Duchesneau⁴². Cet argent qui a gonflé le porte-monnaie de l'honoré du WWIC d'un minimum de 750,000 \$.

J'accuse

Et voilà!

- J'accuse l'honoré d'avoir caché son salaire occulte aux électeurs et de ne pas avoir les qualités requises pour servir les Québécois. J'ajoute qu'il a reçu des honneurs du WWIC pour avoir facilité l'initiation du Québec aux ambitions du Réseau de la CIA.
- J'accuse le gouvernement de John Charest d'avoir autorisé l'attribution de contrats à BPR ingénierie où se retrouve Albert Smith, un ancien de la CIA qui fut aussi le vice-président de Lockheed Martin, entreprise, liée aux activités du CFR, qui chapeaute le WWIC.
- J'accuse les ministres et députés du PLQ d'être inconscients ou de connivence avec le Réseau de la CIA, et cela au détriment de ceux qui paient leur salaire.
- J'accuse John Charest de mépriser la langue française et de tout faire pour diminuer le poids des francophones. De laisser les universités se soumettre aux humeurs de l'anglosphère et de revisiter l'histoire pour donner plus de lustre au colonisateur britannique. Je l'accuse de pousser le libéralisme dans le temple du savoir, en oubliant le prix: des études falsifiées sur l'amiante de l'Université Mc Gill de Munroe Blum, la création de cliques qui servent les intérêts du Réseau et le projet MK-ULTRA de la CIA soutenu par le gouvernement canadien.
- J'accuse John Charest de se foutre de la mort de malades en acceptant les interminables listes d'attentes pour des soins urgents, de gérer la santé afin de la privatiser, au détriment des plus démunis. Je l'accuse d'avoir laissé Arthur Porter prendre les commandes du CUSM de Mc Gill, un proche de son ami W. Bush qui fréquentait le trafiquant d'arme Ari-Ben-Menashe.
- J'accuse John Charest d'avoir méprisé l'ONU et de s'être défendu des accusations de cette dernière de la même façon qu'avec la population: le mépris et le mensonge, dont cette fâcheuse tendance à confondre la démocratie avec la monarchie parlementaire qui lui donne le trône du pouvoir, avec plus ou moins 30 % des votes. J'accuse John Charest d'utiliser la justice comme un outil politique servant à faire taire et à tenter de nuire à la candidature de Pierre Duschesne, un journaliste d'enquête qui en sait beaucoup sur lui.
- J'accuse le gouvernement de John Charest d'avoir financé le lockout de Rio-Tinto en permettant à cette dernière d'empocher près de 50 M\$ par la vente d'électricité à Hydro-Québec. Je l'accuse du même coup de tenir une guerre contre les syndicats pour éviter que les informations transmises par ces derniers puissent nuire à la mission du Réseau de la CIA.
- J'accuse le gouvernement de John Charest d'avoir frayé avec le Transparency International de Londres, un groupe lié au CIPE, une couverture de la CIA qui

⁴² MYLES, Brian, «Duchesneau freiné par l'indolence libérale», *Le Devoir*, 15 juin 2012, page A1.

tient à des législations de l'État pour que les syndicats puissent servir les intérêts du Réseau qui se retrouve sous le parapluie du NED, d'avoir voté la loi 33 de la libre circulation de travailleurs pour faciliter l'implantation de services de renseignement privés et publics dans le cadre du Plan Nord.

27

Nous sommes le 9 août 2012. La campagne électorale a débuté et je viens d'apprendre la démission de Gabriel Nadeau Dubois en tant que porte-parole de la CLASSE. Pendant ce temps, l'honoré du WWIC se blanchit. Pour donner un sens au vide, il utilise la «majorité silencieuse» pour excuser ses réactions à la grève étudiante, sa loi 78 et ses nombreuses autres bêtises qui nous poussent vers une dépossession. Suis-je de cette majorité silencieuse, moi qui ne trouve pas le temps pour manifester avec les étudiants ou frapper sur des casseroles? Non. Il faut penser comme Jeannot. Alors la personne qui a heurté volontairement un manifestant avec sa voiture, est-elle de cette majorité silencieuse qui pense comme Charest?

Je continue avec les accusations.

- J'accuse le gouvernement de John Charest de se conformer aux intérêts du Réseau de la CIA pour la question des normes agroalimentaire et les OGM et de ne pas s'opposer à une expérimentation de ces derniers sur les humains.
- J'accuse John Charest de refuser toute forme de moratoire sur l'exploitation de mines d'uranium, de supporter l'exploitation de pétrole bitumineux et de taire les activités de lobbyiste de Paul Frazer du WWIC et de membre du CFR et du Bilderberg. Je cite le secrétaire britannique des affaires étrangères William Hague, Paul Desmarais et Michael Sabia, membre du North American Competitiveness Council qui a transformé la Caisse de Dépôt en banque pétrolière.
- J'accuse John Charest de remettre en question le droit de propriété des Québécois en ayant ouvert le marché de la vente de claims miniers qui permet, à qui le veut, partout sur la planète, d'acquérir un droit d'exploitation des ressources minières et gazières sur des terrains privés. Je l'accuse aussi de taire cette dépossession lors de la campagne électorale.
- J'accuse Charest de parasiter les outils de développement économique du Québec pour le mieux-être du Réseau de la CIA et de contracter une dette occulte visant un plan de privatisation. D'avoir lancé les négociations de l'AECG pour construire un pont en or servant le commerce de l'eau et la fabrique du consentement d'une privatisation entière ou partielle d'Hydro-Québec par l'endettement.
- J'accuse le gouvernement de John Charest d'éviter de traiter de la présence d'agents provocateurs de la SQ lors du sommet de Montebello de 2007 et de profiter de l'oubli collective de ce dossier pour détourner l'opinion publique à son avantage, lors des manifestations étudiantes. Je soupçonne de même l'honoré du WWIC d'avoir exploité la crise pour que le Réseau puisse analyser le comportement des foules et les effets des propagandes D'avoir exploité la grève étudiante pour manipuler la population en fonction des impératifs idéologiques du

Réseau de la CIA et d'exploiter une situation de crise pour se replacer sur le trône des pilleurs, en attendant de trouver le moyen pour détourner la mission de la Commission Charbonneau à son avantage.

- J'accuse John Charest d'utiliser la loi 78 pour attaquer la liberté de parole, de pouvoir sévir contre des journalistes qui agissent en tant qu'observateur lors de manifestations illégales et de députés qui décident, pour les mêmes raisons, de rejoindre les manifestants. Du même coup, j'accuse des serviteurs du PLQ, grassement payé par nos impôts, de participer à cette attaque du droit de parole pour mieux servir les ambitions de John Charest. C'est le cas de Monique Laurin, qui occupe le poste de directrice du collège Lionel-Groulx de Ste-Thérèse. À la suite d'une lettre ouverte de 11 enseignants de ce collège publiée dans le Devoir du 31 mai sous le titre *Violence à Lionel-Groulx: voici notre version*, elle menace les 11 enseignants de congédiement s'ils récidivent et exigent des excuses écrites. Qu'ont écrit les 11 signataires? Ils ont critiqué les agents exécutifs du CEGEP et ont associé l'injonction du gouvernement à une bombe dans les mains de l'exécutif du collège: avec raison, puisque Monique Laurin était candidate du PLQ aux élections de 2008⁴³.
- J'accuse John Charest d'associer ceux qui ne pensent pas comme lui, à des gens violents et des terroristes afin d'éviter la critique de ses propres agissement et relations.

Secte


Je termine en réaffirmant que le Réseau où se retrouve John Charest ressemble à une coterie initiatique qui interdirait à ses membres de délater le crime d'un autre membre. Pour conséquence, toutes tentatives de nuire à ce Réseau devant la Justice se traduit inévitablement par des pertes de mémoire, le dénie ou d'autres échappatoires. Pendant ce temps, le citoyen n'ose questionner sa responsabilité, dont celle d'accepter de se laisser diriger par des gens qui sont victimes de la maladie d'Helzeimer dont les symptômes s'amplifient en la présence de membre de la mafia.

Est-ce en frappant sur des casseroles, en manifestant, en produisant des vidéos ou en écrivant des textes que nous pouvons combattre ce mal? Ces actions n'ont pas de sens sans une protection de notre droit de parole et un refus d'encourager ceux qui nuisent à ce droit, que ce soit par notre vote ou la résiliation d'un abonnement à un service. Bien sûr, pour cela il faut s'aimer et avoir un peu de fierté. Mais si vous me dites que s'aimer c'est refuser sa culture, sa langue et des idéaux politiques, économiques et sociaux qui exigent le dépassement de soi pour éviter le sacrifice des plus faibles, que s'aimer c'est refuser d'être maître chez soi pour le mieux-être de nos semblables, c'est peut être que vous êtes fait pour être dominé et que vous acceptez l'idée que l'économie est l'art d'éviter d'être en compétition avec son voisin. Ainsi, s'il construit une voiture, on doit le servir plutôt qu'en fabriquer une plus économique et performante.

Être un porteur d'eau est un geste économique qui crée de la richesse. John pourrait vous en parler. Utiliser l'autre pour porter de l'eau est aussi de l'économie. Il faut par contre éviter cette idée, pour que le porteur soit heureux de porter et que celui qui

⁴³ DALLAIRE FERLAND, Raphaël, «Des enseignants sanctionnés pour une lettre publiée dans Le Devoir», Le Devoir, le 8 août 2009, page A3.

l'exploite puisse continuer à tirer des profits de son travail. Si nous ne prenons pas conscience des conséquences de notre servitude, nous pourrions demander à John de nous fabriquer un vêtement en amiante, car en brûlant les autres pour enrichir le Réseau, nous nous brûlons aussi.



Mots de fin

La politique n'est plus le moteur de rêves et d'idéaux, mais la cause de déceptions quotidiennement qui exposent au grand jour notre soumission à des idéologies qui permettent aux élus de nous faire payer les factures de leurs bêtises: catastrophes environnementales, bradages des ressources et mauvaises gestions de l'épargnes. On devrait réagir! À la place on s'habitue et on se résigne à déboursier de nos poches pour assurer la sécurité financière d'une élite déshumanisé. On applaudit les gens qui paradent devant des micros et des caméras pour nous radoter des mensonges ajustés aux causes, dossiers, plans, désires, planifications et ramifications de leurs maîtres. On avale des mensonges pour faciliter le consentement de nouvelles résignations.

Pour mettre fin à ce théâtre de plus en plus onéreux, l'urgence d'un bon gouvernement s'impose. Un bon gouvernement devrait gérer le Québec pour qu'il puisse s'émanciper selon l'économie naturelle qui forge son identité. Je cite ici sa passion à inventer, à créer, à innover et à concevoir; des qualités qui devraient nous amener plus loin que la simple exploitation minière et pétrolière. Un bon gouvernement devrait forger et préserver une identité commune reposant sur la langue française à la place d'angliciser les travailleurs et les université afin qu'elles puissent offrir des ressources humaines au Réseau, comme on offre de la viande à des convives affamés. Un bon gouvernement devrait s'éloigner du statu quo, cette béquille utilisée par des fédéralistes handicapés, pour s'affirmer et monter le ton, lorsque le Canada montre des signes de trisomie. Un bon gouvernement ne devrait par donner des droits d'exploitation gazière et pétrolière à ses amis, comme ce fut fait à Pétrolia pour l'île Anticosti. Enfin, un bon gouvernement devrait avoir le courage de dévoiler aux électeurs le prix de sa gestion. Près de 40 G\$ de dette en 9 ans, des PPP et ponts payants pour que nous puissions payer plus pour en avoir moins et un désengagement qui permet à un convoie ferroviaire rempli de pétrole de dérailler en enflamant un village, sans payer la facture, à Lone Pine Resources du Delaware de réclamer 250 M\$ à Ottawa, pour l'interdiction de Québec d'exploiter le pétrole et le gaz enfouis sous le fleuve Saint-Laurent à la suite de l'élection du PQ.

À ceux qui croient que payer pour oser protéger son environnement est ignoble, je dois mentionner que c'est un droit donné aux entreprises qui repose sur l'article 11 de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), vendu à coup de mensonge par Brian Mulroney, disciple exemplaire des Chicago Boys et mentor John Charest, celui qui reprend la même formule pour nous vendre l'AECG et ce même droit aux entreprises européennes de sévir contre l'État, si ce dernier faisait obstacle à leurs ambitions. C'est merveilleux ! Particulièrement lorsque l'État reste silencieux sur les stratagèmes qu'il met en place pour offrir au Réseau les biens communs en suivant la route de l'étapisme. Ainsi, pour offrir 17% du territoire québécois à entreprises étrangère ou encore, à Power Corporation, sans nuire à votre réélection, il faut utiliser Pétrolia et attendre qu'elle prétexte un manque de liquidité pour fabriquer le consentement de la vente à une entreprise plus solide.

Un bon gouvernement peut-il encore gérer le Québec. C'est impensable dans l'actuel système britannique qui met l'emphasis sur les droits des individus en le poussant dans le dédale d'un relativisme qui exploite l'individualisme sous tous ses angles pour ériger le MOI, le JE, le MIEN, le MON et le MA. Le droit à celui qui vit au Québec de ne pas parler le français. Le droit de mépriser la culture québécoise et de profiter de la générosité du Québec. Un bon gouvernement! C'est impensable lorsque des élus

préfèrent courtiser le vote de psychocivilisés, à la place de s'en prendre au petit MOI et à la colonisation de l'esprit pour repenser la collectivité québécoise. Impensable lorsque qu'on croit que l'intégration se résume à parler le français, alors qu'on devrait aussi encourager l'économie et la culture québécoise. Qu'autrement, nous devenons des obstacles à l'épanouissement du Québec et un frein à son développement économique. Un bon gouvernement est impensable lorsque des gens prennent le micro et le plume pour affirmer que l'attentat de Richard Henry Bain contre Pauline Marois fut malheureusement un échec. Impossible, lorsque nous sommes incapable de constater que notre démocratie est menacée quotidiennement par la désinformation qui s'impose par des milliers de textes et de reportages représentant exclusivement un côté de la médaille. Un petit cinq minutes à Machin Chouette pour nous vendre la privatisation d'une société d'État, sans offrir les mêmes outils à l'opposant à cette volonté, question d'informer objectivement. Tout aux spécialistes de l'égoïsme économique néolibérale armés de mantras pour nous parler du MOI, MON, MIEN, JE et MA de leurs maîtres et employeurs. Les portes ouvertes aux lobbyistes dont le nombre n'a jamais cessé de croître sous les règnes de Jeannot et de son PLQ. Dans le texte *Place au sensationnalisme et aux sujets accrocheurs* paru dans *l'Aut'journal* de septembre 2013, sous la plume de Léo-Paul Lauzon, on apprend que «les lobbyistes, souvent d'ex-politiciens, sont passés de 298 en 2003 à 3654 en 2012, soit une légère minime augmentation de 1126% en 10 ans». Des gens qui «possèdent un pouvoir politique et financier infini et qui ont, en tout temps, un accès illimité et instantané aux ministres, premiers ministres, hauts fonctionnaires, pour leur vendre leur salade».

Impensable l'élection d'un bon gouvernement ! J'ajoute que si nous avons cette chance, nous serions confronté à des meutes d'organisations, de groupes, et d'associations qui crieraient partout l'angoisse de leur MOI pour faire reculer les élus. Pour peu, le gouvernement de Pauline Marois a dérangé beaucoup de monde, de l'élite aristocratique aux simples citoyens. Des raisons qui varient selon les intérêts des uns et des autres. Mais encore, ce gouvernement a démontré que le Québec préfère la médiocrité qu'avoir à se confronter au prix de la compétence. L'exemple est l'ex-ministre de l'environnement Daniel Breton. Peu de mots sur ses réussites alors qu'il oeuvrait au sein de *Maître chez-nous au 21^{em} siècle*, son audace et son franc parler. Rien ! A peine nommé, des scandales se sont succédés, dont 13 mois de loyers en retard. Je peux comprendre et je crois que monsieur Breton comprend aussi. Sauf que des mensonges ont été ajoutés, dont cette association de Breton à des bouteilles d'alcool, alors que l'ex-ministre ne boit presque pas. Je ne dirais pas que Breton fut victime d'un complot commandé par des amis du Réseau et encore moins que des médias auraient mis leurs grains de sel pour les aider. Je n'ose faire un lien entre les journalistes qui se sont joint au Bilderberg en 1954 et les 3654 lobbyistes qui oeuvraient au mieux être d'entreprises en 2012, en ayant des cibles similaires. Sauf que je ne me sentirais malhonnête si je vous disais qu'il n'y a pas de complot. Que cette médiocrité qui gruge le Québec serait organisée pour favoriser le Réseau de la CIA au point que Daniel Breton, le ministre de l'environnement le plus compétent qui n'a jamais existé en Amérique, a fait seulement un mois de mandat.

Impensable l'élection d'un bon gouvernement. Le gouvernement minoritaire est accusé, avec raison, d'avancer et de reculer. J'ajoute qu'il le fait souvent pour répondre aux critiques du PLQ, de la CAQ, de QS, de groupes et d'associations partisans. Mais encore, s'il était majoritaire, il y aurait certainement des manifestations virulentes contre son autorité, pour éviter que le MOI inconditionnel de

canadiens bornés et francophobes ne soit irrité par les revendications de «stupides francophones racistes et séparatistes». On connaît la recette. Ceux qui se souviennent du régime de Pinochet, ou plus loin, de Hitler, savent que les bonnes propagandes servent à marginaliser des groupes et individus pour mieux faire accepter leurs arrestations, l'idée que cela nettoie la société de sa saleté. Au Québec, le séparatiste, le francophile, la personne qui revendique le droit d'être maître chez elle est ni plus ni moins le juifs vivant sous un régime nazi avant le génocide, l'indésirable dans la cible de Pinochet. Ne fermons pas les yeux. Le Québec donné en héritage par John et son PLQ a terriblement changé, au point que l'attentat de Bain pourrait être interprété comme le prémices de violence pour sévir contre un bon gouvernement qui servirait les Québécois. Et devant cette réalité, la tendance des politiciens est d'opter pour le silence afin de nous faire croire que tout va bien dans le meilleur des mondes, pour que nous puissions accepter d'être sans tribune, sans médias et sans micros pour exprimer des propos contraires à ceux du Réseau et oublier nos rêves, idéaux et ambitions, ou disons, devenir des psychocivilisés.

En d'autres mots, une partie importante des politiciens qui aimeraient s'asseoir sur le trône du pouvoir sont des lâches qui succèdent à d'autres lâches. Ils sont devenu l'apologie du ridicule au point de me demander quel invité ils choisiraient pour un souper médiatisé, s'ils devaient se prêter au jeu de choisir entre Richard Henry Bain et Gilles Duceppe. Avec qui souperait Philippe Couillard et Denis Codere, pour qu'ils puissent s'assurer de ne pas perdre un pourcentage de leurs électeurs. Le séparatiste québécois ou l'assassin Canadien anglais? Jouez au jeu. Imaginez la réponse pour les politiciens que vous détestez ou adorez. Osez analyser les résultats et demandez-vous dans quel camp niche la lâcheté et l'immoralité? Chez les séparatistes ou les fédéralistes? Et après, questionnez le prix de l'élection de lâches pour ensuite vous demander ce que vous ferriez, si vous deviez vous retrouver sur une île déserte avec ces lâches et leurs électeurs. Moi, je diviserais l'île pour m'assurer que les efforts des courageux servent uniquement les courageux.

Je disais courage. Je sais que mes propos offusqueront certains lecteurs, mais je trouve que Pauline Marois est parfois courageuse. Courageuse pour sa Charte de la laïcité, qui, disons-le, nous dévoile l'omniprésence d'un relativisme servant à grossir le MOI, tout en diminuant celui du Québécois en le traitant de tous les maux, comme le fait si bien le Canada anglais. Courageuse pour le congédiement du directeur de la SQ, Richard Deschesnes. Courageuse pour avoir montré la porte à M. Daoust d'Investissement Québec (IQ), six mois avant la fin de son mandat, un geste qui a transformé le mantra du PLQ «l'économie d'abord» en mensonge. J'explique. Sous le règne de Charest, IQ a refusé de rencontrer les investisseurs de Trens Québec, une entreprise québécoise qui œuvre à l'implantation du monorail à moteur roue inventé par des ingénieurs québécois dont la vitesse peut atteindre 250 km/h. Pourquoi cette fermeture? En étant entièrement québécois, ce monorail n'offre aucun avantage au Réseau. Pire, il pourrait enrichir des entreprises d'usinages, d'informatiques et d'ingénierie québécoises, au détriment de celles qui gravitent autour du PLQ, dont les exploitant d'énergies fossiles. Avec l'élection du PQ, Pauline Marois a exigé une rencontre entre IQ et Trens Québec. Depuis, le monorail de Trens Québec s'intègre dans le projet d'électrification du transport mené par le député Daniel Breton.

Mais vous savez, le courage a un prix. En novembre 2012, les agences de notations Standard & Poor's et DBRS ont menacé d'abaisser la cote de crédit de la Caisse de dépôt si le gouvernement de Pauline Marois décidait que le bas de laine des Québécois

devait servir à stimuler l'économie locale. En décembre 2012, la premier ministre Pauline Marois est entrée dans le jeu, lors de sa rencontre à New York où se rassemblaient plusieurs membres du Réseau de la CIA présentés par Benoît Perron à *Zone de résistance* du 18 décembre 2012 diffusée sur les ondes de CISM FM.

Malgré cela, le PQ reste pour moi le moins pire des maux. Et je préférerais toujours la chicane et des débutés originaux tels Daniel Breton, que des qui confondent l'unité d'un parti avec l'affranchissement à une secte de lâches qui me laissent l'impression d'être des nécrophiles; des gens qui rêvent du tuer l'identité du Québec pour mieux le baiser devant sa pierre tombale.

Jouissons. Le PLQ à un nouveau chef. L'ancien ministre des Finances Raymond Bachand, celui qui a applaudit la menace des agences de dotation portées contre la Caisse de dépôt en novembre 2012! Non. Il s'agit de Philippe Couillard, celui qui a condamné le régime public de Santé du Québec à se rapprocher de la morgue. Un grand changement ! Alors que John Charest promettait en 2003 de faire une nouvelle révolution tranquille, pour enfin nous offrir une dépossession tranquille pour le mieux être du Réseau de la CIA, Couillard s'est présenté comme le chef d'un nouveau PLQ, plus à gauche SVP, pour ensuite ajouter qu'il désirait (comme Jeannot) baisser les impôts, mais que pour réaliser cette promesse, il devra augmenter les taxes. Bref, une nouvelle version de ce qui fut fait durant neuf ans par l'honoré du WWIC. Traduction ! Moi, ami de Arthur Porter et homme de gauche, j'aimerais taxer encore plus les gens, peu importe leur revenus, par exemple, une augmentation de la TVQ, pour réussir à baisser les impôts.

En 2013, un nombre croissant de travailleurs doivent demander l'aumône à des organismes de charité pour répondre au manque à gagner causé par, entre autre, la spéculation sur les loyers et l'immobilier. Maudite Pauline et son PQ. Vraiment ! Au début de 2012, bien avant l'élection de septembre, le Québec était en voie de devenir la province la plus pauvre du Canada, et cela, malgré la présence au pouvoir du gouvernement le plus fédéraliste, anglophile et lâche des 70 dernières années, depuis le 14 avril 2003, jour de la foudre au frisson. Un gouvernement qui n'a jamais cessé de parler d'économie et de création de richesse, comme si le prix de la lâcheté se résumait à devenir une prostituée. Comment on fait? On s'offre un gouvernement qui vous promet que le vent caressera votre corps entouré de spécialistes dans le domaine de la vente de voyages de rêve tels Philippe Couillard, Nathalie Normandeau et Jean-Marc Fournier, pour ne nommer que ces derniers. On vous sourit. Des mains agiles enlèvent quelques un de vos vêtements. On vous chuchote quelques mots gentils en enlevant encore des vêtements et un jour, vous vous retrouver nu et sans toit, pendant qu'une petite brise caresse votre corps. On vous sourit encore en vous donnant un peu d'argent. Et un jour, on vous offre un toit.

Je me souviens d'être né du Lis, d'avoir grandi sous la Rose et de m'être retrouvé dans une maison close. Et après m'être fait passer sur le corps par n'importe qui, j'ai du avaler des pilules pour soigner mon mal de vivre. Et maintenant, je ne me souviens plus de grand chose, ou disons, j'ai appris à oublier pour ne plus pleurer.

Merci John de m'avoir guidé ici. Je me souviens. Avec l'élection de Couillard le 7 avril 2004, le Québec est mort et le réseau de la CIA a maintenant carte blanche. Quelques jours à peine après son assermentation, l'idée de privatiser partiellement Hydro Québec s'imposait. Et pendant qu'on me parle du choix du peuple, il ne me reste que

les souvenirs d'une campagne électorale qui fut accompagnée de rêves étranges. Je ne sais comment dire, mais en moi émerge la certitude que le résultat repose sur une manipulation mentale. Si vous aimez mieux, le Réseau a utilisé la grosse artillerie pour placer Couillard à la tête du Québec.

Et pendant que je tente d'expliquer mon comportement, je ne réussis qu'à plonger dans le passé, mes petits dossiers abandonnés faute de preuves, malgré mes efforts que j'ai placés dans les *Nouvelles de l'Interzone* d'octobre 2014. Une publicité subliminale du PLQ des années 90 que je n'ai jamais pu avoir une version enregistrée. Bien avant, un cours au secondaire qui consistait à projeter de lettres sur un écran blanc afin de mesurer le seuil de perception des étudiants en millisecondes. À qui ou à quoi a servi ce programme ? Je ne le sais pas. Je sais seulement que ce fut la première fois que j'ai eu un enseignant qui n'avait pas l'étoffe de sa profession. Ce fut aussi la première fois que j'ai vu un enseignant se faire frapper par un étudiant. Je me souviens. Le nom de famille de cet étudiant était d'Amour, un type qui n'était pas violent. Et plus j'y pense, plus j'ai l'impression que l'enseignant récoltait des informations chez des jeunes adolescents servant à mesurer le seuil de subliminale.

Pourquoi ?

Annexe 1

Contributeurs du WWIC

Février 2012

Société de Gestion AGF
Limitée
Agrium Inc
Enfants de l'Alberta
Hospital Foundation
Magazine Alberta Views
Alliance Pipeline Limited
Partnership
Artemis Exploration Inc
Banque de Montréal
Bantrel Co.
Barrick Gold Corporation
Bennett Jones LLP
Blake, Cassels and
Graydon LLP
Borden Ladner Gervais
srl, sencrl
Valérie Bowden
BTX - Air Express
Services
Burnet, Duckworth &
Palmer LLP
Canadian Energy
Pipeline Association
Banque Canadienne
Impériale de Commerce
Institut canadien de
recherches avancées
Canadian Natural
Resources Limited
Canadian Oil Sands
Limited
Canadian Pacific Railway
Chevron Canada Limited
CHF International
Raymond Chrétien
Compagnie Trust CIBC
Mellon
Mary Colt
Coril Holdings Ltd

Corus Entertainment
Deloitte & Touche
Fondation canadienne
Deloitte & Touche srl
James B. Doak
Edco Financial Holdings
Ltd
N. Murray Edwards
Enbridge Inc
EnCana Corporation
ENMAX Corporation
Ernst & Young srl
Execaire
Fairfax Financial
Holdings Limited
Finances du Québec
Jacqueline Flanagan
Flint Hills Resources, LP
Forex Custom House
LTD.
Colin B. Glassco
Global Public Affairs
Le sénateur Jerry S.
Grafstein
Grande Entreprise West
Life
Fred Green
Hart Energy Publishing
LLP
Richard Haskayne
Chaviva Hošek
Harley Hotchkiss
IBM Canada Ltée
JCT Management Inc
Kelman Technologies
Saifa Koonar
KPMG srl
Lamérac Corporation
Financière
Lignum Investments Ltd
Jamie Mackie

Mackie Research Capital
Corporation
Mancal Corporation
Ron Mannix
La Financière Manuvie
Marsh Canada Limitée
Matco Investments
Limited
Ronald P. Mathison
Ann McCaig
MEG Energy Corp
Mégantic Asset
Management Inc
C. Menard-Famili
Banque Nationale du
Canada
Nexen, Inc
Northland Power Inc
Paul H. O'Donoghue
Société ontarienne des
ingénieurs
professionnels
Darla Palmer
Jamie Paulson
PCL Constructors Inc
Power Corporation du
Canada
Power Workers 'Union
Precision Drilling
Corporation
PricewaterhouseCoopers
srl
Pure Technologies
Stephen Randall
RBC
RBC Marchés des
Capitaux
Fondation RBC
W. Brian Rose

Scotia Capitaux Inc

Banque Scotia

Robert Scully
Soixante Trois
Fondation
SNC-Lavalin Group, Inc
Spartan Holdings, Ltd
Stikeman Elliott
SENCRL, srl
Stockholm Environment
Institute
Reginald Stuart
Suncor Energy Inc
Système de planification
Corp
Groupe Financier
Banque TD
Valeurs Mobilières TD
Informations
Telemission Inc
La Fondation de
Brookfield
La Fondation de la
famille Campbell
L'ambassade du Canada
à Washington, DC
La Fondation Glassco
Le Globe and Mail
TransAlta Corporation
TransCanada Pipelines
LD
Trimac Transportation
UMI Research Labs, Inc
Université de Calgary
Université d'Ottawa
René Vander Marque
Warren Veale
Virginia Military Institute
Riley Waite
Walton Group of
Companies
M. et Mme Bill Whelan
Groupe Pages Jaunes
Cie